

MESURES POUR L'EMPLOI DES GROUPES CIBLES DANS LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Analyse du couplage des « mesures
destinées aux groupes cibles » de
l'ONSS et de l'ONEM, de l'ORPSS et
du SPP IS

Tim Goesaert avec la collaboration de Arno Van Hootegem
Ludo Struyven

KU LEUVEN

HIVA

ONDERZOEKSINSTITUUT VOOR ARBEID EN SAMENLEVING

MESURES POUR L'EMPLOI DES GROUPES CIBLES DANS LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Analyse du couplage des « mesures destinées aux groupes cibles » de l'ONSS et de l'ONEM, de l'ORPSS et du SPP IS

Tim Goesaert avec la collaboration de Arno Van Hootegem

Ludo Struyven

LES COMMENTAIRES SONT LES BIENVENUS tim.goesaert@kuleuven.be, ludo.struyven@kuleuven.be

KU Leuven
HIVA ONDERZOEKSINSTITUUT VOOR ARBEID EN SAMENLEVING
Parkstraat 47 boîte 5300, 3000 LOUVAIN, Belgique
hiva@kuleuven.be
www.hiva.be

© 2016 HIVA KU Leuven

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite et / ou rendue publique par le biais d'impressions, de photocopies, de microfilms ou de tout autre moyen sans l'accord écrit préalable de l'auteur.

Contenu

Executive summary	5
Introduction	11
1 Description des données et de la méthode	13
1.1 Données de la population	13
1.1.1 Description des sources	13
1.1.2 Méthode	16
1.2 Données de l'échantillon	16
1.2.1 Description des sources	16
1.2.2 Méthode	18
2 Qui est concerné par les subventions ?	19
2.1 Coup d'œil sur les groupes cibles bruxellois	19
2.1.1 Bruxellois entre 18 et 30 ans	21
2.1.1.1 Caractéristiques personnelles si réduction de cotisations connue à l'ONSS	21
2.1.1.2 Caractéristiques des emplois si réduction de cotisations connue à l'ONSS	23
2.1.2 Bruxellois entre 55 et 65 ans	27
2.1.2.1 Caractéristiques personnelles si réduction de cotisations connue à l'ONSS	27
2.1.2.2 Caractéristiques des emplois si réduction de cotisations connue à l'ONSS	29
2.1.3 Chômeurs de longue durée	32
2.1.3.1 Caractéristiques personnelles si réduction de cotisations connue à l'ONSS	32
2.1.3.2 Caractéristiques des emplois si réduction de cotisations connue à l'ONSS	35
2.2 L'emploi à Bruxelles : les travailleurs bruxellois et les navetteurs entrants	39
2.2.1 Mesures destinées aux groupes cibles connues à l'ONSS	39
2.2.1.1 Caractéristiques personnelles si réduction de cotisations connue à l'ONSS / activation connue à l'ONEM ou au SPP IS	39
2.2.1.2 Caractéristiques des emplois si réduction de cotisations connue à l'ONSS	42
2.2.2 Mesures destinées aux groupes cibles connues à l'ONSSAPL	45
2.2.2.1 Caractéristiques personnelles si réduction de cotisations connue à l'ONSSAPL	45
2.2.2.2 Caractéristiques des emplois si réduction de cotisations connue à l'ONSSAPL	47
3 Recours simultané ou non à différentes mesures	51
3.1 Données couplées de la population	51
3.1.1 Ampleur des recours simultanés ou non	51
3.1.2 À la recherche d'une explication au non-recours	53
3.1.2.1 Retard dans le recours aux mesures	53
3.1.2.2 Différence de durée des différentes mesures	54
3.2 Données couplées de l'échantillon	55
3.2.1 Conditions d'octroi des plans ACTIVA	55
3.2.2 Caractéristiques personnelles en cas de non-recours à l'activation correspondante dans le cadre d'ACTIVA	56

4 	Dynamique des recours aux subventions	63
4.1	Volume des cessations précoces	63
4.1.1	Cessation précoce des réductions de cotisations	63
4.1.2	Cessation précoce des activations	65
4.2	Détails sur la dynamique des cessations	66
4.3	Caractéristiques des emplois et des travailleurs	68
4.3.1	Caractéristiques des emplois dans les cessations précoces d'une réduction de cotisations	68
4.3.2	Caractéristiques personnelles dans les cessations précoces de réductions de cotisations	72
4.3.3	Dynamique du drop out dans le secteur du travail intérimaire	75

Executive summary

Les subventionnements de coûts salariaux (réductions ONSS) et les subventions salariales (allocations activées) dont la Région bruxelloise a hérité avec la sixième réforme de l'État profitent actuellement tant aux travailleurs habitant à Bruxelles qu'aux navetteurs n'habitant pas la capitale. Le précédent rapport (2015)¹ s'était déjà penché sur cette question et avait chiffré l'impact des réductions groupes cibles ONSS sur le budget bruxellois et le marché du travail bruxellois. Les analyses dans ce rapport étaient basées sur des fichiers séparés, mis à disposition par les organismes concernés (ONSS, ONSSAPL, ONEM, SPP IS). L'analyse précédente a mis en lumière des questions qui ne peuvent être résolues qu'à l'aide de données couplées sur les travailleurs concernés. Ces données ont été fournies par la BCSS et ont trait aux travailleurs subventionnés dans la Région de Bruxelles-Capitale au cours des 4 trimestres de 2014. Il s'agit des cohortes les plus récentes à disposition au moment de l'exécution de la présente étude (printemps 2016).

Nous disposons, au total, de deux séries de données. Tout d'abord, un fichier qui reprend les données de toute la population en 2014 et qui nous permet à nouveau d'évaluer le volume des mesures, mais aussi d'examiner la dynamique des recours à ces mesures. Un second fichier est composé d'un échantillon équivalant à 66 % de cette population, dans lequel ont été couplées certaines données relatives aux individus et aux entreprises. Les données de l'échantillon permettent de tirer des conclusions sur l'âge, le sexe, le lieu de résidence, la nationalité, l'origine et la situation socio-économique du travailleur, mais aussi sur le secteur dans lequel l'emploi a été créé, le régime de travail (temps plein/temps partiel), le salaire et la taille de l'entreprise. Cette méthode nous permet aussi d'avoir une vue d'ensemble complète de tous les emplois exercés par le travailleur, avec ou non le soutien d'une réduction de cotisations ou d'une activation d'allocation.

La présente étude apporte une réponse à plusieurs questions. Tout d'abord, quelle est la part des groupes cibles « jeunes », « personnes plus âgées » et « chômeurs de longue durée » dans l'ensemble des réductions groupes cibles et allocations activées ? Deuxièmement, sachant qu'il existe des programmes (plan ACTIVA, article 60, ...) dans le cadre desquels une réduction ONSS et une allocation activée peuvent être combinées, dans quelle mesure ces deux systèmes sont-ils employés ensemble ? Et dans quelle mesure il n'est pas fait appel à cette possibilité de combinaison ? Enfin, quelle est la dynamique des réductions ONSS et des allocations activées pour les travailleurs nouvellement engagés ? Et dans quelle mesure la durée potentielle de la subvention est-elle déjà interrompue un ou deux trimestres après l'entrée en service ?

¹ Incitants à l'emploi pour les groupes cibles en région de Bruxelles-Capitale. Inventaire, analyse et recommandations pour une politique des groupes cibles de la région de Bruxelles-Capitale (Van Landeghem, Coomans & Struyven, HIVA-KU Leuven, septembre 2015).

Portée des groupes cibles

Dans le rapport précédent, nous avons déjà constaté que les subventions groupes cibles dont bénéficiaient les employeurs ne concernaient pas uniquement des travailleurs bruxellois, mais également des travailleurs qui n'habitaient pas à Bruxelles. Pour les réductions ONSS et ONSSAPL, nous avons évalué le nombre de Bruxellois à 31 100 ETP (pour un montant total de 35 millions d'euros) et le nombre de non-Bruxellois à 20 400 (chiffres pour le 3^e trimestre de 2014 ; voir étude HIVA 2015 p. 20). Grâce aux données couplées individuelles dans la présente étude, nous pouvons évaluer exactement le volume total des groupes cibles.

En ce qui concerne les jeunes et les travailleurs plus âgés, nous n'avions, dans la précédente étude, pu évaluer le volume des travailleurs touchés que par le prisme du groupe cible visé pour chaque programme ou mesure spécifique. Cela valait également pour les chômeurs de longue durée qui, en outre, peuvent se retrouver dans les deux groupes cibles précités. Pour la première fois, ce rapport donne un chiffre réaliste sur la proportion des jeunes, des personnes plus âgées et des chômeurs de longue durée ainsi que sur la proportion des chômeurs de longue durée chez les jeunes et les personnes plus âgées et ce, pour tous les programmes confondus. Nous nous limitons aux Bruxellois qui travaillent à Bruxelles (groupe 1) et aux Bruxellois qui travaillent en dehors de Bruxelles (groupe 2).

Les données couplées montrent que le nombre de travailleurs de Bruxelles touchés par une réduction de cotisations ou une allocation activée sur un trimestre tourne autour de 48 000. Sur une base annuelle, on dénombre 63 000 utilisateurs uniques.

Proportion des jeunes, des personnes plus âgées et des chômeurs de longue durée chez les travailleurs bruxellois, 2014-Q2 RBC, tous les programmes ONSS + ONSSAPL

	proportion	dont >1 an sans emploi	Programmes principaux
Jeunes (< 30 ans) (n=4 836)	16,5%	11,7% (n=566)	ACTIVA, JPQ
Plus âgées (>55 ans) (n=10 837)	37,0%	4,5% (n=487)	ÂGE
Ch. Longue durée (>1 an sans emploi) (n=3 993)	13,6%		SPEC, ACTIVA
Total 3 groupes cibles	18 613		
Total (tous les programmes)	29 288		
Proportion des 3 groupes cibles	63,6%		

Sources: ONSS, ONSSAPL, BCSS (données adaptées par l' HIVA-KU Leuven)

En ce qui concerne les jeunes, nous constatons que les tranches 20-24 ans et 25-29 ans sont bien représentées. Environ 16 % des mesures destinées aux groupes cibles touchent des travailleurs de moins de 30 ans et environ un tiers des mesures sont liées aux travailleurs plus âgés (55 à 65 ans). Approximativement 13 % des mesures s'adressent aux chômeurs de longue durée (plus d'un an au chômage), un groupe où l'on retrouve tant des jeunes que des travailleurs plus âgés. Chez les jeunes et travailleurs âgés, les subsides n'atteignent qu'une minorité de chômeurs de longue durée: 11,7% des jeunes travailleurs subsidiés pour leur mise en service était plus d'un an sans emploi, des travailleurs âgés subsidiés, seulement 4,5%.

Enfin, les analyses dans ce rapport confirment l'hypothèse selon laquelle les Bruxellois, travaillant dans ou en dehors de Bruxelles (groupes 1 et 2), possèdent un profil différent de celui des navetteurs venant des autres Régions (groupe 3). Les premiers sont plus jeunes (25-45 ans) et plus souvent d'origine étrangère, avec une proportion plus élevée d'hommes, ils exercent des emplois moins bien payés et étaient plus souvent demandeurs d'emploi l'année précédente. Les emplois occupés par les Bruxellois se trouvent, en premier lieu, dans le secteur des services administratifs et de soutien (intérim), mais aussi dans le commerce de gros et de détail. Les navetteurs sont également actifs dans ces secteurs, mais aussi dans le secteur des activités financières et des assurances.

L'analyse par groupe cible chez les Bruxellois a également débouché sur les constats suivants.

Bruxellois entre 18 et 30 ans

- 70 % à 80 % ont la nationalité belge, mais 75 % à 80 % sont d'origine étrangère. Chez les 20-24 ans, 45 % sont d'origine maghrébine ou turque.
- Chez les 18-19 ans, deux tiers n'étaient pas encore sur le marché du travail le trimestre précédent. Chez les 20-24 ans et les 25-29 ans, ils étaient respectivement 44 % et 47 % à déjà travailler le trimestre précédent.
- Les emplois se trouvent surtout dans le secteur de l'intérim (28 % chez les 20-24 ans ainsi que chez les 25-29 ans), avec une large proportion d'emplois à temps partiel (30 %) - rarement des régimes inférieurs à 40 % - avec des salaires journaliers bas (<40 euros chez le 18-19 ans et 70 à 100 euros chez les 20-24 ans et les 25-29 ans).

Bruxellois entre 55 et 65 ans

- Comme chez les plus jeunes, 70 % à 80 % des personnes sont de nationalité belge, mais elles sont ici majoritairement d'origine² belge ou européenne (61 % chez les 55-59 ans et 55 % chez les 60-65 ans).
- La plupart d'entre eux (85 %) travaillaient déjà l'année précédente. Cela signifie que, pour les réductions ONSS, il ne doit pas nécessairement s'agir d'un nouvel engagement dans ces groupes d'âge.
- Les emplois se trouvent principalement dans les secteurs suivants : les services administratifs et de soutien (davantage dans les services relatifs aux bâtiments, moins dans l'intérim), le commerce de gros et de détail et les finances. La part des emplois à temps partiel (55 % chez les travailleurs plus âgés) est plus élevée que chez les jeunes, avec souvent des régimes plus légers (entre 20 % et 40 %). Les salaires journaliers bruts sont relativement plus élevés (80 à 90 euros, 125 à 150 euros).

² Cette variable est fournie par la BCSS sur la base des données du Registre national (RN) sur l'historique de nationalité de la personne et ses antécédents. Nous utilisons pour cela la classification définie par la BCSS (voir la note 14).

Chômeurs de longue durée

- 70 % à 80 % des chômeurs de longue durée ont également la nationalité belge. Les travailleurs engagés qui ont été au chômage pendant plus de 3 ans (un groupe assez restreint en soi) sont plus souvent des Belges. Les travailleurs qui ont été au chômage pendant 1 ou 2 ans sont plus souvent d'origine maghrébine ou turque.
- En ce qui concerne la situation sur le marché de l'emploi avant l'engagement, les données disponibles de la BCSS montrent que 30 % à 38 % travaillaient déjà, même s'ils possédaient toujours un statut de chômeur de longue durée à la BCSS. Cela s'explique par le fait qu'il s'agissait de périodes de travail très courtes, ne justifiant pas un changement de statut.
- Les emplois occupés par les anciens chômeurs de longue durée sont surtout présents dans les secteurs suivants : les services administratifs et de soutien (surtout dans l'intérim et, dans une moindre mesure, dans les services relatifs aux bâtiments) et le secteur des arts, spectacles et activités récréatives.
- Le travail à temps partiel occupe une place relativement importante, surtout chez les chômeurs de longue durée de moins de 3 ans (50 %). Il s'agit généralement de régimes de travail situés entre 40 % et 60 %. Les salaires journaliers bruts se situent principalement entre 70 et 100 euros.

Recours simultané ou non à la réduction ONSS et à l'allocation activée

L'étude précédente a mis en lumière l'existence d'un décalage relativement important entre le nombre de travailleurs relevant d'une mesure ACTIVA à l'ONSS et le recours à une mesure correspondante à l'ONEM (ou au SPP IS dans le cas de l'art. 60 de la loi CPAS). Ce problème apparaît également avec les données couplées. Pour les « travailleurs article 60 », le non-recours présumé est rectifié (si nous tenons aussi compte du fait que la catégorie « remboursement aide sociale » n'existe pas à la source de la BCSS). Pour les plans ACTIVA et la mesure pour les jeunes peu qualifiés, le décalage demeure important au niveau des recours, alors même que le recours simultané devrait en principe être possible.

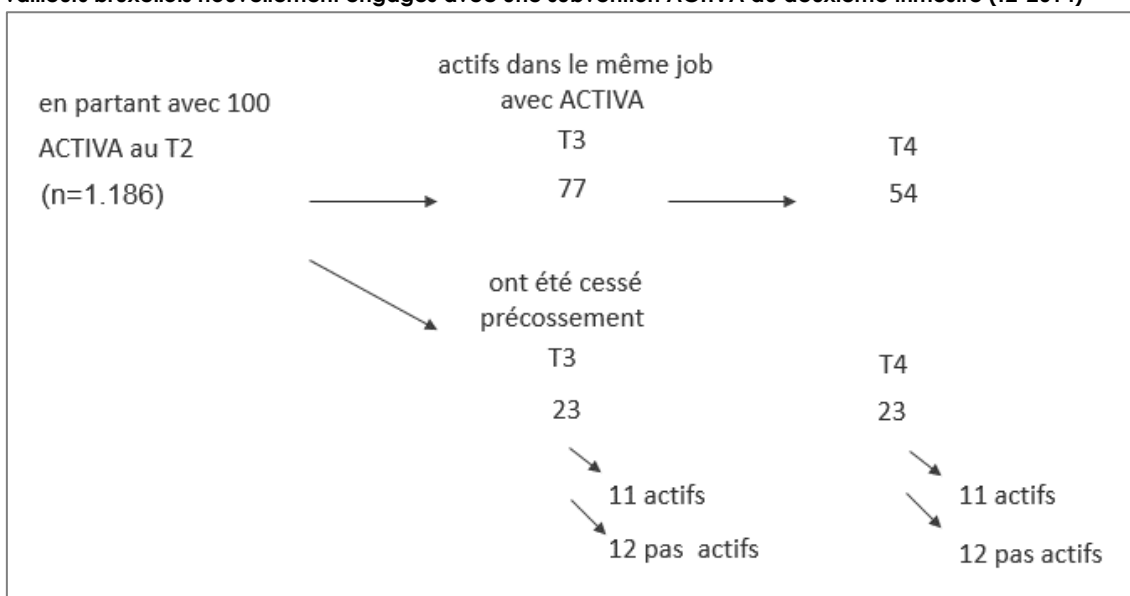
La plus-value des fichiers de données couplées réside dans le fait que nous pouvons aujourd'hui y voir plus clair à propos du recours simultané ou non grâce à une observation pour chaque travailleur individuel (au lieu de chiffres agrégés par mesure). Un premier facteur pouvant expliquer l'absence de recours pourrait se situer au niveau d'un retard dans l'enregistrement. Pour l'activation d'allocation, nous ne constatons toutefois aucun effet de retard. Mais pour la réduction ONSS, nous observons un petit pourcentage (24 %) de retards, peut-être dû au fait qu'un autre employeur entre en ligne de compte lors d'un trimestre ultérieur. Une deuxième explication pourrait se situer au niveau des différentes conditions d'octroi. Un examen plus approfondi permet de voir que les différences techniques dans les conditions d'octroi se reflètent aussi dans les données. Si l'on examine les différences techniques dans les conditions et les délais d'octroi, force est alors de constater un pourcentage de non-recours légèrement plus élevé chez les jeunes qui ne sont pas belges. Mais, de manière générale, on peut conclure que le problème du non-recours reste limité. La principale conclusion pour la nouvelle politique est qu'il serait préférable que les combinaisons de réductions ONSS et d'allocations activées relèvent d'un seul système (celui de l'activation) dans lequel Actiris serait chargé de la gestion du dossier et vérifierait si la personne entre en ligne de compte pour la subvention et pour combien de temps.

Dynamique des recours aux subventions

Un constat intéressant dans cette étude complémentaire est que la subvention est annulée largement avant la fin de sa durée potentielle pour un pourcentage relativement élevé de bénéficiaires. Voici quelques observations :

- pour 25 % des travailleurs nouvellement engagés avec une subvention, celle-ci est déjà annulée après 0 à 6 mois et 46 % des bénéficiaires disparaissent après 9 mois ;
- environ la moitié des travailleurs dont la subvention a été annulée prématurément travaille encore, soit chez un autre employeur soit chez le même ;
- les subventions annulées après 0 à 6 mois concernent surtout le secteur de l'intérim, même si celui-ci est également présent au niveau des subventions d'une durée un peu plus longue (6 à 9 mois).

Schéma de la situation sur le marché de l'emploi à la fin du troisième (T3) et quatrième (T4) trimestre des travailleurs bruxellois nouvellement engagés avec une subvention ACTIVA au deuxième trimestre (T2-2014)



Il est frappant de constater que la période d'observation est limitée par la disponibilité des données (jusqu'en fin 2014 dans cette étude). Ce constat soulève la question de savoir si une durée d'occupation minimale doit être liée à la subvention et, si oui, quelle devrait être cette durée. Jusqu'à présent, seule une durée maximale de subvention est prévue. Il convient néanmoins de nuancer ce débat en précisant que, parmi les travailleurs ayant vu leur subvention cessée précocement, la moitié travaille encore et l'autre moitié ne travaille plus. En d'autres termes, la cessation précoce de la subvention ne signifie pas que le travailleur quitte le marché du travail. D'un autre côté, ces chiffres suggèrent qu'une subvention ne fait pas vraiment la différence lorsque l'emploi disparaît après très peu de temps et qu'elle serait plus efficace si elle était concentrée sur un plus petit groupe de personnes qui pourraient bénéficier d'une expérience de travail plus longue et ainsi mieux assurer leur avenir sur le marché de l'emploi. Car, au bout du compte, c'est l'employabilité du demandeur d'emploi qui est visée.

Cette étude, de même que la précédente, portait sur l'ancienne politique axée sur les groupes cibles via des subventions à l'emploi ; les deux ont pour objectif d'aider à définir des jalons pour une nouvelle politique. Beaucoup de questions méritent toutefois d'être encore approfondies. À commencer par celle concernant la période de 72 mois préalable à l'engagement. Une deuxième question porte sur la manière de suivre la situation d'emploi des travailleurs nouvellement engagés après 2014 à l'aide de données mises à jour. Ce suivi est essentiel afin de répondre à la question de ce qui arrive au travailleur une fois la période de subsides écoulée. Il conviendrait aussi d'examiner de manière plus

approfondie la part et le profil des nouveaux engagements dans la population totale des engagements (via les données DynaM). Cette information est cruciale pour la production des prévisions budgétaires. L'impact sur la dynamique de l'entreprise mériterait aussi d'être suivi de plus près. Ces données, combinées à celles sur l'évolution du chômage dans les groupes cibles spécifiques et un enregistrement efficace (via Actiris et l'Observatoire bruxellois de l'emploi), pourraient constituer une base en vue d'ajuster régulièrement l'affectation des subventions en fonction des besoins du marché du travail dans la Région de Bruxelles-Capitale. Nous recommandons pour cela, pour tous les aspects distincts de la politique des groupes cibles (ampleur, budget, type de mesures, dynamique, transitions, impact sur le court et long terme), de mettre en place un système permanent de monitoring et d'analyse de la nouvelle politique des groupes cibles pour la région de Bruxelles-Capitale.

Introduction

Le présent rapport se base sur une première étude sur les incitants à l'emploi pour les groupes cibles en Région bruxelloise³. Dans ce précédent rapport, nous avons, pour la première fois, dressé un inventaire des mesures - diminution des charges sociales patronales et activation de l'allocation pour les bénéficiaires d'une allocation ou d'un revenu d'intégration - encore pertinentes pour la Région de Bruxelles-Capitale depuis que celle-ci est elle-même devenue compétente pour la politique des groupes cibles suite à la sixième réforme de l'État.

À l'aide de données découplées, nous avons évalué la taille et le volume des différentes mesures. Nous avons, pour cela, analysé séparément quatre fichiers différents, reprenant les mesures connues à l'ONSS et à l'ONSSAPL (réductions des cotisations) d'une part et au SPP IS et à l'ONEM (allocations activées) d'autre part.

Le caractère complémentaire de la présente étude réside dans le fait que nous disposons aujourd'hui de données couplées : une demande de données commune auprès du Datawarehouse Marché du travail et protection sociale (DWH MT&PS) de la Banque Carrefour Sécurité sociale (BCSS) nous a permis d'obtenir des informations sur toutes les mesures au niveau des individus et des sociétés. Cela nous permet non seulement d'évaluer les différentes mesures au niveau individuel (quelles subventions sont activées, lesquelles sont annulées, quelles sont les combinaisons possibles), mais aussi d'obtenir davantage de données au niveau des individus et des entreprises.

Nous disposons, au total, de deux séries de données. Tout d'abord, un fichier qui reprend les données de toute la population en 2014 et qui nous permet à nouveau d'évaluer le volume des mesures, mais aussi d'examiner la dynamique des recours à ces mesures. Un second fichier est composé d'un échantillon équivalant à 66 % de cette population, dans lequel ont été couplées certaines données relatives aux individus et aux entreprises. Les données de l'échantillon permettent de tirer des conclusions sur l'âge, le sexe, le lieu de résidence, la nationalité, l'origine et la situation socio-économique du travailleur, mais aussi sur le secteur dans lequel l'emploi a été créé, le régime de travail (temps plein/temps partiel), le salaire et la taille de l'entreprise. Cette méthode nous permet aussi d'avoir une vue d'ensemble complète de tous les emplois exercés par le travailleur, avec ou non le soutien d'une réduction de cotisations ou d'une activation d'allocation.

Ces données couplées doivent nous permettre de répondre à certaines questions spécifiques.

Qui bénéficie des subventions ?

Dans une première étape, nous décrivons les caractéristiques des emplois subventionnés et des travailleurs concernés. Nous tenons compte de tous les emplois subventionnés, tant ceux avec une réduction de cotisations que ceux avec une activation d'allocation. Quelle est la situation du travailleur bruxellois ? Quel emploi obtient-il ? Et dans quelle mesure sa situation diffère de celle des travailleurs en Région wallonne ou flamande ?

3 Van Landeghem, G., Coomans, S., Struyven, L. (2015). Incitants à l'emploi pour les groupes cibles en région de Bruxelles-Capitale. Inventaire, analyse et recommandations pour une politique des groupes cibles de la région de Bruxelles-Capitale {Tewerkstellingsstimuli voor doelgroepen in het Brussels Gewest. Inventarisatie, analyse en aanbevelingen voor een doelgroepenbeleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest}. Leuven: HIVA.

Pourquoi certaines mesures ne sont-elles pas utilisées simultanément ?

Une deuxième analyse portera sur le recours simultané ou non à une réduction de cotisations et une activation d'allocation. Dans la première étude (HIVA-KU LEUVEN, 2015), il était apparu que ces deux mesures n'étaient pas toujours combinées, en particulier dans le cas de la non-activation d'une allocation dans le cadre d'un plan ACTIVA. Les données de l'échantillon permettent d'avoir une meilleure idée de l'ampleur de ces non-recours et de leur raison.

Quelle est la dynamique des recours et des cessations de ces mesures d'aide à l'emploi ?

Le dernier chapitre porte sur la cessation des mesures destinées aux groupes cibles, avant leur date d'expiration potentielle. Il s'agit, en d'autres termes, de contrats qui sont soit résiliés prématurément soit à durée déterminée. Dans une première étape, nous évaluons le volume des mesures destinées aux groupes cibles qui sont cessées précocement. Nous vérifions ensuite si des éléments distinctifs peuvent être identifiés. Nous examinons pour cela les caractéristiques des individus et des emplois pour toutes les nouvelles réductions de cotisations ACTIVA octroyées, tant celles qui sont cessées après un ou deux trimestres que celles qui sont maintenues.

Ce rapport est également important sur le plan méthodologique. En effet, c'est la première fois que le recours aux mesures destinées aux groupes cibles est examiné à l'aide de données couplées. Cette étude montre, par conséquent, l'importance et le potentiel de ces sources, en particulier dans l'optique du développement d'indicateurs susceptibles d'être utilisés pour assurer le suivi de la politique.

1 | Description des données et de la méthode

Les données relatives à la population et les données de l'échantillon proviennent de sources différentes. La demande de données a été effectuée auprès de la Banque Carrefour Sécurité sociale, qui gère le Datawarehouse Marché du travail et protection sociale. Ce Datawarehouse vise l'agrégation de données socio-économiques provenant des institutions belges de sécurité sociale. Il est donc possible d'effectuer une demande coordonnée et que tous les fichiers soient couplés au niveau des individus et des entreprises.

1.1 Données de la population

1.1.1 Description des sources

Les données de la population proviennent de quatre sous-fichiers qui reprennent toutes les mesures pour l'emploi octroyées au cours d'un trimestre dans le cadre de l'ONSS, de l'ONSSAPL, de l'ONEM et du SPP en 2014⁴. Ces fichiers sont établis sur une base trimestrielle et pour trois groupes prédéfinis :

- groupe 1 : les personnes qui sont domiciliées et travaillent dans la Région de Bruxelles-Capitale⁵ ;
- groupe 2 : les personnes qui sont domiciliées dans la Région de Bruxelles-Capitale et qui travaillent en Région wallonne ou en Région flamande ;
- groupe 3 : les personnes qui sont domiciliées en Région wallonne ou en Région flamande et qui travaillent dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Nous disposons, pour chaque individu et pour chaque trimestre de 2014, des données suivantes :

- réductions de cotisations disponibles à l'ONSS et à l'ONSSAPL ;
- activations disponibles à l'ONEM et au SPP IS.

Les différentes mesures destinées aux groupes cibles connaissent chacune une répartition spécifique. Les tableaux ci-dessous présentent la répartition des diverses mesures pour l'emploi sous une forme plus agrégée, de manière à ce que la combinaison des mesures ONSS/APL et ONEM/SPP IS apparaisse clairement.

⁴ Toutes les mesures octroyées au cours d'un trimestre sont enregistrées dans le fichier de données. En d'autres termes, pour pouvoir être prise en compte dans l'analyse, l'activité ne doit pas avoir été exercée jusqu'au dernier jour du trimestre.

⁵ Les données relatives au lieu de travail sont communiquées chaque trimestre. Au premier trimestre, le lieu de l'unité d'établissement locale n'est pas encore disponible. Seul le lieu du siège social est connu. Entre le deuxième et le quatrième trimestre, des informations sont en revanche disponibles à propos de la localisation exacte de l'unité d'établissement où le travailleur est affecté (au niveau communal). Si disponible, la localisation de l'unité d'établissement au deuxième trimestre est utilisée pour le premier trimestre.

Tableau 1 Aperçu des mesures ONSS/APL

1501	Déduction des cotisations patronales pour le secteur du dragage	DRA
3102	Travailleurs âgés (ONSS)	ÂGE
3200	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés de moins de 25 ans pendant 312 jours dans une période de 18 mois ou âgés de moins de 45 ans pendant 312 jours dans une période de 18 mois ou pendant 156 dans une période de 9 mois pour le demandeur d'emploi suite à la fermeture d'une entreprise. Code ONEM : C1, C20, C25, C30, C34 ou C36	ACTIVA
3201	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés de moins de 45 ans pendant 624 jours dans une période de 36 mois. Code ONEM : C3, C4, C26, C31 ou C37	ACTIVA
3202	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés de moins de 45 ans pendant 936 jours dans une période de 54 mois. Code ONEM : C5, C6, C27, C32 ou C38	ACTIVA
3203	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés de moins de 45 ans pendant 1560 jours dans une période de 90 mois. Code ONEM : C7, C8, C28, C33 ou C39	ACTIVA
3204	Plan Activa – Agents de prévention et de sécurité : demandeurs d'emploi de longue durée âgés de moins de 25 ans pendant 312 jours dans une période de 18 mois ou d'au moins 25 ans et de moins de 45 ans pendant 624 jours dans une période de 36 mois. Code ONEM : C9, C10, C21 ou C22	ACTIVA
3205	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée moins de 27 ans, pendant 312 jours dans une période de 18 mois et moins qualifiés. Code ONEM : C40, C41, ou à partir de 2014/1 demandeurs d'emploi de longue durée moins de 30 ans, pendant 156 jours dans une période de 9 mois et moins qualifiés. Code ONEM : C42 ou C43	ACTIVA
3210	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés d'au moins 45 ans pendant 156 jours dans une période de 9 mois. Code ONEM : D1, D13 ou D19 (ONSSAPL)	ACTIVA
3211	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés d'au moins 45 ans pendant 312 jours dans une période de 18 mois ou pendant 468 jours dans une période de 27 mois. Code ONEM : D3, D4, D5, D6, D14, D15, D16, D17, D20 ou D21	ACTIVA
3212	Plan Activa – Agents de prévention et de sécurité : Demandeurs d'emploi de longue durée âgés d'au moins 45 ans pendant 156 jours dans une période de 9 mois. Code ONEM : D7 ou D8	ACTIVA
3220	Programme de transition professionnelle – jeune de moins de 25 ans, peu qualifié, allocations pendant 9 mois au moins ou, moins de 45 ans, allocations pendant 12 mois au moins	PTP
3221	Programme de transition professionnelle – personne âgée de moins de 45 ans, allocations pendant 24 mois au moins	PTP
3230	Programme de transition professionnelle – personne âgée de plus de 45 ans, allocations pendant 12 mois au moins	PTP
3231	Programme de transition professionnelle – personne âgée de plus de 45 ans, allocations pendant 24 mois au moins	PTP
3240	Économie d'insertion sociale – personne âgée de moins de 45 ans, 312j/18m ou 156j/9m	SINE

3241	Économie d'insertion sociale – personne âgée de moins de 45 ans, 624j/36m ou 312j/18m	SINE
3250	Économie d'insertion sociale – personne âgée de plus de 45 ans, 156j/9m	SINE
3410	Jeunes travailleurs CPE peu qualifiés	Jeunes peu qualifiés (JPQ)
3411	Jeunes travailleurs CPE et très peu qualifiés ou CPE et peu qualifiés et handicapés ou CPE et peu qualifiés et d'origine étrangère	Jeunes peu qualifiés (JPQ)
3412	Jeunes travailleurs CPE et moyennement qualifiés	Jeunes peu qualifiés (JPQ)
3430	Jeunes travailleurs : jusqu'au 31 décembre de l'année au cours de laquelle le jeune aura 18 ans	Jeunes peu qualifiés (JPQ)
3601	Travailleur licencié dans le cadre d'une restructuration - réduction des cotisations patronales - âgé de moins de 45 ans	Restructuration (STRUC)
3611	Travailleur licencié dans le cadre d'une restructuration - réduction des cotisations patronales - âgé d'au moins 45 ans	Restructuration (STRUC)
3800	Tuteurs	Groupes cibles spécifiques (SPEC)
4000	Contractuels subventionnés	Contractuels subventionnés (SUBCON)
4001	Contractuels subventionnés (ONSSAPL)	Contractuels subventionnés (SUBCON)
4200	Travailleurs domestiques	Groupes cibles spécifiques (SPEC)
4300	Artistes	Groupes cibles spécifiques (SPEC)
4400	Parents d'accueil agréés	Groupes cibles spécifiques (SPEC)
4500	Travailleurs engagés dans le cadre de l'art. 60 § 7 de la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS (ONSSAPL)	CPAS
8200	Chômeurs de longue durée âgés de moins de 45 ans - politique de prévention et de sécurité. Codes ONEM : C9 ou C10 (ONSSAPL)	Politique de prévention et de sécurité (P&S)
8210	Chômeurs de longue durée âgés de 45 ans au moins - politique de prévention et de sécurité. Codes ONEM : D7 ou D8 (ONSSAPL)	Politique de prévention et de sécurité (P&S)

Tableau 2 Aperçu des mesures de l'ONEM

Activa	ACTIVA
Économie d'insertion sociale	SINE
Programme de transition professionnelle	PTP
Complément de reprise du travail	CRT

Les allocations ONEM activées sont déjà agrégées dans les fichiers bruts. Il n'est fait aucune mention des mesures visant les jeunes peu qualifiés (JPQ).

Tableau 3 Aperçu des mesures du SPP IS

Activation	CPAS
Article 60	CPAS
Article 61	CPAS
Économie sociale	CPAS

1.1.2 Méthode

Les données de la population sont fournies dans des fichiers séparés et doivent encore être fusionnées. Pour cela, toutes les données trimestrielles sont, dans un premier temps, agrégées dans chaque source. Pour les mesures destinées aux groupes cibles connues à l'ONSS ou l'ONSSAPL, cela se fait au sein de chaque combinaison individu-entreprise ; pour les activations connues à l'ONEM ou au SPP IS, cela se fait au niveau individuel⁶.

Les données de la population doivent nous permettre de recenser toutes les mesures qui sont connues pour chaque personne. Le fichier contenant toutes les mesures destinées aux groupes cibles connues à l'ONSS est couplé - au niveau individuel - avec les autres sources. Une personne peut, par exemple, exercer plusieurs emplois au cours du même trimestre, en même temps ou non. En d'autres termes, chaque combinaison entre une personne et un emploi - connue à l'ONSS - est couplée avec toutes les autres informations (mesures connues à l'ONSSAPL, à l'ONEM et au SPP IS).

Sur chaque ligne, il est donc possible de vérifier si une mesure connue à l'ONSS ou à l'ONSSAPL est combinée avec une allocation activée. Il faut évidemment tenir compte des possibles doublons dans l'analyse. Une analyse de sensibilité a donc été effectuée pour vérifier les travailleurs qui n'ont connu qu'une seule réduction de cotisations dans un trimestre en particulier.

1.2 Données de l'échantillon

1.2.1 Description des sources

Pour des raisons de protection de la vie privée, les caractéristiques des individus et des emplois sont mises à disposition par le biais d'un échantillon. Cet échantillon reprend 66 % de la population et s'articule également autour de trois groupes, avec la même répartition que pour les données relatives à la population.

- groupe 1 : les personnes qui sont domiciliées et travaillent dans la Région de Bruxelles-Capitale⁷ ;

⁶ Lorsqu'une allocation est activée, la base de données indique uniquement qu'une personne en bénéficie mais ne mentionne pas l'endroit où se situe son lieu de travail. Si une personne a exercé plusieurs emplois, il est par conséquent difficile d'associer l'activation au travail correspondant et d'identifier le lieu de travail correspondant (et donc de catégoriser la personne dans un groupe précis). Qui plus est, si plusieurs lieux de travail ont été enregistrés au cours d'un même trimestre (par exemple une fois dans la Région wallonne et une fois dans la Région de Bruxelles-Capitale ou deux fois dans la Région de Bruxelles-Capitale), l'algorithme estime que le lieu de travail est inconnu et il comptabilise et enregistre implicitement la personne concernée dans le groupe 2 (Bruxellois travaillant en dehors de la Région bruxelloise). Dans ce qui suit, nous ne tenons pas compte de ces observations pour le groupe 2 lorsque les données liées au lieu de travail (et donc les informations au sujet des réductions de cotisations) proviennent uniquement de la Région de Bruxelles-Capitale. Les personnes qui bénéficient d'une activation pourraient avoir un travail sans réduction de cotisations en Région flamande ou en Région wallonne, mais nous n'avons pour le moment pas observé ce dernier cas de figure (uniquement les emplois assortis d'une réduction de cotisations).

⁷ Les données relatives au lieu de travail sont communiquées chaque trimestre. Au premier trimestre, le lieu de l'unité d'établissement locale n'est pas encore disponible. Seul le lieu du siège social est connu. Entre le deuxième et le quatrième trimestre, des informations sont en revanche disponibles à propos de la localisation exacte de l'unité d'établissement où le travailleur est affecté (au niveau communal). Si disponible, la localisation de l'unité d'établissement au deuxième trimestre est utilisée pour le premier trimestre.

- groupe 2 : les personnes qui sont domiciliées dans la Région de Bruxelles-Capitale et qui travaillent en Région wallonne ou en Région flamande ;
- groupe 3 : les personnes qui sont domiciliées en Région wallonne ou en Région flamande et qui travaillent dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Chaque travailleur est affecté à un groupe (d'abord le groupe 1, ensuite le groupe 2 et pour finir le groupe 3).

L'échantillon donne accès à plusieurs sources.

Informations sur les diverses mesures destinées aux groupes cibles. Pour chaque individu et pour chaque trimestre de 2014

- Réductions de cotisations disponibles à l'ONSS et à l'ONSSAPL
- Activations disponibles à l'ONEM et au SPP IS

Informations sur tous les emplois connus. Pour chaque individu et pour chaque trimestre

- Emplois connus à l'ONSS et à l'ONSSAPL
- Entre autres : secteur, commission paritaire, localisation de l'entreprise et de l'établissement, salaire, régime de travail, taille de l'entreprise, ...
- Contient des informations sur tous les emplois qui ont été exercés pendant un trimestre

Caractéristiques personnelles de chaque individu dans l'échantillon

- Données récoltées fin 2014 sur la base des données ONSS et des données du Registre national
- Entre autres : origine, nationalité, âge, sexe, lieu de résidence (arrondissement)

Informations sur la situation de la personne sur le marché de l'emploi

- Données trimestrielles entre 2008 et 2014
- Informations basées sur le code de nomenclature établi par la BCSS, lui-même basé sur des variables de différents organismes
- Donne la situation de la personne sur le marché de l'emploi le dernier jour du trimestre

Les réductions de cotisations connues à l'ONSS et à l'ONSSAPL sont réparties de la même façon que celles dans les données de la population. Les mesures connues au SPP IS font l'objet d'une répartition plus détaillée.

Une première distinction est effectuée entre les mesures qui relèvent de l'intégration sociale et celles qui ont trait à l'aide sociale. Ensuite, la répartition suivante est appliquée :

- mesure d'activation ;
- aide financière ;
- revenu d'intégration ;
- mesure pour l'emploi ;
- artiste ;
- partenariat ;
- autres.

La combinaison avec une réduction de cotisations correspondante peut être réalisée pour les mesures d'activation (ACTIVA, PTP, ...) et les mesures pour l'emploi (article 60).

La répartition des allocations activées connues à l'ONEM est, à son tour, moins détaillée que pour les données de la population. La distinction suivante est réalisée :

- activation ;
- interruption de carrière/crédit-temps ;
- chômage temporaire ;
- chômage ;
- prépension ;
- autres.

Des informations complémentaires sur le type d'activation sont obtenues via les données de la population. Les informations relatives au chômage et à la durée du chômage sont mises à jour comme une variable séparée.

1.2.2 Méthode

Les données de l'échantillon sont également fournies dans des fichiers séparés et doivent encore être fusionnées, en fonction de la question de l'étude, avec une combinaison ou non des mesures destinées aux groupes cibles connues à l'ONSS et à l'ONSSAPL.

Les caractéristiques des emplois subventionnés et des travailleurs concernés ainsi que le recours à une réduction de cotisations avec une activation ont été examinés séparément pour l'ONSS et l'ONSSAPL. L'analyse des annulations se base sur un fichier dans lequel les emplois connus à l'ONSS et à l'ONSSAPL ont été combinés et ce, afin d'évaluer comment évoluent les annulations.

Toutes les mesures destinées aux groupes cibles connues à l'ONSS ou à l'ONSSAPL et les mesures connues à l'ONEM et au SPP IS sont couplées au fichier avec tous les emplois exercés. Il existe un fichier dans lequel tous les emplois connus à l'ONSS sont listés et un fichier contenant tous les emplois connus à l'ONSSAPL et ce, pour chaque trimestre de 2014. Le couplage des données ONSS et ONSSAPL se fait à l'aide de la combinaison travailleur-entreprise ; le couplage des mesures connues à l'ONEM et au SPP IS se fait au niveau du travailleur.

Les caractéristiques personnelles sont ensuite également couplées, ainsi que la situation sur le marché du travail durant la période 2008-2014.

Les fichiers avec les mesures connues à l'ONEM et au SPP IS montrent les combinaisons uniques personne-statut/mesure unique (1 ligne représente une combinaison d'une personne avec son statut ou la mesure pour l'emploi pendant ce trimestre). Les données sont ici à ce point traitées qu'il ne reste plus qu'une seule ligne pour chaque travailleur, avec la mesure groupe cible à étudier. Les différents fichiers peuvent donc être correctement couplés, et par ligne.

Comme les réductions de cotisations (ONSS et ONSSAPL) sont définies au niveau entreprise, celles-ci sont plus faciles à suivre. Les activations d'allocations ne sont pas affectées à une entreprise unique. Si plusieurs emplois sont exercés, il est donc ici aussi difficile de détecter l'emploi subventionné.

2 | Qui est concerné par les subventions ?

Ce premier chapitre porte sur les caractéristiques des emplois subventionnés, tant au niveau des travailleurs qu'au niveau des emplois eux-mêmes. Quel est le profil des travailleurs qui bénéficient des diverses mesures destinées aux groupes cibles et quel type d'emploi obtiennent-ils par la suite ? Dans un premier temps, nous définissons plusieurs groupes cibles bruxellois sur la base des données d'échantillon couplées des jeunes (18 ans et moins jusqu'à 30 ans), des personnes âgées (de 55 à 65 ans et plus) et des chômeurs de longue durée (à partir d'un an de chômage)⁸. Dans un second temps, nous effectuons une comparaison entre les travailleurs bruxellois - avec un emploi en Région bruxelloise ou ailleurs - et les navetteurs vers la Région bruxelloise⁹.

En ce qui concerne les caractéristiques personnelles, nous prenons en compte les quatre trimestres complets et nous examinons les caractéristiques des travailleurs qui ont connu une réduction de cotisations ou une activation un jour en 2014. Les caractéristiques des entreprises sont récoltées sur une base trimestrielle. Nous choisissons, par conséquent, de ne présenter les caractéristiques des emplois subventionnés que sur un trimestre (le deuxième trimestre dans le cas présent)¹⁰. Nous sélectionnons les chômeurs de longue durée sur la base de la durée de leur chômage au deuxième trimestre. Pour ce groupe, nous nous concentrons donc sur l'emploi subventionné pendant le deuxième trimestre.

Nous faisons une première distinction entre les mesures destinées aux groupes cibles qui sont connues à l'ONSS, avec ou non couplage d'une activation connue à l'ONEM ou au SPP IS et les mesures qui sont connues à l'ONSSAPL, de nouveau avec un couplage avec les activations connues à l'ONEM ou au SPP IS. Cette approche permet d'examiner dans les détails la différence entre les deux types d'emplois¹¹.

2.1 Coup d'œil sur les groupes cibles bruxellois

Les données de l'échantillon permettent de définir plusieurs sous-groupes importants pour les groupes cibles bruxellois (habitants de la Région de Bruxelles-Capitale travaillant à Bruxelles ou ailleurs)¹². Nous faisons une distinction entre les jeunes travailleurs et les travailleurs plus âgés sur la base de l'âge des travailleurs tel que constaté à la fin de 2014 et nous identifions les chômeurs de longue durée à l'aide des données ONSS disponibles (la variable durée de chômage¹³).

8 Le groupe des chômeurs de longue durée peut évidemment aussi contenir des personnes faisant partie des groupes cibles des jeunes et des personnes âgées.

9 Ces données permettent ensuite d'effectuer une estimation globale sur une base trimestrielle ou annuelle. Sur la base d'une extrapolation de l'échantillon à la population, un indicateur sur la portée de ces mesures dans les différents groupes cibles peut être créé et ce, notamment pour les nouveaux entrants. Ces derniers peuvent être identifiés à l'aide des données Dynam.

10 Nous tenons compte de toutes les formes de réductions de cotisations ONSS possibles : travailleurs âgés, ACTIVA, programmes de transition professionnelle, économie sociale d'insertion, jeunes peu qualifiés, mesures dans le cadre d'une restructuration, groupes cibles spécifiques, contractuels subventionnés, travailleurs engagés dans le cadre de l'article 60...

11 Étant donné la taille de l'échantillon, nous nous concentrons, dans le premier chapitre (à l'évaluation des groupes cibles bruxellois), sur les mesures qui sont connues à l'ONSS.

12 Remarquez que cette identification ne pouvait se faire que par le biais des mesures accordées dans le premier rapport (HIVA-KU Leuven, 2015).

13 Cette variable est établie tous les mois et est disponible sur une base trimestrielle dans le cadre de cette étude. Les changements de situation - de chômeur à travailleur - durant le trimestre sont donc pris en compte. Nous avons toujours sélectionné la durée de chômage telle qu'elle était à la fin du trimestre.

Dans la catégorie des jeunes, nous faisons ensuite la distinction entre les jeunes de 19 ans et moins, les jeunes de 20 à 24 ans inclus et les jeunes de 25 à 29 ans inclus. Chez les travailleurs âgés, nous distinguons les travailleurs de 55 à 59 ans inclus et les travailleurs de 60 ans et plus. Dans le groupe des chômeurs de longue durée, nous distinguons ensuite ceux qui ont été au chômage pendant 1 ou 2 ans, pendant 2 ou 3 ans et pendant plus de 3 ans.

Le Tableau 4 montre la distribution des différentes réductions de cotisations connues par l'ONSS ou l'ONSSAPL pour ces groupes cibles. Les plans ACTIVA existent principalement chez les jeunes; la plupart des mesures pour les travailleurs de plus de 55 ans tombe sous la réduction groupe-cible pour les travailleurs âgés (code 3102). Dans le groupe des chômeurs longue durée, l'importance de mesures pour des groupes-cibles spécifiques est remarquable, sauf pour la catégorie de chômeurs de longue durée âgés.

Tableau 4 Distribution de réductions de cotisations par groupe cible (T2-RBC)

	Tous les groupes cibles	Jeunes travailleurs	Travailleurs plus âgés	Chômeurs de longue durée (>1 ans)		
		(<30 ans)	(>55 ans)	Tous	Jeunes travailleurs (<30 ans)	Travailleurs plus âgés (>55 ans)
ACTIVA	21%	31%	3%	34%	55%	13%
PTP	2%	2%	0%	2%	2%	0%
CPAS	8%	10%	1%	0%	0%	0%
ÂGE	35%	0%	87%	9%	0%	65%
SINE	1%	0%	0%	1%	0%	1%
SPEC	12%	15%	2%	48%	35%	17%
STRUC	0%	0%	0%	0%	0%	0%
SUBCON	17%	16%	6%	4%	4%	2%
JPQ	4%	25%	0%	1%	4%	0%
P&S	0%	0%	0%	0%	0%	0%
<i>N (échantillon)</i>	29.288	4.836	10.837	3.993	566	487

Nous nous penchons ensuite sur quelques caractéristiques personnelles, pour ces groupes cibles, à savoir la nationalité, l'origine¹⁴ et le sexe, mais aussi la situation sur le marché du travail dans une période antérieure. Pour les chômeurs de longue durée - qui peuvent être des personnes jeunes ou plus âgées -, l'âge est aussi pris en compte. En ce qui concerne les caractéristiques des emplois, nous examinons le secteur dans lequel l'emploi subventionné se trouve, le régime de travail (temps plein ou temps partiel), le salaire¹⁵ et la taille de l'entreprise.

14 Cette variable est fournie par la BCSS sur la base des données du Registre national (RN) sur l'historique de nationalité de la personne et ses antécédents. L'origine d'une personne est déterminée à l'aide de quatre critères : la nationalité actuelle de la personne, la première nationalité de la personne (avant un éventuel changement de nationalité), la première nationalité du père et la première nationalité de la mère. Si un de ces quatre critères est une nationalité autre que belge, alors la personne est considérée comme une personne d'origine étrangère. Les personnes d'origine étrangère sont ensuite réparties en groupes de provenance. Dans un premier temps, la première nationalité du père est vérifiée. S'il s'agit d'une nationalité étrangère, la personne est classée dans le groupe de provenance correspondant à cette nationalité. Si la première nationalité du père est inconnue ou belge, la première nationalité de la mère est vérifiée. Si cette nationalité est inconnue ou belge, la première nationalité de la personne concernée est vérifiée. Si celle-ci est inconnue ou belge, la nationalité actuelle de la personne est vérifiée.

15 Il s'agit d'un salaire journalier moyen pour les données de l'ONSS. Pour un travailleur à temps partiel, un salaire journalier est calculé pour une journée à temps plein sur la base d'un régime de 38 heures par semaine. Toutes les variables de salaire de l'ONSS sont des salaires bruts. En d'autres termes : les cotisations des travailleurs sont comprises, mais pas les cotisations patronales.

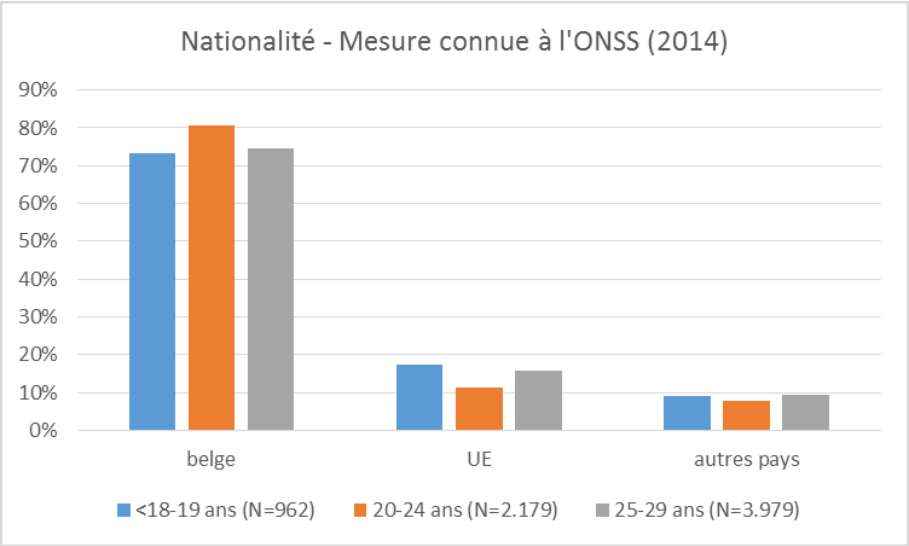
2.1.1 Bruxellois entre 18 et 30 ans

2.1.1.1 Caractéristiques personnelles si réduction de cotisations connue à l'ONSS

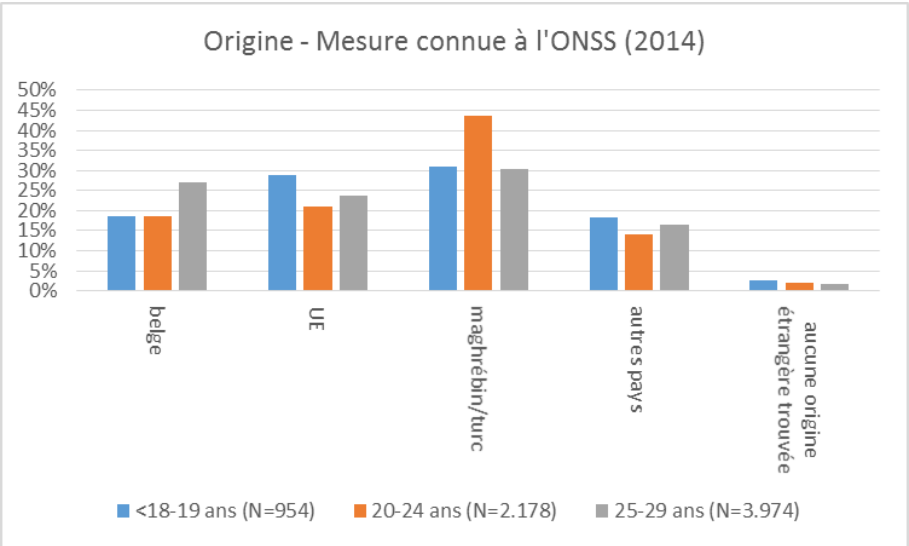
70 % à 80 % des jeunes Bruxellois avec une réduction de cotisations sont de nationalité belge. L'origine ethnique de ces jeunes est clairement différente : entre 20 % et 25 % sont d'origine belge. On constate un nombre nettement plus élevé de jeunes d'origine maghrébine ou turque dans la tranche d'âge des 20-24 ans : 45 %, contre 30 % chez les 18-19 ans et les 25-29 ans. Les groupes les plus jeunes comptent, en moyenne, plus d'hommes : plus de 60 % dans la catégorie des 18-19 ans, contre 50 % dans la tranche des 25-29 ans.

La situation sur le marché du travail de ces jeunes est évaluée à la fin du dernier trimestre de 2013, l'année avant que nous ne les identifions comme des travailleurs subventionnés. Le Tableau 5 donne un aperçu des résultats. Le groupe des plus jeunes travailleurs (18-19 ans) bénéficiait encore majoritairement des allocations familiales en 2013. Un tiers de ce groupe était salarié à la fin du trimestre. 10 % recevaient une aide financière du CPAS dans le cadre de l'aide sociale. Chez les plus âgés, le nombre de jeunes ayant déjà accumulé une expérience professionnelle est plus élevé (respectivement 44 % et 47 %) ; 24 % des 20-24 ans et 30 % des 25-29 ans sont demandeurs d'emploi, soit après leurs études, soit après un emploi à temps plein.

Graphique 1 Nationalité des jeunes travailleurs subventionnés en Région de Bruxelles-Capitale (2014)



Graphique 2 Origine des jeunes travailleurs subventionnés en Région de Bruxelles-Capitale (2014)



Graphique 3 Sexe des jeunes travailleurs subventionnés en Région de Bruxelles-Capitale (2014)

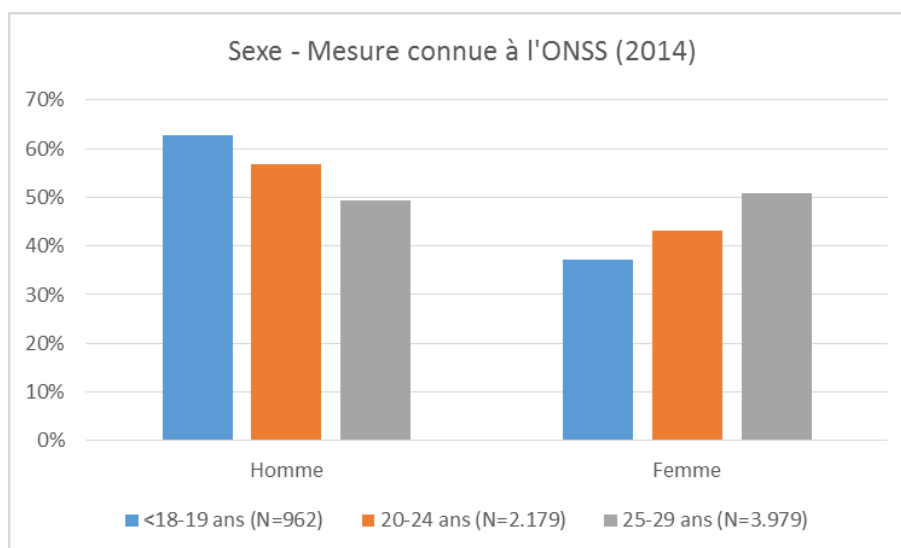


Tableau 5 Situation sur le marché de l'emploi des jeunes travailleurs subventionnés en Région de Bruxelles-Capitale (T4 2013)

Code	Description	%
<18-19 ans (N=962)		
36	Enfant bénéficiaire d'allocations familiales	51%
111	Occupé dans un seul emploi salarié	33%
332	Aide financière	10%
4	Autre	5%
331	Revenu d'intégration	1%
20-24 ans (N=2.179)		
111	Occupé dans un seul emploi salarié	44%
23	Demandeur d'emploi après études, avec allocation d'insertion ou allocation de transition	19%
4	Autre	13%
36	Enfant bénéficiaire d'allocations familiales	10%
21	Demandeur d'emploi après travail à temps plein, avec allocation de chômage	5%
25-29 ans (N=3.979)		
111	Occupé dans un seul emploi salarié	47%
4	Autre	15%
23	Demandeur d'emploi après études, avec allocation d'insertion ou allocation de transition	15%
21	Demandeur d'emploi après travail à temps plein, avec allocation de chômage	14%
331	Revenu d'intégration	2%

2.1.1.2 Caractéristiques des emplois si réduction de cotisations connue à l'ONSS

Les personnes âgées de 19 ans et moins sont principalement actives dans le commerce de détail (18 %), les services personnels divers (16 %) et la construction (14 %). Chez les plus âgés, les services administratifs et de soutien, et plus particulièrement le secteur du travail intérimaire, occupent une place plus importante (respectivement 18 % et 20 % pour les 20-24 ans et les 25-29 ans). Dans le groupe des 20-24 ans, le commerce de détail demeure une activité importante ; chez les 25-29 ans, le secteur créatif est également important.¹⁶

Les emplois pour les 18-19 ans sont principalement à temps plein (70 %). Chez les 20-24 ans et les 25-29 ans, 30 % des postes sont à temps partiel, avec un régime rarement inférieur à 40 %. Ces jeunes

¹⁶ Il est important de signaler que nous tenons également compte, dans cette sélection, des mesures destinées à des groupes cibles spécifiques, parmi lesquelles les subventions aux artistes.

travailleurs reçoivent généralement des salaires horaires peu élevés, en particulier dans le groupe des 18-19 ans, où la plupart des salaires bruts sont inférieurs à 40 euros/jour. Dans les autres tranches d'âge, la moyenne tourne autour de 90 euros/jour. Les plus jeunes travailleurs sont, par ailleurs, souvent actifs dans des micro-entreprises (43 % travaillent dans des entreprises qui comptent moins de 5 travailleurs).

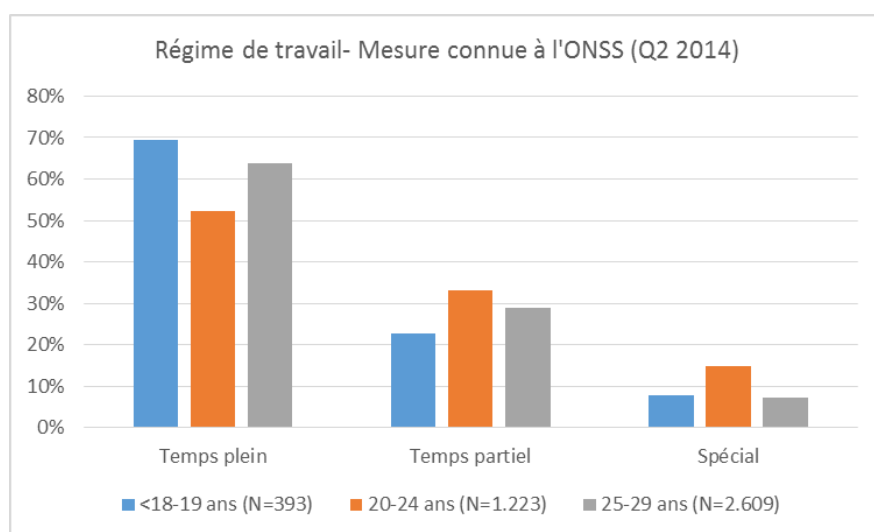
Tableau 6 Répartition sectorielle pour les jeunes travailleurs subventionnés en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)

>18 à 19 ans inclus (N=393)	
Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	28%
Services administratifs et de soutien	16%
Construction	15%
Hébergement et restauration	14%
Services administratifs et de soutien	8%
Activités médico-sociales et sociales	7%
20 à 24 ans inclus (N=1.223)	
Services administratifs et de soutien	28%
Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	24%
Transports et entreposage	9%
Activités médico-sociales et sociales	9%
Hébergement et restauration	9%
Arts, spectacles et activités récréatives	5%
25 à 29 ans inclus (N=2.609)	
Services administratifs et de soutien	28%
Arts, spectacles et activités récréatives	15%
Activités médico-sociales et sociales	14%
Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	11%
Enseignement	7%
Autres services	6%

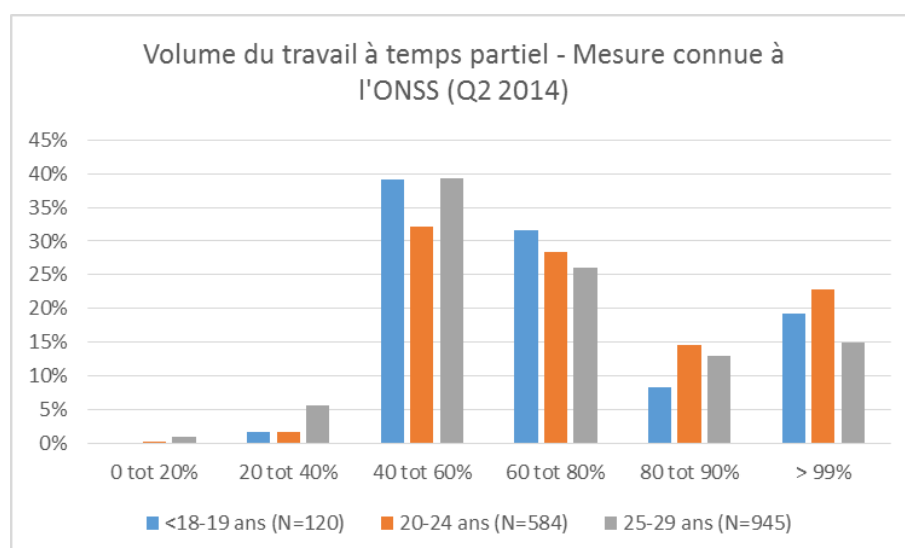
Tableau 7 Répartition sectorielle (NACE 2) pour les jeunes travailleurs subventionnés en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)

>18 à 19 ans inclus (N=393)	
Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	18%
Autres services personnels	16%
Travaux de construction spécialisés	14%
Restauration	11%
Commerce de gros et de détail et réparation véhicules automobiles et de motocycles	9%
Activités liées à l'emploi	5%
20 à 24 ans inclus (N=1.223)	
Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	22%
Activités liées à l'emploi	18%
Restauration	8%
Transports terrestres et transport par conduites	8%
Services relatifs aux bâtiments ; aménagement paysager	8%
Action sociale sans hébergement	6%
25 à 29 ans inclus (N=2.609)	
Activités liées à l'emploi	20%
Activités créatives, artistiques et de spectacle	14%
Action sociale sans hébergement	10%
Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	10%
Enseignement	7%
Services relatifs aux bâtiments ; aménagement paysager	6%

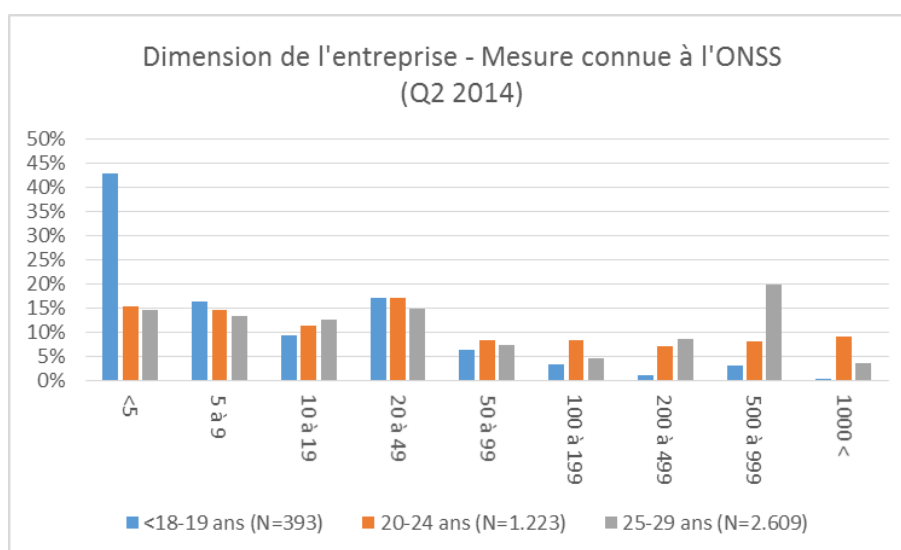
Graphique 4 Régime de travail pour les jeunes travailleurs subventionnés en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)



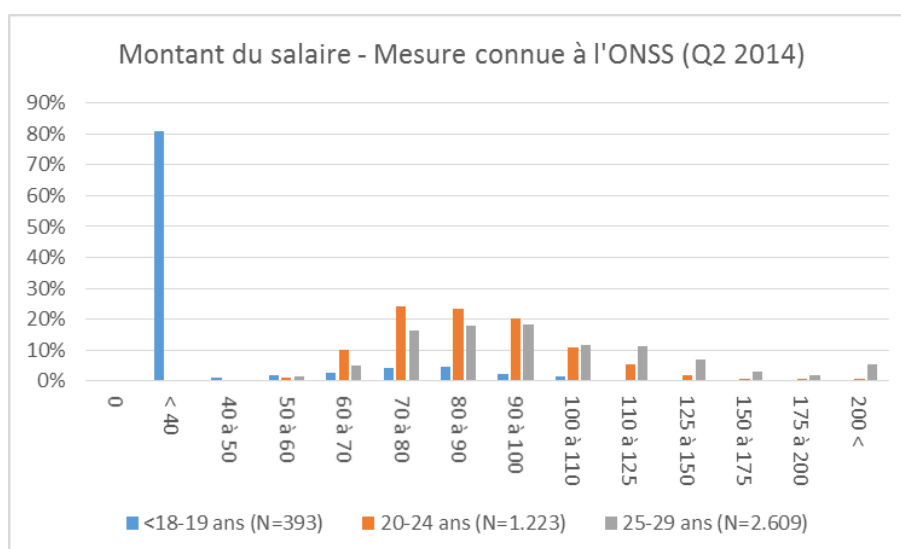
Graphique 5 Volume du travail à temps partiel chez les jeunes travailleurs subventionnés en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)



Graphique 6 Dimension de l'entreprise pour les jeunes travailleurs subventionnés en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)



Graphique 7 Montant du salaire journalier brut pour les jeunes travailleurs subventionnés en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)



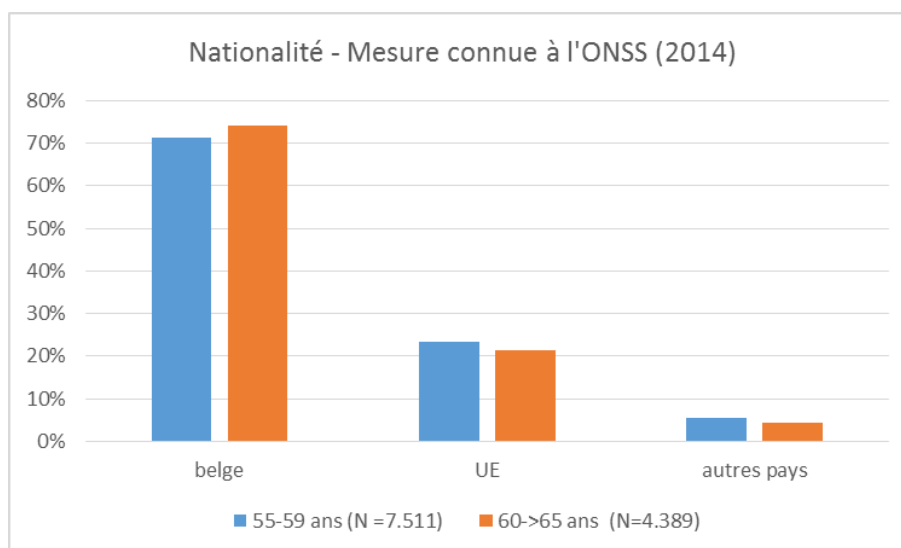
2.1.2 Bruxellois entre 55 et 65 ans

2.1.2.1 Caractéristiques personnelles si réduction de cotisations connue à l'ONSS

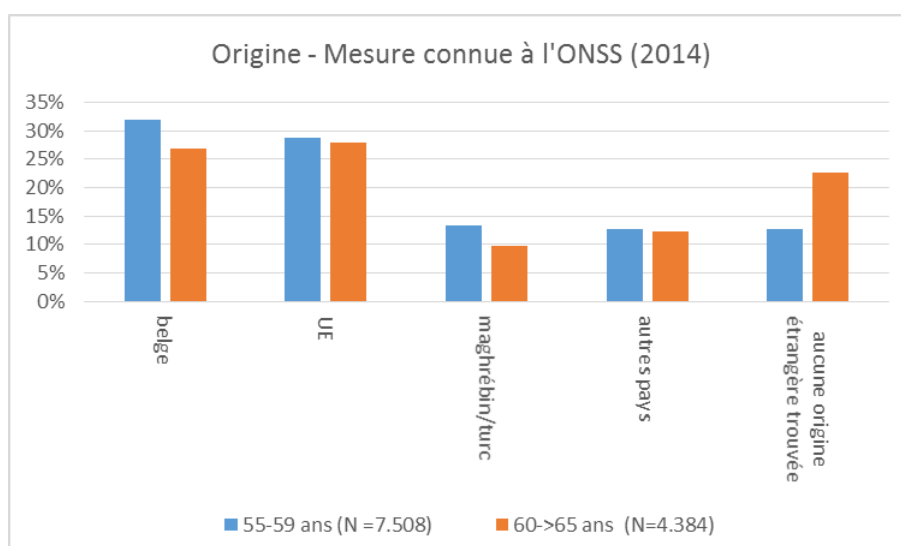
70 % à 80 % des travailleurs subventionnés sont également de nationalité belge chez les travailleurs bruxellois plus âgés. On y trouve cependant davantage de personnes d'origine belge ou européenne que chez les jeunes Bruxellois : respectivement 61 % pour les 55-59 ans et 55 % pour les 60-65 ans¹⁷. Ce groupe contient autant d'hommes que de femmes.

Le Tableau 8 montre la situation sur le marché de l'emploi des travailleurs plus âgés à la fin du dernier trimestre de 2013. Environ 85 % des travailleurs avaient un emploi salarié dans ces deux catégories d'âge. La très grande majorité de ces personnes n'avaient pas non plus été enregistrées en tant que demandeurs d'emploi durant les trois premiers trimestres de 2013.

Graphique 8 Nationalité des travailleurs subventionnés plus âgés en Région de Bruxelles-Capitale (2014)



Graphique 9 Origine des travailleurs subventionnés plus âgés en Région de Bruxelles-Capitale (2014)



17 Pour une grande partie de ces travailleurs, aucune information n'a été trouvée à propos de leur origine. Pour ce groupe de personnes plus âgées, avec nationalité actuelle ou première nationalité belge, aucune information n'est disponible sur la première nationalité des parents.

Graphique 10 Sexe des travailleurs subventionnés plus âgés en Région de Bruxelles-Capitale (2014)

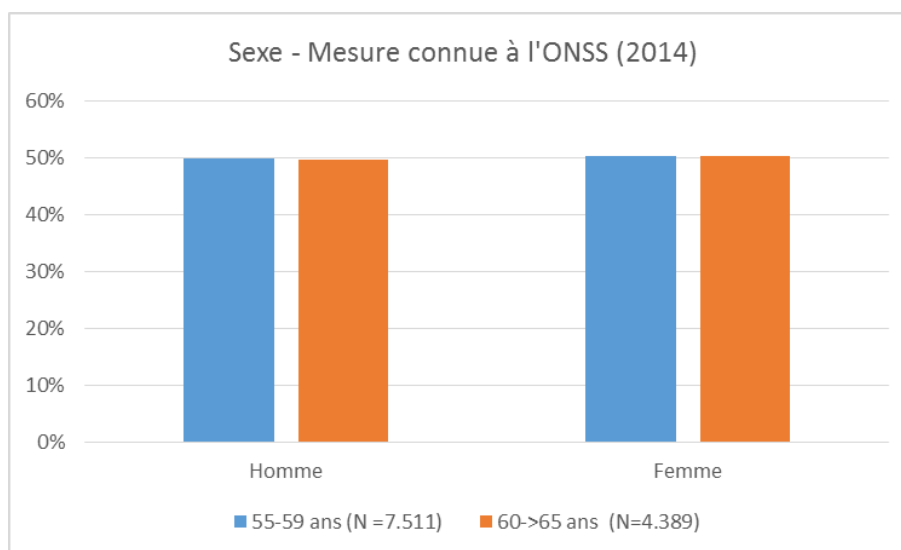


Tableau 8 Situation sur le marché de l'emploi des travailleurs subventionnés plus âgés en Région de Bruxelles-Capitale (T4 2013)

Code	Description	%
55-59 ans (N = 7.511)		
111	Occupé dans un seul emploi salarié	86%
21	Demandeur d'emploi après travail à temps plein, avec allocation de chômage	4%
4	Autre	3%
141	Occupé comme salarié (emploi principal) et comme indépendant / aidant	3%
112	Occupé dans plusieurs emplois salariés	3%
60->65 ans (N = 4.389)		
111	Occupé dans un seul emploi salarié	84%
34	Bénéficiaire d'une pension sans emploi	4%
141	Occupé comme salarié (emploi principal) et comme indépendant / aidant	3%
112	Occupé dans plusieurs emplois salariés	3%
4	Autre	2%

2.1.2.2 Caractéristiques des emplois si réduction de cotisations connue à l'ONSS

Certaines activités reviennent plus souvent chez les travailleurs plus âgés. Il s'agit essentiellement des services administratifs et de soutien (respectivement 23 % et 21 % des emplois) et du commerce de gros et de détail. Viennent ensuite, notamment, la distribution et la logistique, l'horeca et l'industrie. Les services de support se situent surtout au niveau des services relatifs aux bâtiments et moins au niveau du secteur de l'intérim. Le secteur financier est également davantage représenté chez les personnes plus âgées que chez les jeunes travailleurs subventionnés.

Le temps partiel occupe une place plus importante dans le groupe cible des personnes plus âgées que chez les jeunes. Environ 55 % des emplois sont ainsi des jobs à temps plein. Les régimes de 20 % à 40 % sont également plus nombreux que chez les jeunes. La dimension de l'entreprise ne fait pas beaucoup de différence. Les personnes âgées de 60 à 65 ans sont un peu plus présentes dans les micro-entreprises. Les salaires journaliers moyens sont également nettement plus élevés, avec des plafonds à respectivement 80-90 euros/jour et 125-150 euros/jour.

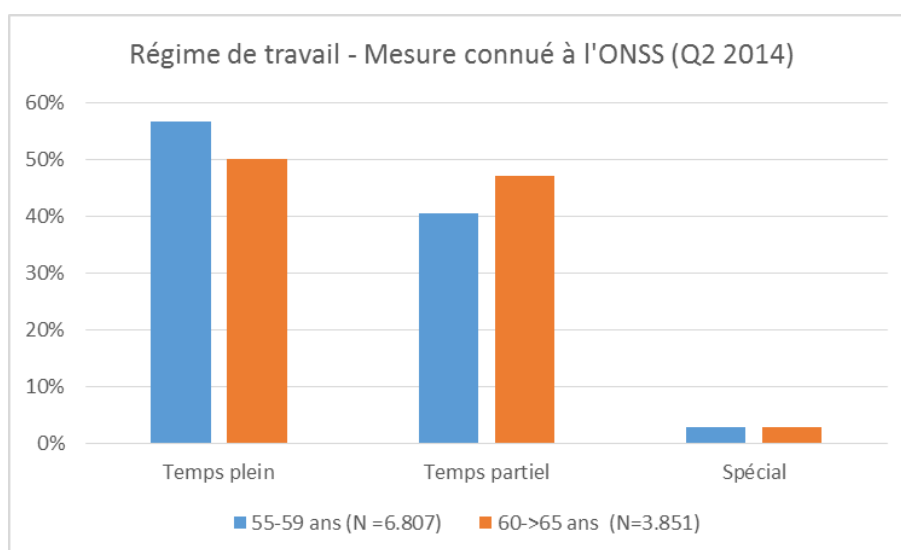
Tableau 9 Répartition sectorielle (NACE 2) pour les travailleurs subventionnés plus âgés en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)

55 à 59 ans inclus (N=6.807)	
Services administratifs et de soutien	23%
Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	15%
Transports et entreposage	8%
Hébergement et restauration	8%
Industrie	7%
Activités financières et d'assurance	5%
Autres services	5%
Construction	5%
60 ans à >65 ans (N=3.851)	
Services administratifs et de soutien	21%
Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	16%
Transports et entreposage	9%
Hébergement et restauration	7%
Industrie	6%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6%
Activités immobilières	6%
Autres services	6%

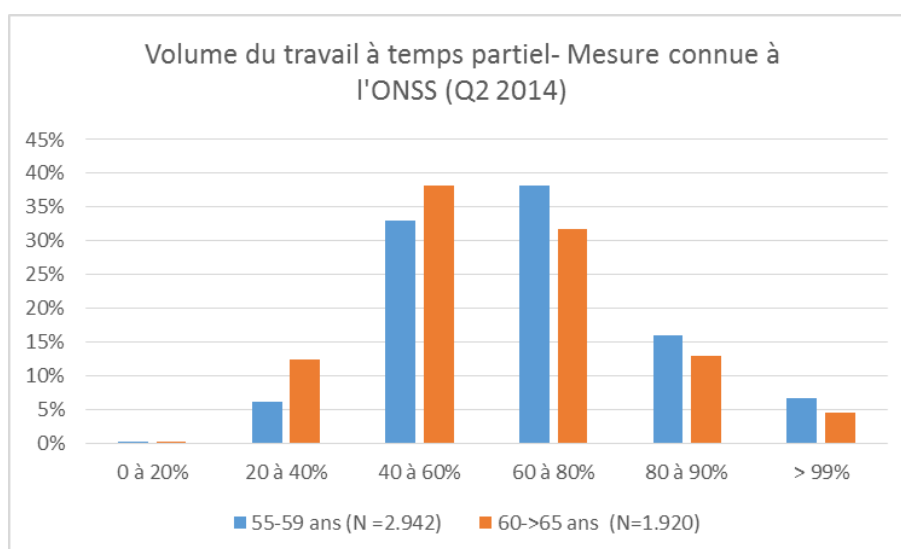
Tableau 10 Répartition sectorielle (NACE 2) pour les travailleurs subventionnés plus âgés en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)

55 à 59 ans inclus (N=6.807)	
Services relatifs aux bâtiments ; aménagement paysager	16%
Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	8%
Transports terrestres et transport par conduites	6%
Restauration	6%
Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles	5%
Activités liées à l'emploi	4%
Activités immobilières	4%
Associations	4%
60 ans à >65 ans (N=3.851)	
Services relatifs aux bâtiments ; aménagement paysager	14%
Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	8%
Transports terrestres et transport par conduites	7%
Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles	6%
Activités immobilières	6%
Restauration	6%
Activités liées à l'emploi	4%
Associations	4%

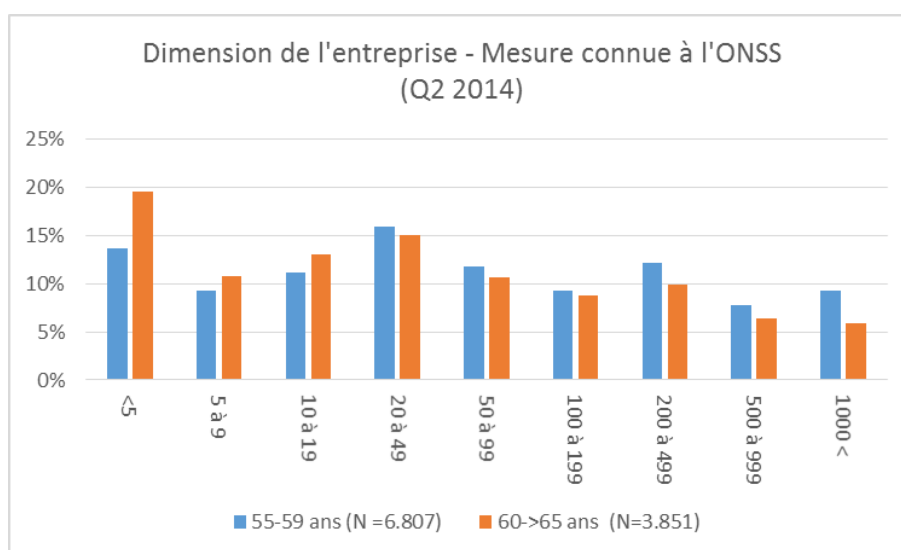
Graphique 11 Régime de travail pour les travailleurs subventionnés plus âgés en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)



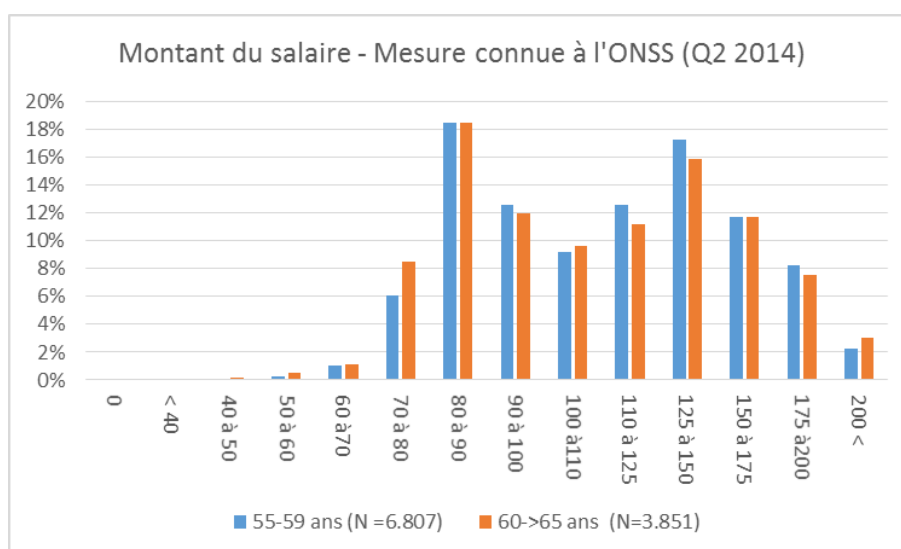
Graphique 12 Volume du travail à temps partiel les travailleurs subventionnés plus âgés en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)



Graphique 13 Dimension de l'entreprise pour les travailleurs subventionnés plus âgés en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)



Graphique 14 Montant du salaire journalier brut les travailleurs subventionnés plus âgés en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)



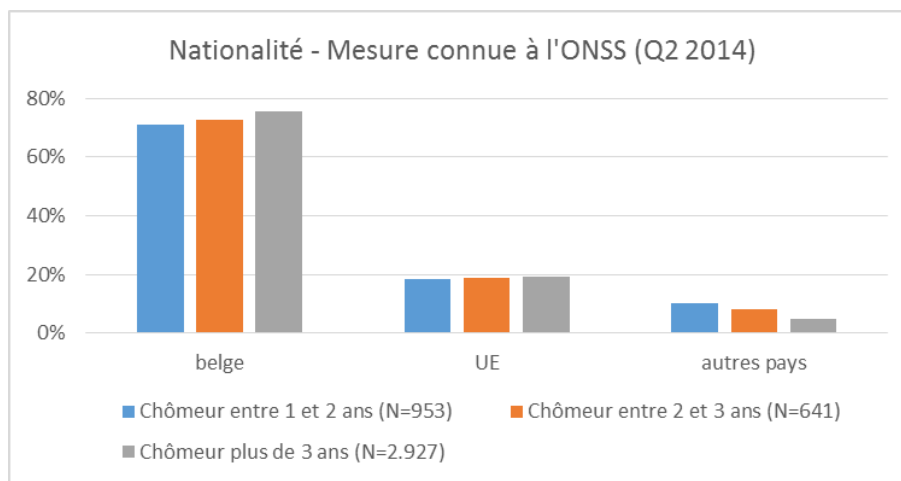
2.1.3 Chômeurs de longue durée

2.1.3.1 Caractéristiques personnelles si réduction de cotisations connue à l'ONSS

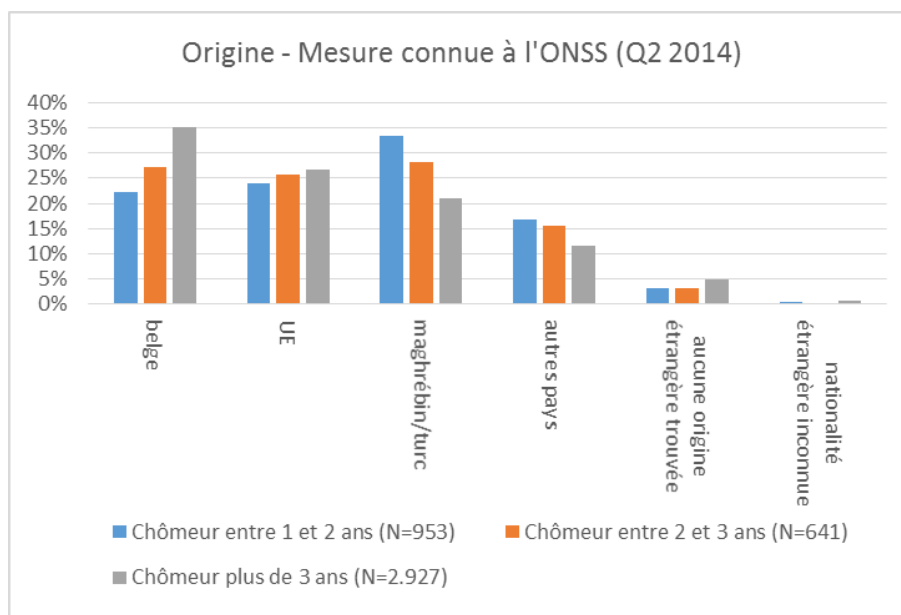
La répartition par nationalité dans le Graphique 15 est similaire à celle observée pour les travailleurs bruxellois, jeunes et plus âgés : 70 % à 80 % des chômeurs de longue durée ont la nationalité belge. Les travailleurs au chômage pendant plus de 3 ans sont souvent d'origine belge. Cela peut s'expliquer par le fait que ce groupe contient davantage de travailleurs plus âgés. Les travailleurs au chômage pendant 1 ou 2 ans sont, quant à eux, plus souvent d'origine maghrébine ou turque. Les chômeurs de longue durée sont identifiés sur la base de la durée de chômage rapportée au deuxième trimestre de 2014. C'est pourquoi le

Tableau 11 se concentre sur la situation sur le marché de l'emploi à la fin du premier trimestre de 2014. Plus de 50 % des chômeurs de longue durée étaient aussi enregistrés en tant que demandeurs d'emploi après le premier trimestre. Par ailleurs, nous constatons qu'une partie d'entre eux - 30 % chez les personnes au chômage pendant 1 ou 2 ans et 38 % chez les personnes au chômage pendant plus de 2 ans - exerçaient un travail salarié à la fin du premier trimestre.

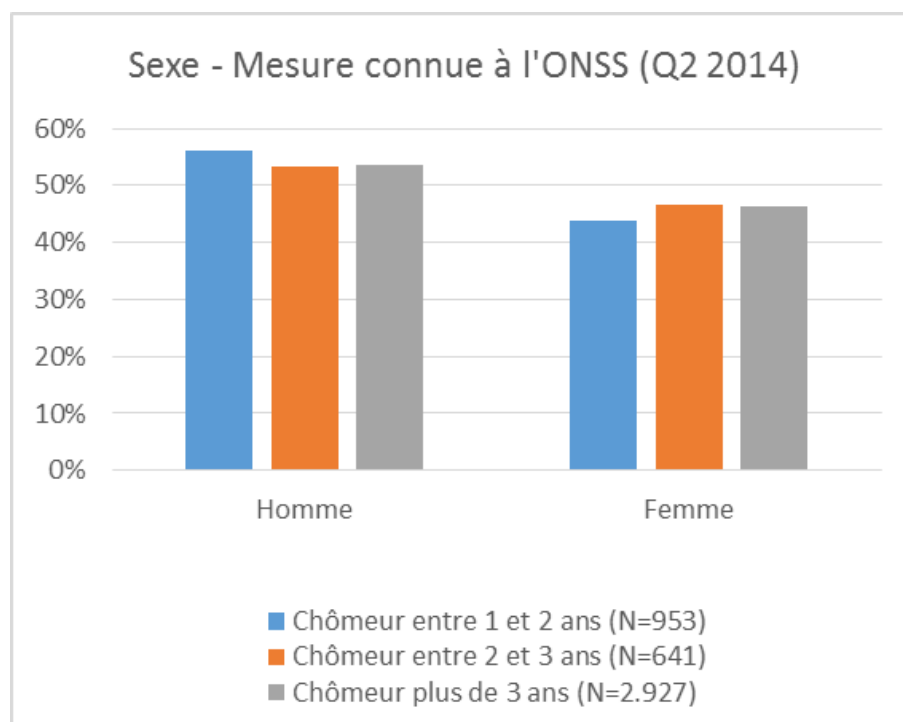
Graphique 15 Nationalité des chômeurs de longue durée en Région de Bruxelles-Capitale (2014)



Graphique 16 Origine des chômeurs de longue durée en Région de Bruxelles-Capitale (2014)



Graphique 17 Sexe des chômeurs de longue durée en Région de Bruxelles-Capitale (2014)



Graphique 18 Âge des chômeurs de longue durée en Région de Bruxelles-Capitale (2014)

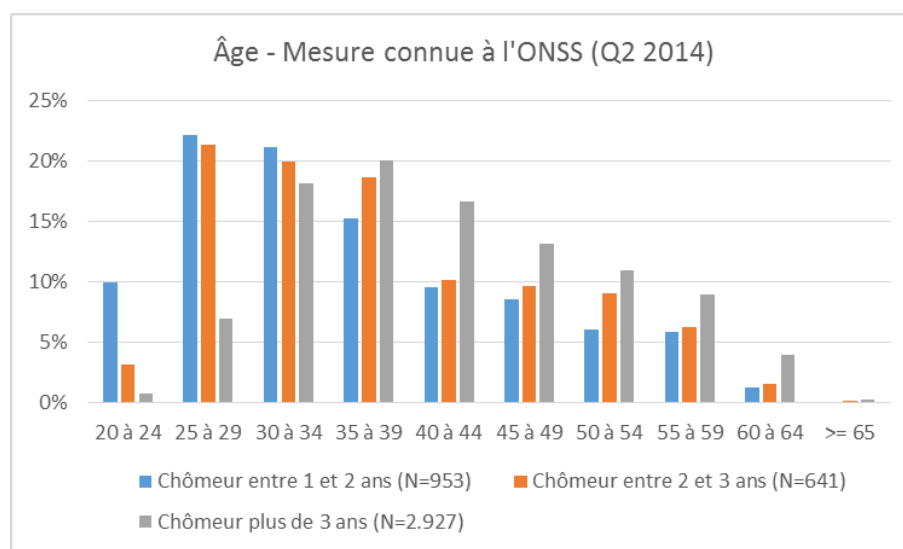


Tableau 11 Situation sur le marché de l'emploi des chômeurs de longue durée en Région de Bruxelles-Capitale (T1 2014)

Code	Description	%
Chômeur entre 1 et 2 ans (N=953)		
21	Demandeur d'emploi après travail à temps plein, avec allocation de chômage	46%
111	Occupé dans un seul emploi salarié	30%
23	Demandeur d'emploi après études, avec allocation d'insertion ou allocation	13%
32	Dispense d'inscription comme demandeur d'emploi	4%
22	Demandeur d'emploi après un emploi à temps partiel volontaire, avec alloc	3%
Chômeur entre 2 et 3 ans (N=641)		
21	Demandeur d'emploi après travail à temps plein, avec allocation de chômage	42%
111	Occupé dans un seul emploi salarié	38%
23	Demandeur d'emploi après études, avec allocation d'insertion ou allocation	11%
4	Autre	3%
32	Dispense d'inscription comme demandeur d'emploi	3%
Chômeur plus de 3 ans (N=2.929)		
21	Demandeur d'emploi après travail à temps plein, avec allocation de chômage	48%
111	Occupé dans un seul emploi salarié	38%
23	Demandeur d'emploi après études, avec allocation d'insertion ou allocation	7%
32	Dispense d'inscription comme demandeur d'emploi	2%
4	Autre	2%

2.1.3.2 Caractéristiques des emplois si réduction de cotisations connue à l'ONSS

Plus de 60 % des activités dans lesquelles les chômeurs de longue durée démarrent se situent dans le secteur des services administratifs et de soutien et celui des arts, spectacles et activités récréatives. Les emplois dans le premier secteur sont principalement des emplois intérimaires et, dans une moindre mesure, des services relatifs aux bâtiments. Chez les travailleurs ayant été au chômage pendant plus de 3 ans, le secteur de la communication (10 %) occupe aussi une place importante, principalement grâce aux activités dans la production TV, audio et vidéo.

Les travailleurs qui ont été au chômage pendant plus de 3 ans auparavant sont un peu plus nombreux à exercer un emploi à temps plein (60 % contre 50 % pour les travailleurs ayant été au chômage pendant moins de 3 ans). Les travailleurs ayant été au chômage entre 1 et 2 ans se retrouvent plus souvent dans des régimes spéciaux, plutôt que dans les régimes à temps plein ou à temps partiel (20 %). Il s'agit, d'une part, du travail intermittent (travail temporaire, travail intérimaire et mise à disposition de personnel) et, d'autre part, du travail à domicile, mais aussi du travail saisonnier. Le Graphique 20—représentant le volume du travail à temps partiel - tient compte tant des prestations à temps partiel que des prestations spéciales. Ces dernières - dans le secteur de l'intérim - semblent plus souvent être exercées à temps plein. La plupart des emplois à temps partiel suivent néanmoins un régime situé entre 40 % et 60 %.

Les salaires journaliers les plus élevés concernent les travailleurs ayant été au chômage pendant plus de 3 ans, mais avec un plafond autour de 80-90 euros/jour. En comparaison avec les autres sous-groupes, ceux-ci travaillent plus souvent dans des entreprises employant entre 500 et 1 000 personnes.

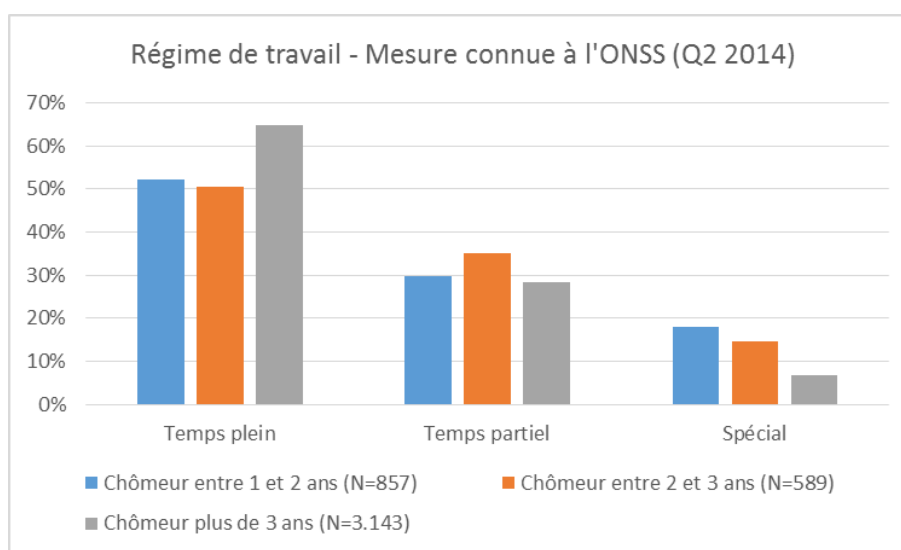
Tableau 12 Répartition sectorielle pour les chômeurs de longue durée en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)

1 à 2 ans chômeur (N=953)	
Services administratifs et de soutien	40%
Arts, spectacles et activités récréatives.	21%
Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	7%
Activités médico-sociales et sociales	7%
Hébergement et restauration	5%
Information et communication	4%
2 à 3 ans chômeur (N=641)	
Services administratifs et de soutien	35%
Arts, spectacles et activités récréatives	24%
Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	7%
Information et communication	7%
Activités médico-sociales et sociales	6%
Hébergement et restauration	5%
Plus de 3 ans chômeur (N=2.929)	
Services administratifs et de soutien	34%
Arts, spectacles et activités récréatives	32%
Information et communication	10%
Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	5%
Hébergement et restauration	4%
Activités médico-sociales et sociales	4%

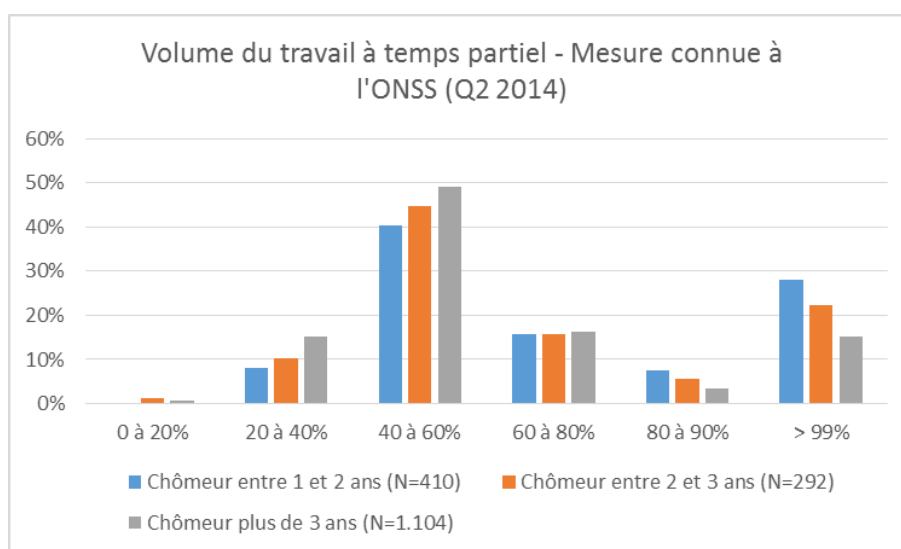
Tableau 13 Répartition sectorielle (NACE 2) pour les chômeurs de longue durée en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)

1 à 2 ans chômeur (N=953)	
Activités liées à l'emploi	32%
Activités créatives, artistiques et de spectacle	20%
Services relatifs aux bâtiments ; aménagement paysager	7%
Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	5%
Restauration	5%
Action sociale sans hébergement	5%
2 à 3 ans chômeur (N=641)	
Activités liées à l'emploi	29%
Activités créatives, artistiques et de spectacle	23%
Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	6%
Services relatifs aux bâtiments ; aménagement paysager	6%
Production de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale	6%
Restauration	5%
Plus de 3 ans chômeur (N=2.929)	
Activités créatives, artistiques et de spectacle	31%
Activités liées à l'emploi	30%
Production de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale	9%
Services relatifs aux bâtiments ; aménagement paysager	4%
Restauration	4%
Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	3%

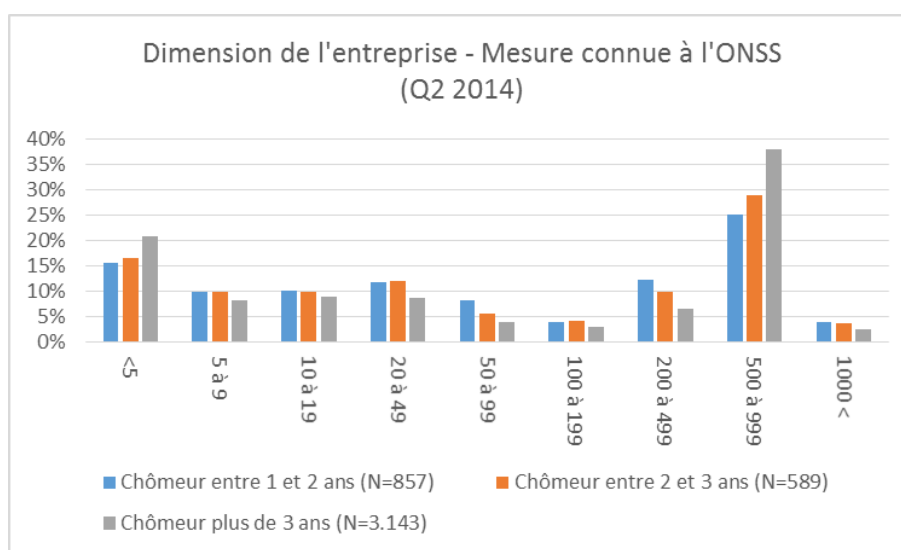
Graphique 19 Régime de travail pour les chômeurs de longue durée en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)



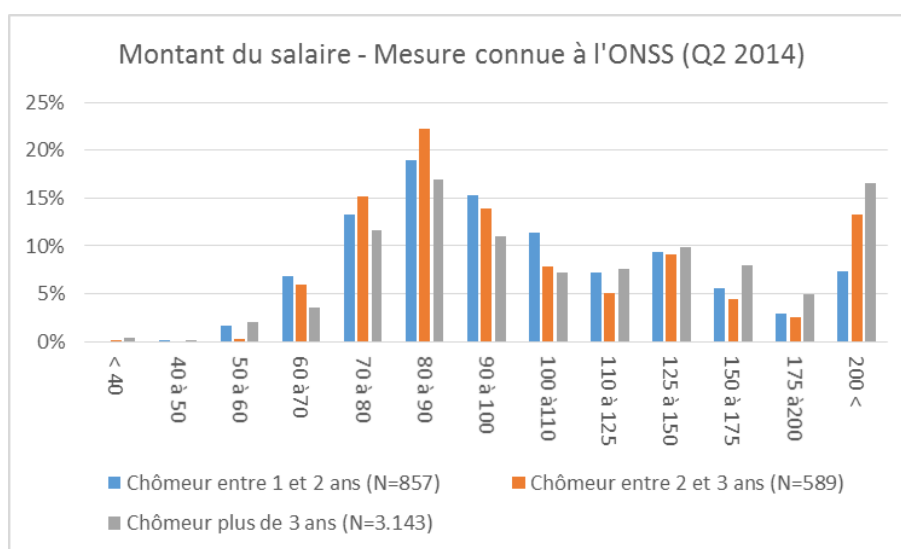
Graphique 20 Volume du travail à temps partiel chez les chômeurs de longue durée en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)



Graphique 21 Dimension de l'entreprise pour les chômeurs de longue durée en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)



Graphique 22 Montant du salaire journalier brut pour les chômeurs de longue durée en Région de Bruxelles-Capitale (T2 2014)



2.2 L'emploi à Bruxelles : les travailleurs bruxellois et les navetteurs entrants

Dans ce chapitre, nous nous penchons sur les différences entre les trois groupes présents dans l'échantillon : les travailleurs qui habitent en Région de Bruxelles-Capitale avec un emploi subventionné en RBC ; les travailleurs qui habitent à Bruxelles, mais qui sont engagés en Région wallonne ou flamande par le biais d'une réduction groupe cible et les travailleurs de la Région wallonne ou flamande qui bénéficient d'une mesure destinée à un groupe cible pour un emploi en Région bruxelloise. Nous considérons les trois groupes séparément, afin de distinguer les différences entre navetteurs entrants et navetteurs sortants et nous examinons tant les mesures destinées aux groupes cibles connues à l'ONSS que celles connues à l'ONSSAPL.

2.2.1 Mesures destinées aux groupes cibles connues à l'ONSS

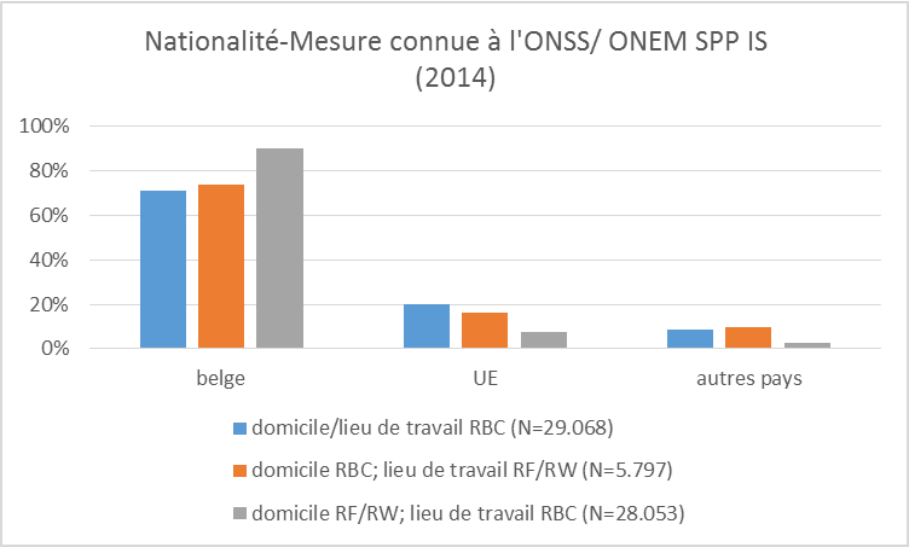
2.2.1.1 Caractéristiques personnelles si réduction de cotisations connue à l'ONSS / activation connue à l'ONEM ou au SPP IS

Dans un premier temps, nous examinons les caractéristiques personnelles pour les mesures destinées aux groupes cibles qui sont connues à l'ONSS. La plus grande différence se situe entre les travailleurs bruxellois d'une part (groupes 1 et 2) et les navetteurs entrants (groupe 3) d'autre part.

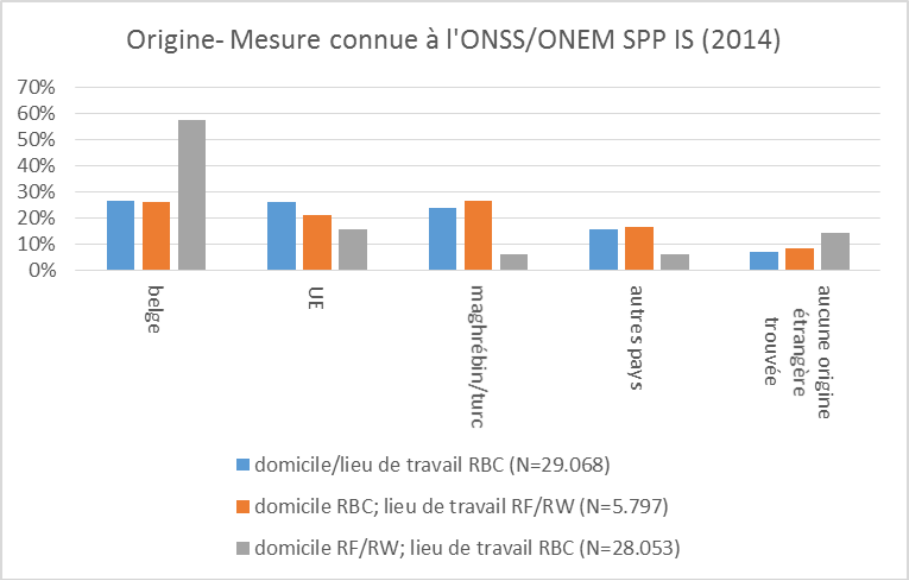
Les travailleurs des Régions wallonne et flamande sont plus souvent belges ou d'origine belge (90 % contre 71 % et 74 % en ce qui concerne la nationalité et 57 % contre respectivement 27 % et 26 % en ce qui concerne l'origine). Ce groupe contient aussi la plus grande proportion de personnes âgées entre 55 et 59 ans (34 %), alors que la tranche d'âge la plus représentée chez les travailleurs bruxellois est celle des 25-45 ans. Le groupe des travailleurs bruxellois avec un emploi en dehors de la Région bruxelloise compte, en moyenne, plus d'hommes (68 % contre respectivement 48 % et 54 % pour les groupes 1 et 3).

La position socio-économique ne montre aucune grande différence entre les différents groupes. Dans cet exercice, nous avons vérifié le nombre de trimestres au cours desquels chaque travailleur a été demandeur d'emploi l'année précédente (2013). La variable est basée sur la situation sur le marché de l'emploi telle qu'elle est connue à la fin de chaque trimestre. Par demandeur d'emploi, il convient ici aussi d'entendre bénéficiaire d'une aide financière ou d'un revenu d'intégration. Si la personne n'est pas demandeuse d'emploi, elle est alors active ou possède un autre statut (prépensionnée, pensionnée, en incapacité de travail, ...).

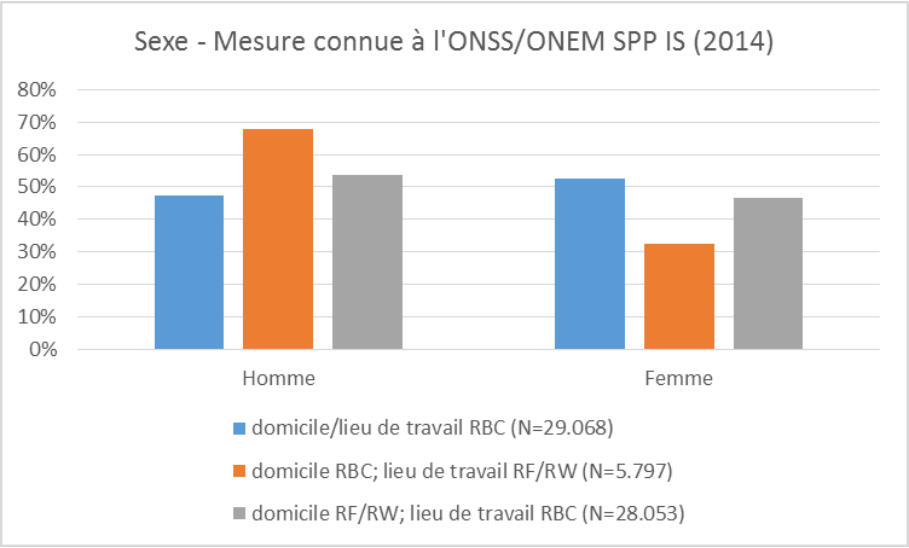
Graphique 23 Nationalité pour les mesures connues à l'ONSS ou ONEM/SPP IS (2014)



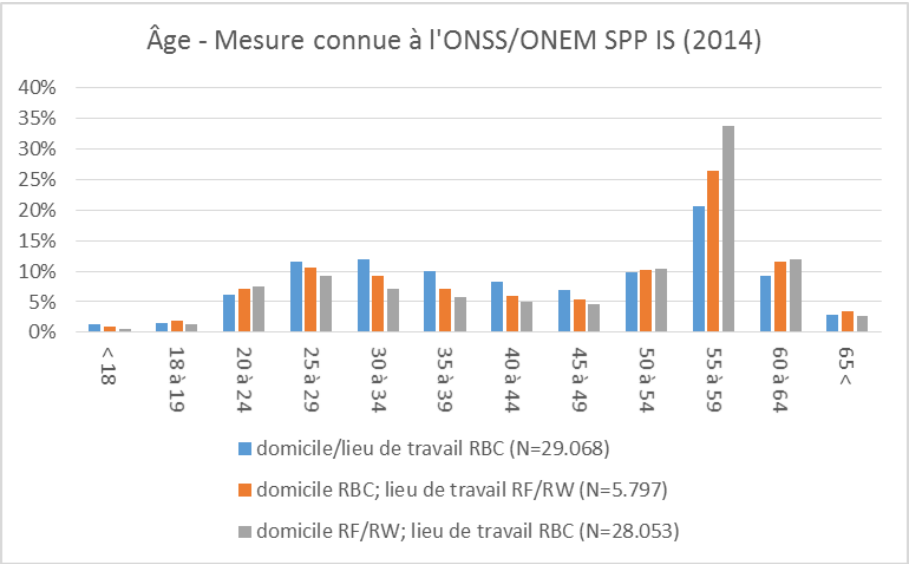
Graphique 24 Origine pour les mesures connues à l'ONSS ou ONEM/SPP IS (2014)



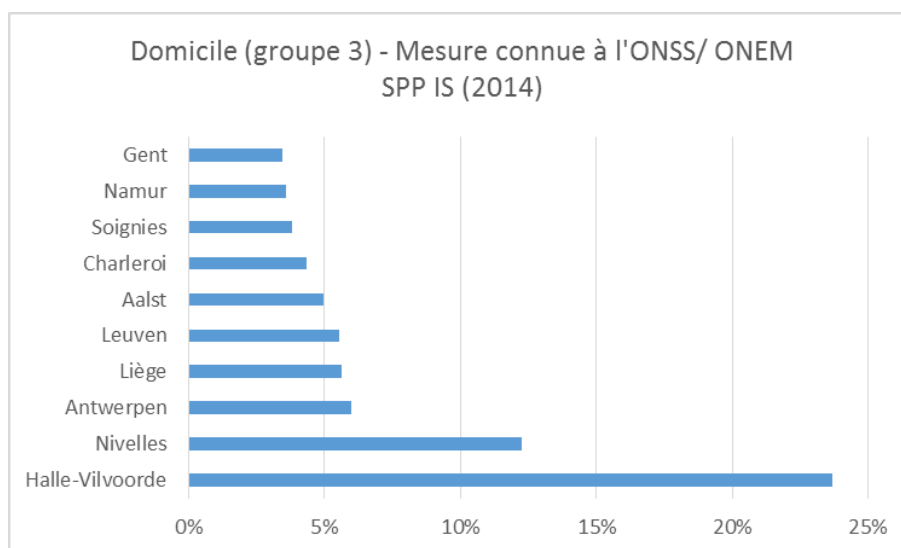
Graphique 25 Sexe pour les mesures connues à l'ONSS ou ONEM/SPP IS (2014)



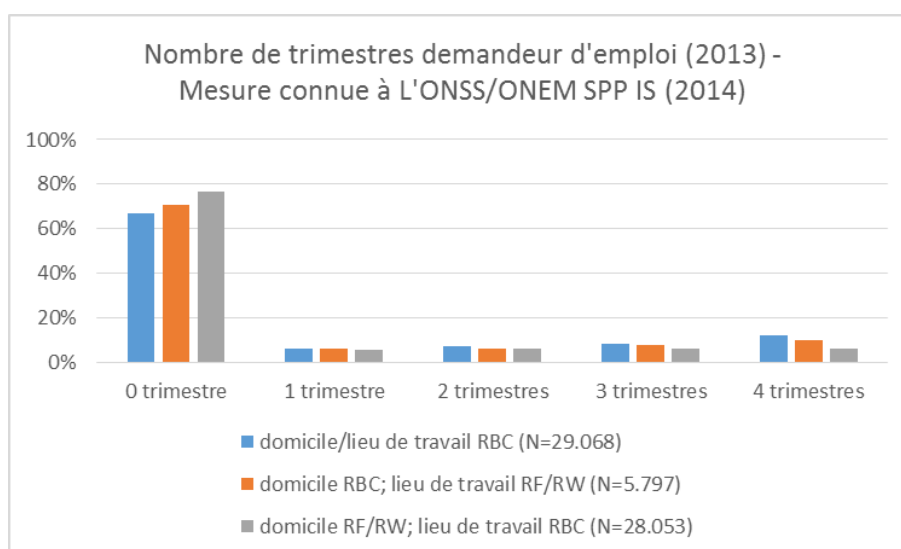
Graphique 26 Âge pour les mesures connues à l'ONSS ou l'ONEM/SPP IS (2014)



Graphique 27 Domicile pour les mesures connues à l'ONSS ou l'ONEM/SPP IS (2014)



Graphique 28 Nombre de trimestres en tant que demandeur d'emploi pour les mesures connues à l'ONSS ou l'ONEM/SPP IS



2.2.1.2 Caractéristiques des emplois si réduction de cotisations connue à l'ONSS

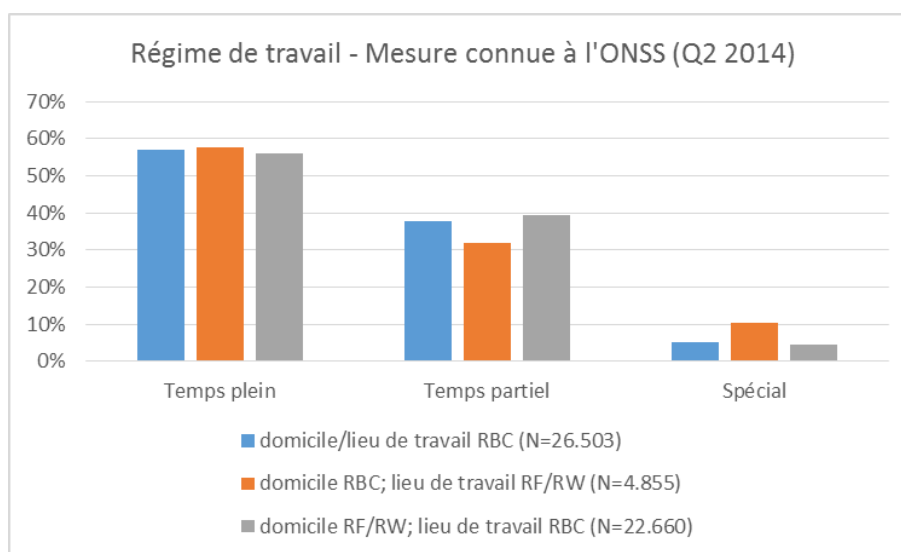
Ensuite, nous examinons plus en détail les caractéristiques des emplois subventionnés et ce, pour les réductions de cotisations connues à l'ONSS. Dans cette analyse, nous ne vérifions pas si une activation a eu lieu ou non via l'ONEM ou le SPP IS. Comme déjà indiqué, cette information n'est pas couplée à un emploi, ce qui signifie qu'elle peut difficilement être utilisée pour identifier des emplois subventionnés. Nous nous concentrons sur les emplois pour lesquels une réduction de cotisations a été appliquée. Naturellement, il est toujours possible qu'une activation d'allocation ait été couplée à cette réduction¹⁸. Les caractéristiques que nous décrivons concernent les emplois subventionnés pour les réductions de cotisations connues au deuxième trimestre.

¹⁸ En d'autres termes, cette sélection ne reprend pas les emplois qui ont été créés uniquement à l'aide d'une activation d'allocation, sans combinaison avec une réduction de cotisations.

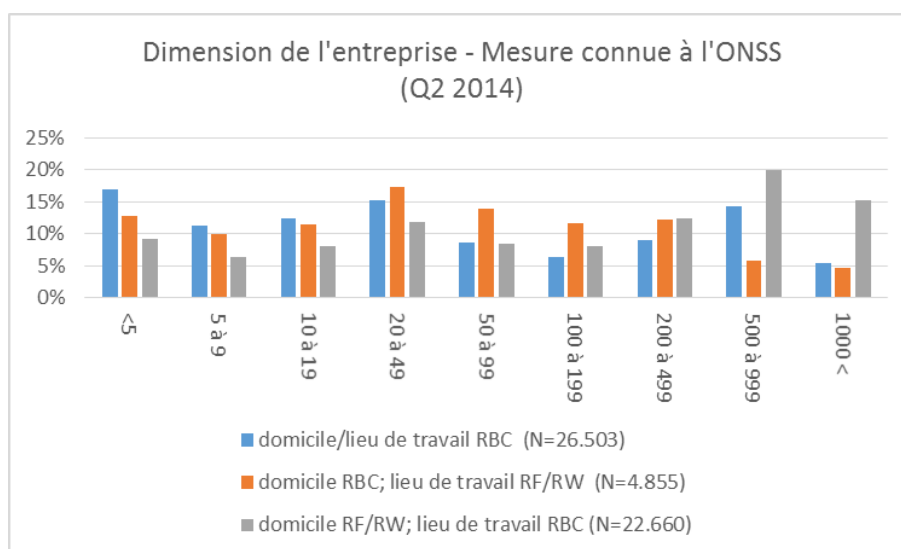
Les emplois subventionnés sont majoritairement proposés dans les services administratifs et de support, qui comprennent le secteur de l'intérim, mais aussi les services relatifs aux bâtiments. La proportion de ces emplois est plus élevée chez les habitants de la Région de Bruxelles-Capitale que chez ceux de la Région wallonne ou flamande. La part des emplois dans le secteur financier exercés par les non-Bruxellois en Région bruxelloise (13 %) mérite d'être soulignée. Signalons aussi l'importance des services d'action sociale pour les Bruxellois travaillant dans la capitale (10 %). Il s'agit ici principalement des services d'action sociale sans hébergement.

Les emplois en Région bruxelloise se trouvent principalement dans les grandes entreprises et sont surtout occupés par des navetteurs entrants. Ce groupe bénéficie également des salaires journaliers bruts les plus élevés. Les micro-entreprises occupent, par ailleurs, une place importante pour les Bruxellois travaillant dans la capitale.

Graphique 29 Régime de travail pour les mesures connues à l'ONSS (T2 2014)



Graphique 30 Dimension de l'entreprise pour les mesures connues à l'ONSS (T2 2014)



Graphique 31 Montant du salaire journalier pour les mesures connues à l'ONSS (T2 2014)

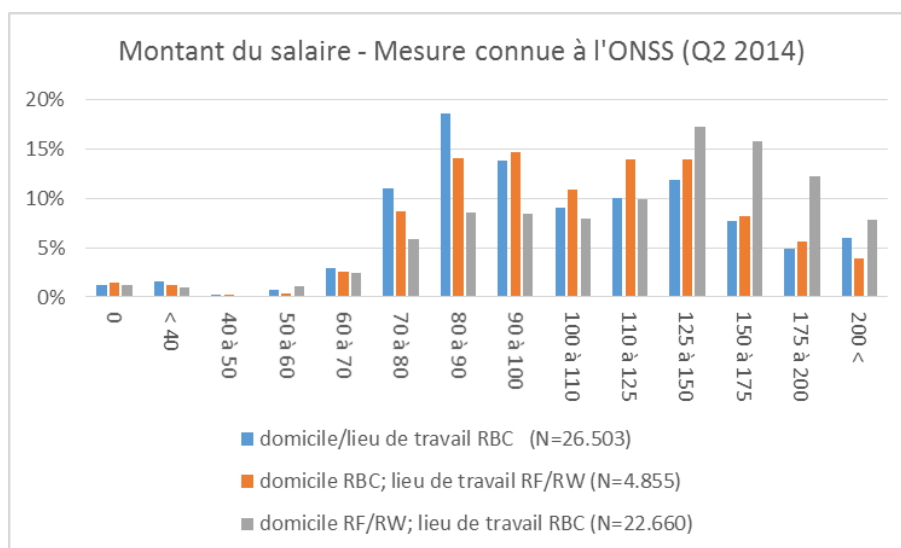


Tableau 14 Répartition sectorielle pour les mesures connues à l'ONSS (T2 2014)

domicile/lieu de travail RBC (N=26.503)	
Services administratifs et de soutien	24%
Arts, spectacles et activités récréatives.	11%
Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles	11%
Activités médico-sociales et sociales	10%
Hébergement et restauration	7%
Enseignement	6%
Autres services	6%
Transports et entreposage	5%
domicile RBC ; lieu de travail RF/RW (N=4.855)	
Services administratifs et de soutien	26%
Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles	18%
Transports et entreposage	10%
Industrie	9%
Construction	7%
Hébergement et restauration	6%
Arts, spectacles et activités récréatives	5%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4%
domicile RF/RW ; lieu de travail RBC (N=22.660)	
Services administratifs et de soutien	19%
Activités financières et d'assurance	13%
Commerce de gros et de détail : réparation véhicules automobiles et	13%
Arts, spectacles et activités récréatives	9%
Autres services	5%
Enseignement	5%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	5%
Industrie	5%

2.2.2 Mesures destinées aux groupes cibles connues à l'ONSSAPL

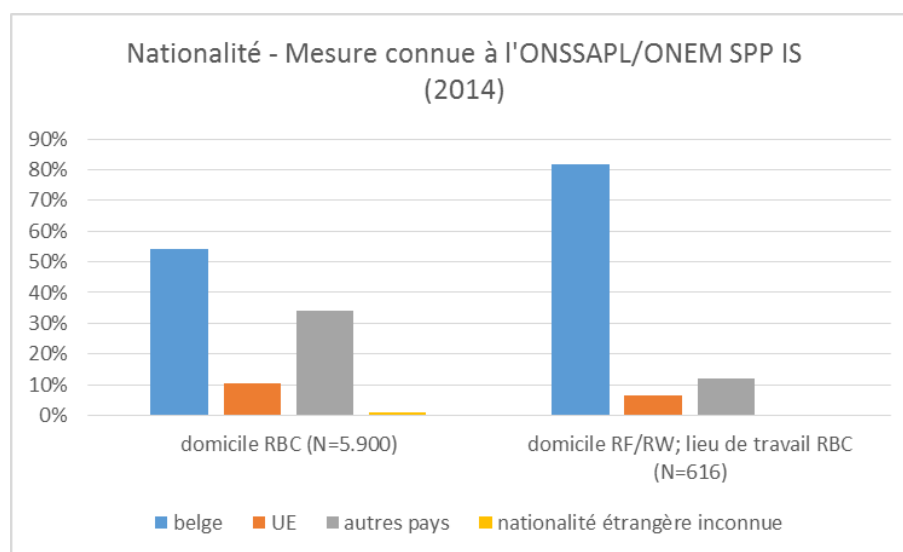
2.2.2.1 Caractéristiques personnelles si réduction de cotisations connue à l'ONSSAPL

La grande majorité des travailleurs subventionnés à l'ONSSAPL sont de nouveau les Bruxellois avec un emploi dans la Région bruxelloise et, dans une moindre mesure, les Bruxellois travaillant en dehors de la Région bruxelloise. Dans ce qui suit, les données des travailleurs bruxellois sont fusionnées (groupes 1 et 2).

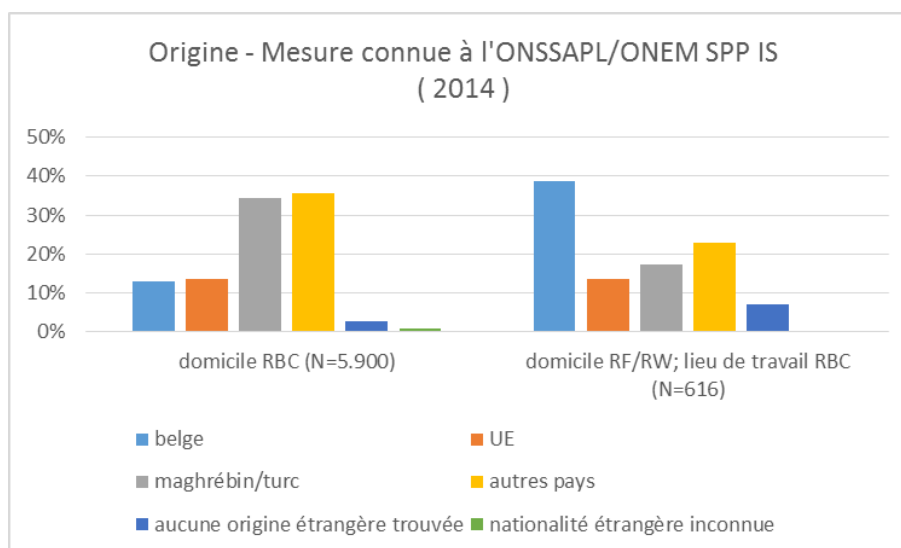
Les résultats montrent une nouvelle fois la différence au niveau de la nationalité et de l'origine entre les travailleurs bruxellois et les navetteurs entrants. L'augmentation du nombre de travailleurs issus d'autres pays par rapport aux emplois subventionnés à l'ONSS (34 % chez les travailleurs bruxellois) ainsi que le nombre de plus en plus important de personnes n'étant pas d'origine belge (34 % chez les Maghrébins/Turcs et 36 % pour les autres pays) méritent notamment d'être soulignés.

Contrairement aux emplois subventionnés à l'ONSS, on constate une différence au niveau de la situation sur le marché de l'emploi entre les travailleurs bruxellois d'une part et les travailleurs des Régions wallonne et flamande d'autre part. Le nombre de trimestres au cours desquels ces derniers ont été enregistrés en tant que demandeurs d'emploi est nettement moins élevé (0 trimestre pour 84 % d'entre eux, contre 49 % pour les groupes 1 et 2 ensemble).

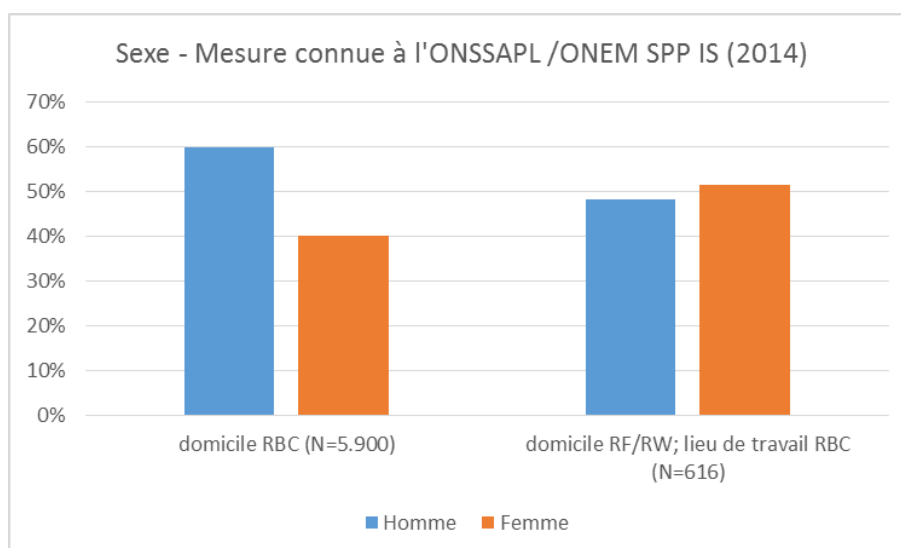
Graphique 32 Nationalité pour les mesures connues à l'ONSSAPL ou ONEM/SPP IS (2014)



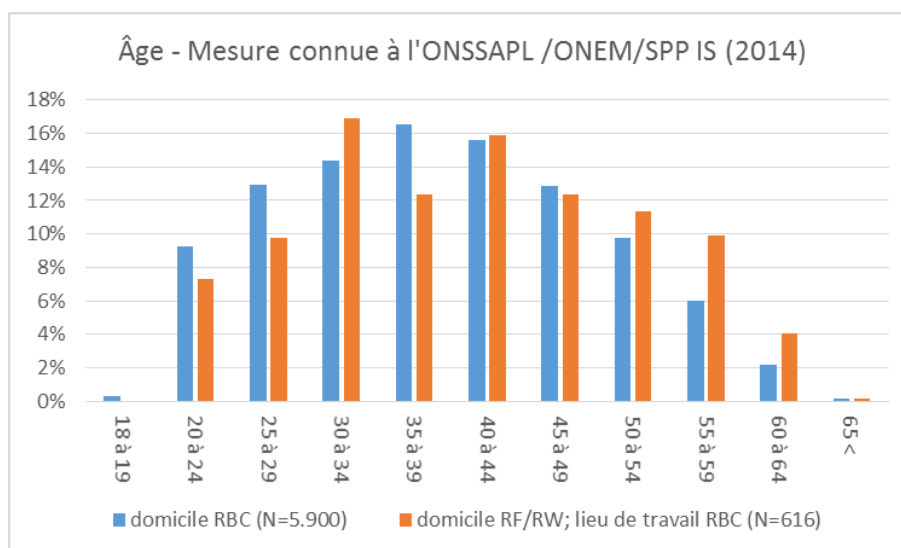
Graphique 33 Origine pour les mesures connues à l'ONSSAPL ou ONEM/SPP IS (2014)



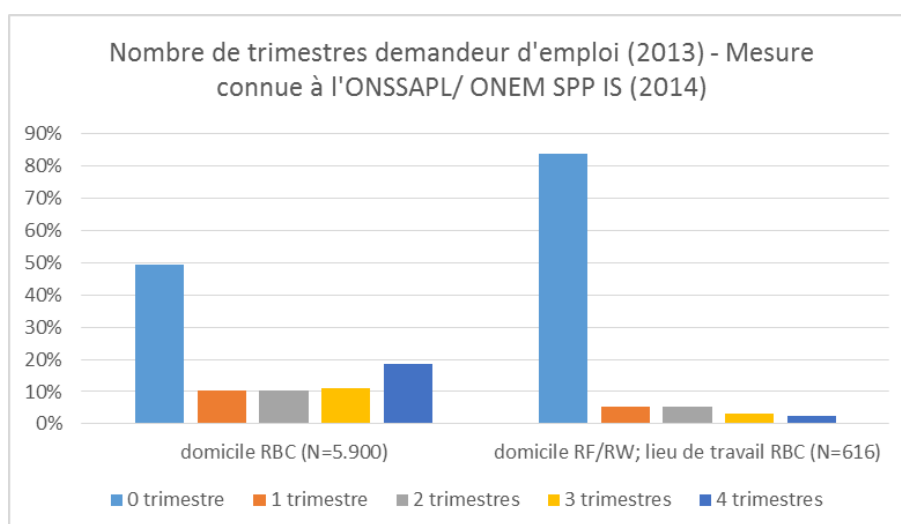
Graphique 34 Sexe pour les mesures connues à l'ONSSAPL ou ONEM/SPP IS (2014)



Graphique 35 Âge pour les mesures connues à l'ONSSAPL ou ONEM/SPP IS (2014)



Graphique 36 Nombre de trimestres en tant que demandeur d'emploi pour les mesures connues à l'ONSSAPL ou ONEM/SPP IS (2014) ()

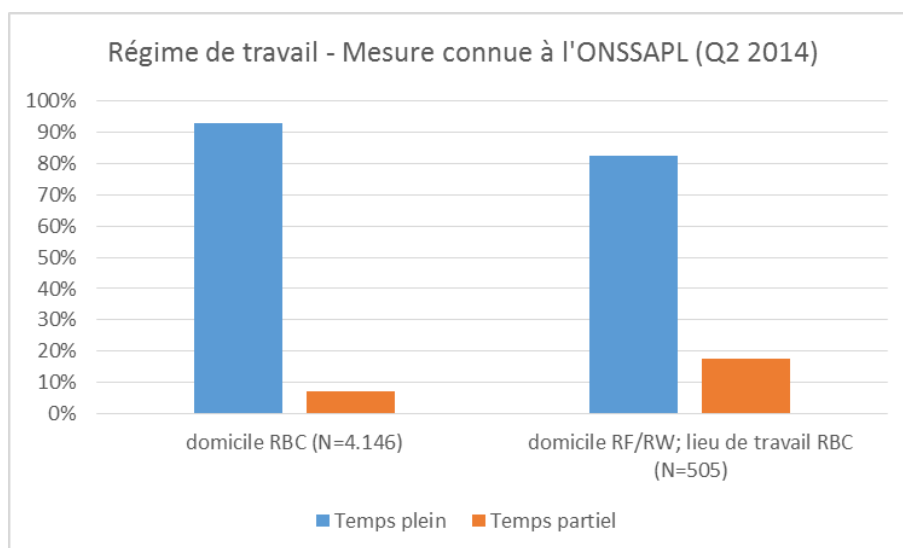


2.2.2.2 Caractéristiques des emplois si réduction de cotisations connue à l'ONSSAPL

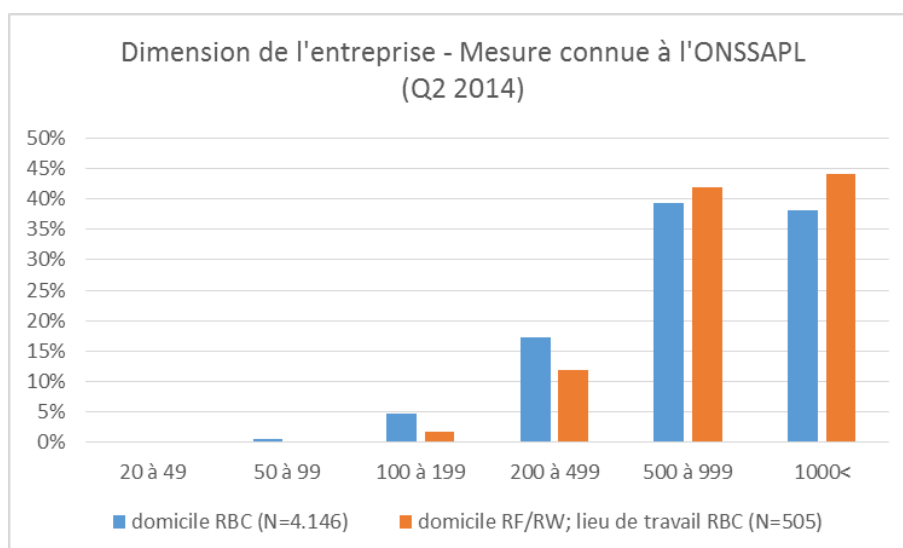
Le nombre de secteurs est évidemment limité à ceux couverts par l'ONSSAPL. Ce type d'information ne permet donc pas de tirer des enseignements significatifs. Les grandes entreprises dont il est question ici sont, par conséquent, de grands organismes publics.

Les travailleurs qui font la navette vers la Région bruxelloise touchent des salaires plus élevés. Les emplois subventionnés connus à l'ONSSAPL sont essentiellement des emplois à temps plein. La part de ces emplois chez les navetteurs est légèrement plus faible que chez les travailleurs bruxellois.

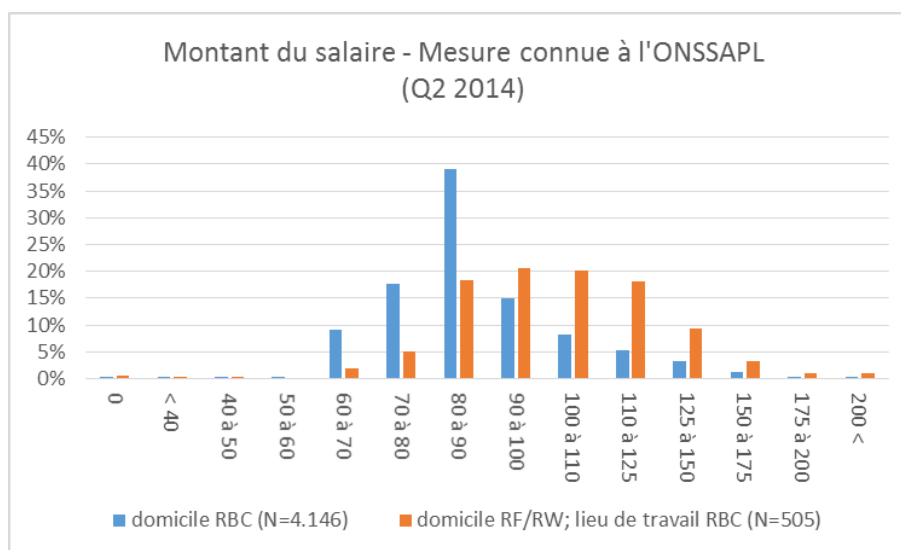
Graphique 37 Régime de travail pour les mesures connues à l'ONSSAPL (T2 2014)



Graphique 38 Dimension de l'entreprise pour les mesures connues à l'ONSSAPL (T2 2014)



Graphique 39 **Montant du salaire journalier pour les mesures connues à l'ONSSAPL (T2 2014)**



3 | Recours simultané ou non à différentes mesures

Un rapport précédent (Incitants à l'emploi pour les groupes cibles en Région de Bruxelles-Capitale, HIVA-KU Leuven, 2015) avait mis en évidence une différence de volume entre les différentes réductions de cotisations et les activations, tant au niveau du nombre qu'au niveau des montants des subventions. Cela prouve que chaque réduction de cotisations ne va pas nécessairement de pair avec une activation ou inversement. À l'époque, l'analyse avait été basée sur des données non couplées. Les données utilisées dans la présente étude permettent d'examiner plus en détail ces recours.

Nous commençons par une analyse des données couplées de la population, ce qui permet d'évaluer le recours aux mesures au niveau individuel, et pas - comme auparavant - sur la base de chiffres agrégés pour chaque mesure séparément. Nous pouvons ainsi avoir une meilleure idée du volume des recours simultanés ou non aux mesures et déjà examiner certains facteurs expliquant l'absence de recours simultané. Dans une deuxième partie, nous examinerons, à l'aide des données de l'échantillon, la mise en œuvre simultanée ou non des différentes subventions spécifiques à certaines mesures. Il s'agit ici surtout de cartographier les caractéristiques personnelles des emplois subventionnés afin de mettre en évidence la raison pour laquelle il n'y a pas eu de recours simultané.

Les deux analyses sont effectuées pour le groupe des Bruxellois travaillant dans la Région de Bruxelles-Capitale ou ailleurs.

3.1 Données couplées de la population

3.1.1 Ampleur des recours simultanés ou non

Le Tableau 15 montre dans quelle mesure les réductions de cotisations sont combinées ou non à des allocations activées, et inversement. Les chiffres portent sur le deuxième trimestre de 2014, mais la situation est similaire pour les 3 autres trimestres. L'absence de recours se situe principalement au niveau des réductions de cotisations : nous distinguons ici trois grandes catégories dans lesquelles l'activation de l'allocation n'a pas eu lieu.

- 9 691 réductions de cotisations s'inscrivent dans le cadre d'un plan ACTIVA. Cependant, dans 4 809 cas, l'allocation ACTIVA correspondante n'a pas été activée.
- Activation du CPAS : 3 362 réductions de cotisations s'inscrivent dans le cadre de l'article 60 (code 4500 dans la catégorie ONSS APL) ; dans 1 133 cas, nous ne retrouvons pas d'activation dans la base de données du SPP IS.
- Nous n'avons noté aucune activation simultanée de l'allocation au sein du groupe cible des jeunes peu qualifiés.

Les résultats relatifs au non-recours à l'activation pour les réductions de cotisations dans le cadre de l'article 60 diffèrent des résultats de la première étude, où nous avons constaté un nombre relativement faible de non-recours. Une vérification à l'aide des données de l'échantillon montre que cette différence est due au fait que les données de la population ne contiennent pas d'informations sur le

groupe des travailleurs relevant du remboursement de l'aide sociale, mais uniquement sur les travailleurs qui bénéficient du système d'intégration sociale¹⁹. Nous ne nous attarderons donc pas sur cette forme de non-recours.

Une possible explication de cette absence de recours pourrait être liée au fait que les conditions d'octroi d'une allocation de travail en vigueur pour ce groupe de jeunes sont plus sévères et qu'ils ne peuvent en bénéficier que s'ils sont très peu qualifiés et sont occupés dans le cadre d'un contrat à temps plein d'une durée minimale de 6 mois.

En ce qui concerne les allocations de travail, nous constatons aussi un non-recours à la réduction de cotisations correspondante : dans le cadre d'ACTIVA, 601 allocations de travail ne sont pas combinées à une réduction de cotisations.

Tableau 15 Non-recours au 2^e trimestre (mesures ONSS et ONSSAPL destinées aux groupes cibles)

Q2	ONEM/SPP IS							
ONSS/APL	.	ACTIVA	PTP	SINE	CPAS	CRT	MIX	Total
.	0	880	45	44	284	282	1	1.536
ACTIVA	4.809	4.747	10	1	27	94	3	9.691
PTP	29	0	642	0	51	0	0	722
SINE	38	0	0	344	34	1	0	417
CPAS	1.133	1	1	1	2.224	0	2	3.362
JPQ	1.869	66	0	0	2	0	0	1.937
AGE	15.974	56	2	7	3	196	0	16.238
STRUC	138	0	0	0	0	2	0	140
SPEC	7.492	26	0	0	0	2	0	7.520
SUBCON	7.603	11	6	0	4	30	0	7.654
P&S	8	106	0	0	2	4	0	120
DRA	1	0	0	0	0	0	0	1
MIX	5	0	2	0	4	0	5	16
Total	39.099	5.893	708	397	2.635	611	11	49.354

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des allocations non activées dans le care d'ACTIVA (basé sur les chiffres du premier trimestre). Concernant les réductions ONSS, les jeunes demandeurs d'emploi de longue durée (code 3200) représentent 26 % des non-recours, suivis par les demandeurs d'emploi de longue durée d'au moins 45 ans (code 3211, 21 %).

¹⁹ Il s'agit ici essentiellement de personnes qui n'ont pas la nationalité belge.

Tableau 16 Liste des plans ACTIVA avec non recours aux allocations de travail (ONSS)

Code	Description incitants à l'emploi ONSS	#	%
3200	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés de moins de 25 ans pendant 312 jours dans une période de 18 mois ou âgés de moins de 45 ans pendant 312 jours dans une période de 18 mois ou pendant 156 dans une période de 9 mois pour le demandeur d'emploi suite à la fermeture d'une entreprise. Code ONEM : C1, C20, C25, C30, C34 ou C36	1.202	26%
3201	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés de moins de 45 ans pendant 624 jours dans une période de 36 mois. Code ONEM : C3, C4, C26, C31 ou C37	486	11%
3202	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés de moins de 45 ans pendant 936 jours dans une période de 54 mois. Code ONEM : C5, C6, C27, C32 ou C38	488	11%
3203	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés de moins de 45 ans pendant 1560 jours dans une période de 90 mois. Code ONEM : C7, C8, C28, C33 ou C39	766	17%
3205	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée moins de 27 ans, pendant 312 jours dans une période de 18 mois et moins qualifiés. Code ONEM : C40, C41, ou à partir de 2014/1 demandeurs d'emploi de longue durée moins de 30 ans, pendant 156 jours dans une période de 9 mois et moins qualifiés. Code ONEM : C42 ou C43	315	7%
3210	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés d'au moins 45 ans pendant 156 jours dans une période de 9 mois. Code ONEM : D1, D13 ou D19 (ONSSAPL)	374	8%
3211	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés d'au moins 45 ans pendant 312 jours dans une période de 18 mois ou pendant 468 jours dans une période de 27 mois. Code ONEM : D3, D4, D5, D6, D14, D15, D16, D17, D20 ou D21	942	21%
Total		4.573	100%

3.1.2 À la recherche d'une explication au non-recours

Dans ce chapitre, nous vérifions si les données de population ne peuvent pas aider à mieux comprendre la raison pour laquelle il n'y a pas eu de recours à la réduction de cotisations correspondante ou à l'activation. Un premier élément concerne un éventuel retard au niveau du recours : il est possible que la combinaison n'ait été activée qu'un trimestre plus tard, à cause d'un retard dans l'enregistrement dans les différents services. Nous faisons - séparément pour les réductions de cotisations et l'activation - la combinaison avec la mesure destinée à un groupe cible correspondante au trimestre suivant.

Un second élément a trait à la durée des mesures. L'analyse précédente donnait un instantané de toutes les mesures accordées au deuxième trimestre. Mais toutes les mesures destinées aux groupes cibles n'ont pas la même durée. Nous examinons donc le recours aux différentes mesures pour groupes cibles pour toutes les mesures accordées au deuxième trimestre. Sont ici concernés les travailleurs qui ont seulement été engagés au deuxième trimestre par le biais d'une réduction groupe cible.

3.1.2.1 Retard dans le recours aux mesures

Nous ne notons aucune indication d'un retard du recours aux réductions de cotisations avec l'activation correspondante. Le tableau ci-dessous présente les mesures ONEM / SPP IS durant le troisième trimestre pour les personnes qui n'étaient pas associées à une activation lors du deuxième trimestre. La grande majorité d'entre elles ne sont toujours pas associées à une activation au troisième trimestre²⁰. Concernant les plans ACTIVA, nous notons 3 587 réductions de cotisations pour des travailleurs toujours occupés par le même employeur lors du deuxième trimestre ; pour 3 502 d'entre

²⁰ Cette analyse considère uniquement les personnes occupées par le même employeur au cours des deux trimestres. Par conséquent, les totaux diffèrent des chiffres présentés précédemment pour le non-recours au cours du premier trimestre.

eux, l'allocation n'était activée ni au deuxième, ni au troisième trimestre ; seules 81 personnes étaient associées à une allocation lors du troisième trimestre²¹.

Tableau 17 Retard dans le recours aux allocations activées

ONSS/APL Q2	ONEM/SPP IS Q3						Total
	ACTIVA	PTP	SINE	CPAS	CRT		
ACTIVA	3.502	81	0	1	0	3	3.587
PTP	19	0	1	0	0	0	20
SINE	26	0	0	6	0	0	32
CPAS	1.117	0	0	0	7	0	1.124
JPQ	1.320	0	0	0	0	0	1.320
AGE	14.506	2	0	0	0	9	14.517
STRUC	115	0	0	0	0	0	115
SPEC	3.960	6	0	0	1	0	3.967
SUBCON	7.249	0	1	0	1	1	7.252
P&S	8	0	0	0	0	0	8
MIX	1	0	0	0	0	0	1
DRA	1	0	0	0	0	0	1
Total	31.824	89	2	7	9	13	31.944

Le Tableau 18 présente le retard dans le recours aux réductions de cotisations. Sur les 611 travailleurs ayant bénéficié d'une allocation de travail sans profiter de la diminution de cotisations correspondante au cours du deuxième trimestre, 151 – soit environ 24 % – ont bénéficié d'allocations et de la réduction de cotisations correspondante octroyée dans le cadre d'un plan ACTIVA au cours du troisième trimestre²². Ces chiffres indiquent un retard de l'octroi de la réduction ONSS pour une partie de la population. Étant donné que nous ignorons pour quel employeur l'allocation de travail avait été activée au deuxième trimestre, il est possible qu'au troisième trimestre, cette réduction de cotisations et cette allocation de travail aient été attribuées pour un autre employeur.

Tableau 18 Retard dans le recours aux réductions de cotisations

ONEM/SPP IS Q2	ONSS/APL Q3									Total
	ACTIVA	PTP	SINE	CPAS	JPQ	AGE	SPEC	SUBCON		
ACTIVA	444	151	3	2	0	3	4	4	0	611
PTP	22	6	2	0	0	0	0	0	0	30
SINE	25	0	0	12	0	0	0	0	0	37
CPAS	181	1	4	2	14	0	0	0	2	204
CRT	247	1	0	0	0	10	0	0	1	259
MIX	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total	920	159	9	16	14	3	14	4	3	1.142

3.1.2.2 Différence de durée des différentes mesures

Le fait qu'une activation et une réduction de cotisations interviennent à des moments différents peut s'expliquer par une différence au niveau de la durée de validité des mesures pour l'emploi. Il se peut ainsi que les réductions de cotisations octroyées par le passé donnent toujours lieu à une réduction mais qu'il ne soit plus possible d'activer l'allocation de travail correspondante.

Le Tableau 19 reprend toutes les nouvelles réductions de cotisations octroyées au deuxième trimestre et ce, uniquement pour les personnes qui n'ont pas bénéficié d'une réduction au premier trimestre. Le fait de tenir uniquement compte des nouvelles réductions de cotisations octroyées à de

²¹ Nous n'avons, par ailleurs, trouvé aucune preuve d'un retard durant plus d'un trimestre.

²² Nous constatons à nouveau une légère diminution du nombre de mesures accordées par rapport au tableau dans lequel le recours a été analysé. Nous ne considérons que les personnes ayant bénéficié d'une allocation de travail ACTIVA aux deuxième et troisième trimestres.

nouveaux travailleurs au deuxième trimestre permet d'éviter le problème lié à une différence de durée entre les diverses mesures pour l'emploi. Les résultats révèlent toutefois à nouveau un non-recours considérable aux activations.

Tableau 19 Analyse du recours en fonction de la durée de la réduction de cotisations / de l'activation

Q2 RSZ/PPO	RVA/POD MI							Total
	.	ACTIVA	PTP	SINE	CPAS	CRT	MIX	
ACTIVA	1.059	1.069	1	1	7	7	1	2.145
PTP	6	0	58	0	6	0	0	70
SINE	5	0	0	19	6	0	0	30
CPAS	150	0	0	0	459	0	0	609
JPQ	394	24	0	0	0	0	0	418
AGE	1.519	4	1	1	0	19	0	1.544
STRUC	35	0	0	0	0	1	0	36
SPEC	1.357	5	0	0	0	0	0	1.362
SUBCON	941	2	0	0	1	3	0	947
P&S	0	5	0	0	0	0	0	5
Total	5.466	1.109	60	21	479	30	1	7.166

3.2 Données couplées de l'échantillon

Dans ce chapitre, nous examinons le recours simultané ou non à une réduction de cotisations et à une activation d'allocation à l'aide des données couplées de l'échantillon. Ces données offrent un point de départ idéal pour examiner le recours simultané ou non au niveau micro, d'autant plus que les conditions d'octroi des réductions de cotisations et des allocations activées sont définies à ce niveau. Nous nous concentrons en particulier sur le recours simultané aux mesures pour groupes cibles dans le cadre des plans ACTIVA.

3.2.1 Conditions d'octroi des plans ACTIVA

Nous commençons cette analyse par une description de la réglementation autour de la réduction de cotisations et de l'allocation activée dans le cadre d'ACTIVA. Le Tableau 20 énumère les conditions d'octroi de ces mesures. Il est clair qu'un recours non simultané aux deux mesures n'est pas nécessairement exceptionnel. Ainsi, les personnes âgées de moins de 45 ans et demandeuses d'emploi depuis moins de 2 ans ont droit au plan ACTIVA 3200. Mais la possibilité d'activer une allocation n'existe que si le travailleur a moins de 25 ans. Après 2 ans d'inscription en tant que demandeur d'emploi, le travailleur relève du plan ACTIVA 3201 et bénéficie du droit à une allocation activée. Il bénéficie de ce droit pendant une période de 16 mois, alors que la réduction de cotisations s'étend sur 9 trimestres. Les travailleurs de plus de 45 ans et demandeurs d'emploi depuis plus d'un an ont droit à une réduction de cotisations (ACTIVA 3211), mais pas à une activation. Ils ne bénéficient de cette possibilité qu'après avoir été inscrits en tant que demandeurs d'emploi pendant 18 mois. L'activation a une durée de 30 mois, alors que la réduction de cotisations est possible pendant 21 mois.

Dans ce qui suit, nous analysons les non-recours dans les plans ACTIVA avec les codes 3200, 3201 et 3211. Nous examinons, entre autres, les conditions d'octroi d'une réduction de cotisations et d'une activation. Dans cette analyse, nous comparons toujours les caractéristiques des travailleurs avec un recours et celles des travailleurs sans un recours à l'activation correspondante. Nous nous basons sur les chiffres du deuxième trimestre de 2014.

Tableau 20 Conditions d'octroi des plans ACTIVA

Âge	Durée d'inscription comme chercheur d'emploi inoccupé ou assimilé	Réduction ONSS Montant et durée	Allocation de travail Montant et durée
<30 pas CESS	6 mois dans les 18 mois calendrier	C42 : 1.500 € pdt 12 trimestres	C43 : 500 € pdt 36 mois
<45	1 jour si aptitude au travail réduite ou assimilé	Non	500 € / mois pdt 36 mois
	12 mois dans les 18 mois calendrier	C1 : 1.000 € / trimestre pdt 5 trimestres	C20 : uniquement si <25 ans : 500 €/ mois pdt 16 mois
	24 mois dans les 36 mois calendrier	C3 : 1.000 € / trimestre pdt 9 trimestres	C4 : 500 €/ mois pdt 16 mois
	36 mois dans les 54 mois calendrier	C5 : 1.000 € / trimestre pdt 9 trimestres et 400 €/ trimestre pdt 4 suivants	C6 : 500 €/ mois pdt 24 mois
	60 mois dans les 90 mois calendrier	C7 : 1.000 € / trimestre pdt 9 trimestres et 400 €/ trimestre pdt 12 suivants	C8 : 500 €/ mois pdt 30 mois
= ou >45	1 jour si aptitude au travail réduite	Non	500 € / mois pdt 36 mois
	6 mois dans les 9 mois calendrier	D1 : 1.000 € / trimestre pdt 5 trimestres et 400 €/ trimestre pdt 16 suivants	Non
	12 mois dans les 18 mois calendrier	D3 : 1.000 € / trimestre pdt 21 trimestres	Non
	18 mois dans les 27 mois calendrier	D5 : 1.000 € / trimestre pdt 21 trimestres	D6 : 500 €/ mois pdt 30 mois

Source Inventaire des principales mesures d'aide à l'emploi, Actiris (2014)

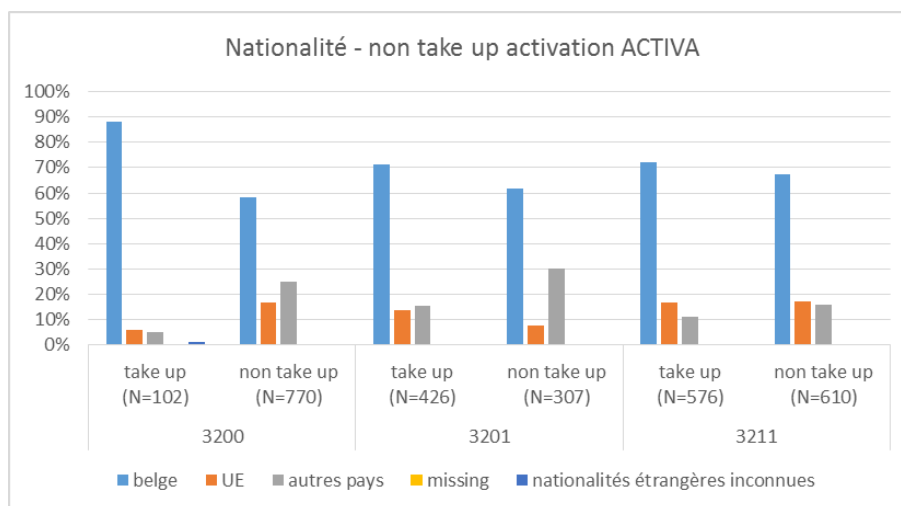
3.2.2 Caractéristiques personnelles en cas de non-recours à l'activation correspondante dans le cadre d'ACTIVA

Nous commençons l'analyse en passant brièvement en revue la nationalité et l'origine en cas de combinaison ou non des mesures destinées aux groupes cibles. En ce qui concerne la nationalité, nous constatons, dans les plans ACTIVA, un pourcentage légèrement plus élevé des étrangers en cas de non-recours. Cela apparaît clairement dans les plans ACTIVA 3200 et 3201 (part de la nationalité « Autres pays » lors d'un non-recours de respectivement 25 % et 30 % contre 5 % et 15 % en cas de recours). La proportion plus élevée de citoyens hors UE dans le plan ACTIVA 3201 se voit clairement dans le tableau sur l'origine.

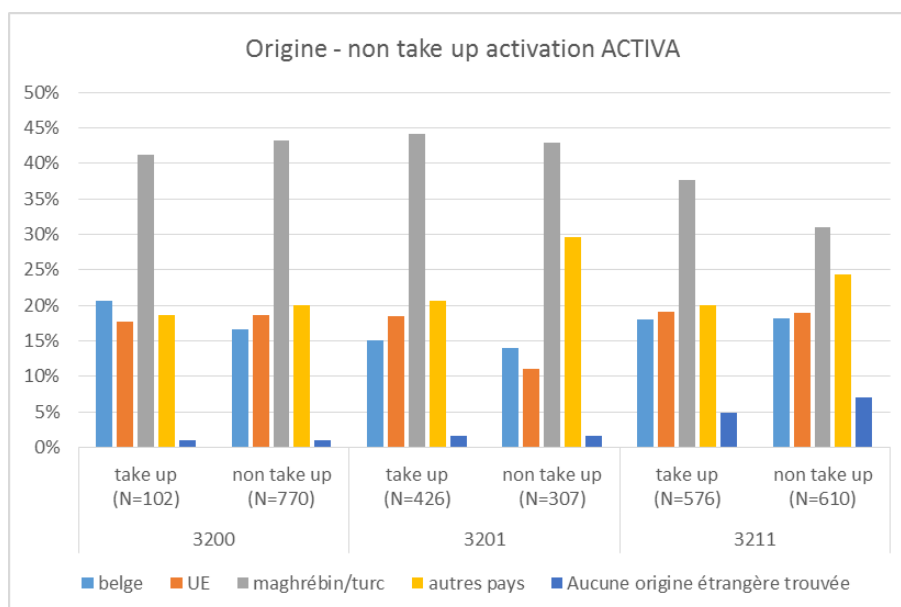
Une analyse de l'âge au

Graphique 42 montre que ce facteur joue un rôle dans les non-recours dans le cadre des plans ACTIVA avec code 3200 : en dessous de 25 ans, le droit à une activation d'allocation existe toujours, mais cette possibilité disparaît au-delà de 25 ans, ce qui se confirme dans les chiffres sur les non-recours. Les non-recours au niveau du code 3211 sont plus fréquents chez les 50-54 ans, mais il n'y a ici aucune différence au niveau des règles. Les autres plans ACTIVA et les personnes relevant de l'article 60 connaissent une répartition des âges similaire.

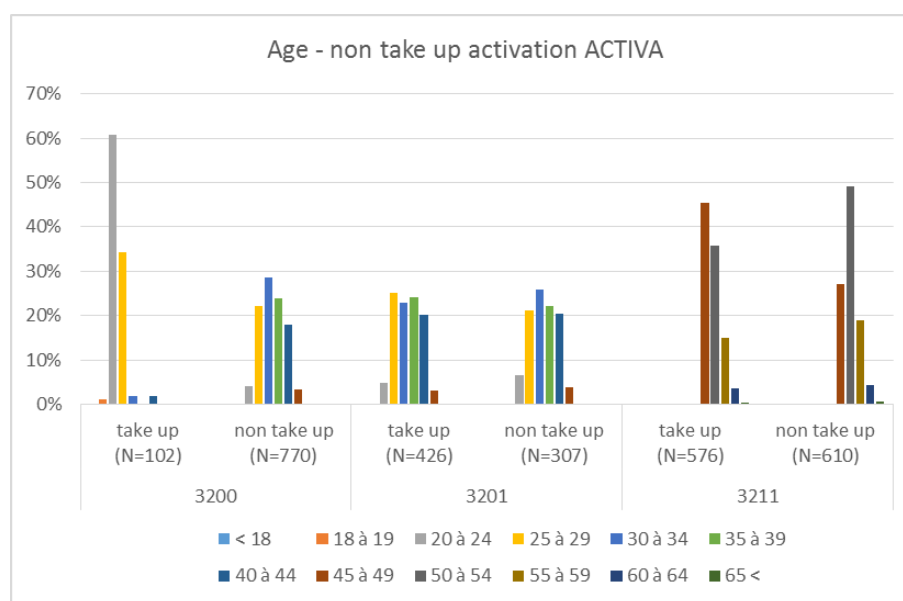
Graphique 40 Nationalité lors du recours non simultanément à l'allocation activée chez les travailleurs bruxellois (2014)



Graphique 41 Origine lors du recours non simultanément à l'allocation activée ACTIVA chez les travailleurs bruxellois (2014)



Graphique 42 Âge lors du recours non simultané à l'allocation activée ACTIVA chez les travailleurs bruxellois (2014)



En ce qui concerne le non-recours dans le cadre des plans ACTIVA 3201 et 3211, d'autres raisons semblent entrer en ligne de compte. Nous présentons quelques graphiques qui donnent davantage de détails sur la situation sur le marché de l'emploi du travailleur. Le Graphique 43 montre le nombre de trimestres au cours desquels chaque travailleur a été demandeur d'emploi au cours de l'année précédente (2013 et T1 2014). La variable est basée sur la situation sur le marché de l'emploi telle qu'elle est connue à la fin de chaque trimestre. Par demandeur d'emploi, il convient ici aussi d'entendre bénéficiaire d'une aide financière ou d'un revenu d'intégration. Si la personne n'est pas demandeuse d'emploi, elle est alors active ou possède un autre statut (prépensionnée, pensionnée, en incapacité de travail, ...).

Pour les plans ACTIVA 3201 et 3211, nous constatons que les non-recours se situent, pour une grande partie (70 %), chez les personnes qui n'ont jamais été enregistrées comme demandeuses d'emploi au cours des 5 trimestres précédents (en fin de trimestre). Le Graphique 44 présente la situation sur le marché de l'emploi spécifique pour le premier trimestre de 2014. Nous faisons ici une distinction entre les travailleurs occupés, les demandeurs d'emploi (avec droit à des allocations), les personnes non actives et les autres. Les catégories « revenu d'intégration » et « aide financière » sont rapportées séparément et ne sont pas incluses dans la catégorie « personnes non actives ». Les non-recours se situent au niveau des travailleurs qui étaient également enregistrés comme travailleurs occupés au trimestre précédent. Le Graphique 45 - qui présente la durée de chômage au trimestre précédent - confirme ce constat : les non-recours se situent principalement au niveau des travailleurs qui n'étaient pas enregistrés comme demandeurs d'emploi au premier trimestre ; et nettement moins au niveau des travailleurs enregistrés en tant que chômeurs au premier trimestre.

Étant donné que la durée de la réduction de cotisations et celle de l'allocation activée ne sont pas les mêmes dans le cadre des plans ACTIVA 3201 et 3211, il est possible que les non-recours à l'activation soient, dans ces cas, dus à l'expiration de la durée de l'allocation de travail. Cela expliquerait pourquoi une grande partie des non-recours se situe au niveau des personnes qui sont enregistrées comme travailleurs occupés depuis longtemps. Dans une dernière étape, nous examinons les non-recours à l'allocation de travail en ne tenant compte que des nouvelles réductions de cotisations octroyées pour les travailleurs engagés au deuxième trimestre.

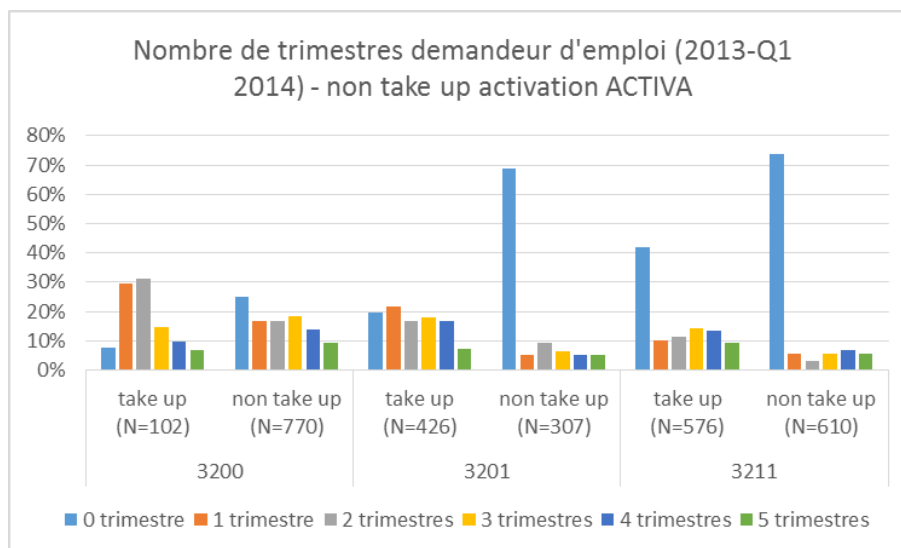
Le

Graphique 46 présente la situation sur le marché de l'emploi de ces travailleurs et permet de bien visualiser les différences. Premier constat intéressant : la proportion des non-recours à l'allocation de travail dans le cadre des plans ACTIVA 3201 et 3211 a diminué. On recense ainsi 307 non-recours pour 426 combinaisons dans les plans 3201 et 610 non-recours pour 576 combinaisons dans les plans 3211. Pour les nouvelles réductions de cotisations octroyées, cette proportion tombe à respectivement 47 et 68 non-recours pour 89 et 93 combinaisons. Le problème des non-recours à l'allocation de travail se pose beaucoup moins pour les nouvelles réductions de cotisations octroyées.

Les non-recours se situent au niveau des demandeurs d'emploi, des personnes touchant un revenu d'intégration ou une aide financière et de la catégorie « Autres » pour les plans ACTIVA 3201 et essentiellement au niveau des demandeurs d'emploi pour les plans ACTIVA 3211. Le Graphique 47 montre la durée du chômage. 60 % des travailleurs sans recours dans le plan ACTIVA 3201 sont enregistrés comme non-chômeurs (et comprennent, en d'autres termes, les catégories « Autres », « Revenu d'intégration » et « Aide financière » du

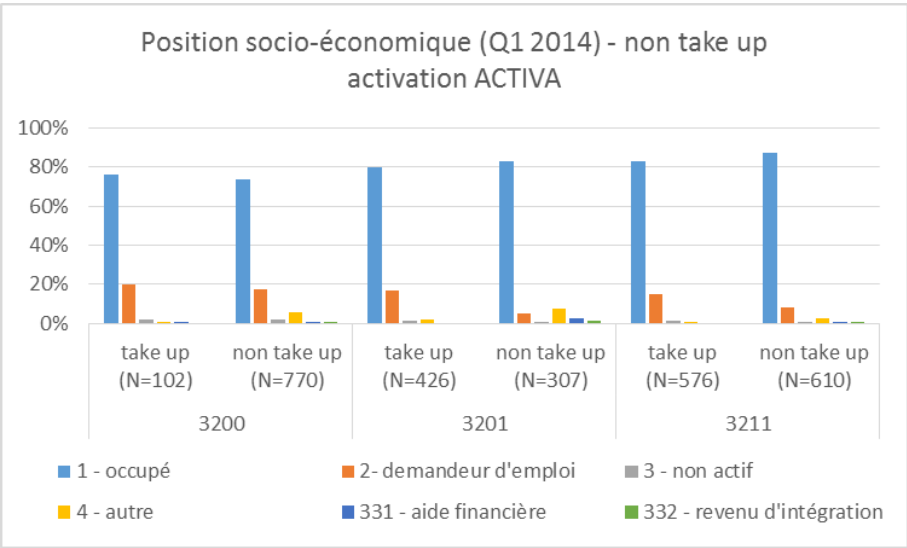
Graphique 46) ; pour le plan ACTIVA 3211, nous observons un pic (environ 30 %) autour de 13-18 mois de chômage, soit juste en dessous de la durée de l'allocation de travail (18 mois), ce qui n'a rien de surprenant. Un dernier pic est observé au niveau des travailleurs ayant été au chômage pendant plus de 36 mois. Il s'agit ici d'un petit groupe pour lequel d'autres facteurs ont probablement joué²³.

Graphique 43 Nombre de trimestres en tant que demandeur d'emploi dans les cas de recours non simultané à l'allocation activée ACTIVA chez les travailleurs bruxellois (2013-T1 2014)

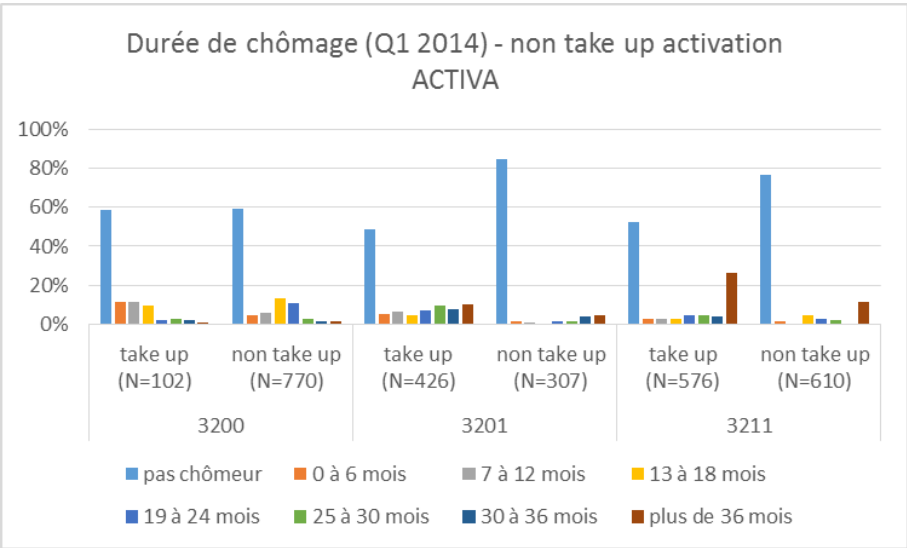


²³ Le plan ACTIVA s'adresse aux travailleurs plus âgés et une durée de chômage de plus de 3 ans n'est donc pas exceptionnelle.

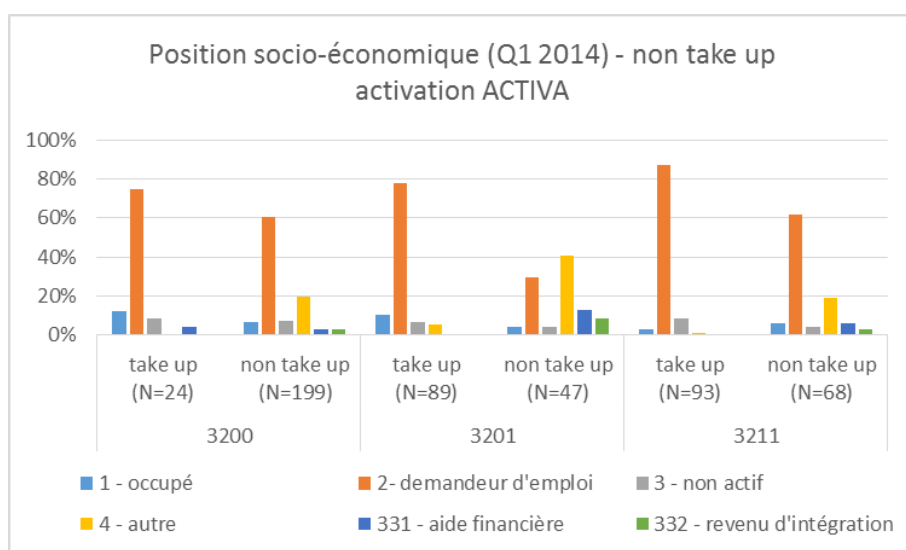
Graphique 44 **Situation socio-économique dans les cas de recours non simultané à l'allocation activée ACTIVA chez les travailleurs bruxellois (2013-T1 2014)**



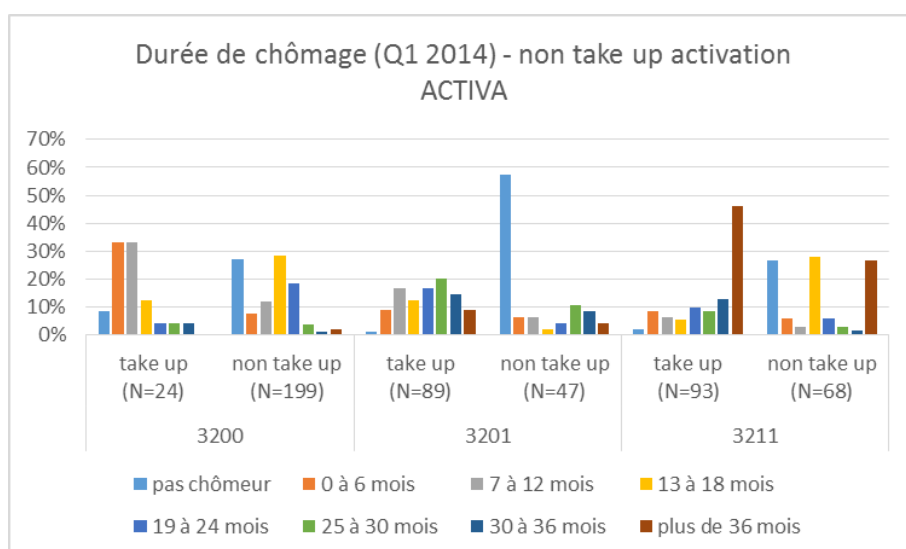
Graphique 45 **Durée du chômage dans les cas de recours non simultané à l'allocation activée ACTIVA chez les travailleurs bruxellois (2013-T1 2014)**



Graphique 46 Situation socio-économique (T1 2014) dans les cas de recours non simultané à l'allocation activée ACTIVA chez les travailleurs bruxellois engagés au T2 2014



Graphique 47 Durée du chômage dans les cas de recours non simultané à l'allocation activée ACTIVA chez les travailleurs bruxellois (2013-T1 2014)



4 | Dynamique des recours aux subventions

Dans ce chapitre, nous examinons la dynamique des différentes mesures destinées aux groupes cibles. Toutes les subventions octroyées n'évoluent en effet pas de la même manière. Certaines mesures sont maintenues jusqu'à la fin de leur durée, d'autres sont arrêtées prématurément (en raison soit de l'expiration soit de la résiliation prématurée du contrat). Dans ce chapitre, nous nous penchons tant sur le volume de ces annulations que sur les caractéristiques des travailleurs en question et de l'emploi qu'ils exercent. Accessoirement, nous pouvons nous rendre compte de leur situation sur le marché de l'emploi, tant avant le recours à la subvention qu'après sa cessation.

Cette analyse se concentre, une nouvelle fois, sur les Bruxellois travaillant dans la Région de Bruxelles-Capitale ou en dehors et est basée sur les données de population et les données de l'échantillon.

4.1 Volume des cessations précoces

Une analyse des données de population permet d'avoir une première idée des cessations précoces au niveau des différentes mesures destinées aux groupes cibles. Pour cette analyse, nous nous concentrons sur les nouveaux entrants au deuxième trimestre, c'est-à-dire les personnes qui ont été engagées au deuxième trimestre par le biais d'une mesure pour groupe cible, mais qui ne travaillaient pas encore chez l'employeur en question au premier trimestre²⁴. Nous avons contrôlé combien d'entre elles ont continué à bénéficier de la même mesure (auprès du même employeur) au cours des trimestres suivants en 2014. En d'autres termes, ces données ne correspondent pas aux mesures annulées en raison de pertes d'emploi dues à l'expiration de la période d'octroi du subside.

Nous considérons les cessations précoces séparément pour les réductions de cotisations et l'activation des allocations.²⁵

4.1.1 Cessation précoce des réductions de cotisations

Le Tableau 21 montre les cessations précoces des différents types de réductions de cotisations connues à l'ONSS et l'ONSSAPL. 75 % des réductions de cotisations qui avaient été octroyées au deuxième trimestre – pour la première fois cette année-là – dans le cadre d'un plan ACTIVA ont également été attribuées au troisième trimestre, pour une période de 0 à 6 mois auprès du même employeur²⁶. Au quatrième trimestre – ou au terme d'une période de 6 à 9 mois maximum après la mise en œuvre de la réduction groupe cible –, ce chiffre est tombé à 52 %. Les travailleurs visés à l'article 60 sont plus nombreux à conserver leur emploi : après 6 à 9 mois, ils sont 92 % à être toujours en service.

²⁴ Ou, dans le cas d'une cessation d'activation, qui n'ont pas connu d'allocation activée au premier trimestre.

²⁵ Il ne s'agit donc pas ici de la combinaison des deux mesures.

²⁶ Une partie limitée des réductions de cotisations a continué à être octroyée à un même employeur dans le cadre d'un autre programme. Ces réductions ne sont pas reprises dans cette colonne.

Tableau 21 Cessation précoce des réductions de cotisations chez les travailleurs bruxellois (combinaison des données de population ONSS/ONSSAPL)

	Q2	Q3	Q4	Q3	Q4
	#	#	#	%	%
<i>ACTIVA</i>	2.155	1.614	1.131	75%	52%
<i>PTP</i>	70	66	63	94%	90%
<i>SINE</i>	30	26	21	87%	70%
<i>CPAS</i>	609	584	559	96%	92%
<i>JPQ</i>	421	272	175	65%	42%
<i>ÂGE</i>	1.556	1.282	827	82%	53%
<i>STRUC</i>	36	31	24	86%	67%
<i>SPEC</i>	1.365	522	320	38%	23%
<i>SUBCON</i>	947	770	712	81%	75%
<i>P&S</i>	5	5	5	100%	100%

Les données de population permettent d'examiner les cessations pour chaque plan ACTIVA en particulier. Le tableau ci-dessous présente la répartition des types de plans ACTIVA s'inscrivant dans le cadre des mesures pour l'emploi de l'ONSS cessées précocement au troisième trimestre. Les demandeurs d'emploi de longue durée âgés de moins de 45 ans (code 3203) et les jeunes demandeurs d'emploi (codes 3200 et 3205) représentent une partie importante de cette population. La répartition entre les différents codes suit dans les grandes lignes les proportions des nouvelles réductions de cotisations octroyées au deuxième trimestre. Il n'y a en d'autres termes pas de mesure pour laquelle le nombre de cessations est proportionnellement plus élevé.

Tableau 22 Répartition des mesures ACTIVA cessées précocement (travailleurs bruxellois - mesures connues dans les données de population de l'ONSS)

<i>Code</i>	<i>Description incitants à l'emploi ONSS</i>	Q3	
		#	%
3200	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés de moins de 25 ans pendant 312 jours dans une période de 18 mois ou âgés de moins de 45 ans pendant 312 jours dans une période de 18 mois ou pendant 156 dans une période de 9 mois pour le demandeur d'emploi suite à la fermeture d'une entreprise. Code ONEM : C1, C20, C25, C30, C34 ou C36	115	22%
3201	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés de moins de 45 ans pendant 624 jours dans une période de 36 mois. Code ONEM : C3, C4, C26, C31 ou C37	49	9%
3202	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés de moins de 45 ans pendant 936 jours dans une période de 54 mois. Code ONEM : C5, C6, C27, C32 ou C38	61	11%
3203	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés de moins de 45 ans pendant 1560 jours dans une période de 90 mois. Code ONEM : C7, C8, C28, C33 ou C39	110	21%
3205	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée moins de 27 ans, pendant 312 jours dans une période de 18 mois et moins qualifiés. Code ONEM : C40, C41, ou à partir de 2014/1 demandeurs d'emploi de longue durée moins de 30 ans, pendant 156 jours dans une période de 9 mois et moins qualifiés. Code ONEM : C42 ou C43	114	21%
3210	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés d'au moins 45 ans pendant 156 jours dans une période de 9 mois. Code ONEM : D1, D13 ou D19 (ONSSAPL)	13	2%
3211	Plan Activa – Demandeurs d'emploi de longue durée âgés d'au moins 45 ans pendant 312 jours dans une période de 18 mois ou pendant 468 jours dans une période de 27 mois. Code ONEM : D3, D4, D5, D6, D14, D15, D16, D17, D20 ou D21	71	13%
<i>Total</i>		<i>533</i>	<i>100%</i>

4.1.2 Cessation précoce des activations

Le Tableau 23 montre les cessations précoces des allocations activées dans le cadre des différentes mesures destinées aux groupes cibles. 82 % des allocations de travail ACTIVA octroyées au deuxième trimestre l'ont également été au troisième trimestre. Ce chiffre retombe ensuite à 62 % pour le quatrième trimestre. Étant donné que nous ne cherchons pas à trouver le lien avec la réduction de cotisations correspondante, nous ne savons pas si les travailleurs qui en bénéficient sont toujours occupés auprès du même employeur.

De nouveau, les cessations dans les emplois CPAS sont très faibles : 91 % des travailleurs qui ont été engagés au deuxième trimestre avec une allocation CPAS activée sont encore en service au quatrième trimestre.

Tableau 23 Cessation précoce des allocations activées chez les travailleurs bruxellois (combinaison des données de population ONEM/SPP SIS)

	Q2	Q3	Q4	Q3	Q4
	#	#	#	%	%
ACTIVA	1.049	865	649	82%	62%
PTP	63	61	57	97%	90%
SINE	30	26	23	87%	77%
CPAS	528	510	478	97%	91%
CRT	30	29	25	97%	83%

4.2 Détails sur la dynamique des cessations

Les données de l'échantillon permettent d'examiner plus en détail ces cessations précoces. Dans ce chapitre, nous passons de nouveau en revue les pourcentages de cessations précoces, à la différence que ces données nous permettent d'en savoir plus sur les mouvements sortants, après la suppression de la mesure. Nous reprenons la structure du chapitre précédent et considérons les nouvelles mesures destinées aux groupes cibles octroyées au deuxième trimestre et ce, pour les travailleurs qui ont commencé au deuxième trimestre chez l'employeur en question. Nous pouvons néanmoins étendre la période d'observation en tenant également compte des travailleurs qui ont commencé chez un employeur au premier trimestre. Nous nous concentrons ici sur les travailleurs qui étaient enregistrés en tant que demandeurs d'emploi au dernier trimestre de 2013²⁷.

Étant donné la taille de l'échantillon, nous nous concentrons sur la cessation des réductions de cotisations dans le cadre d'ACTIVA, pour les emplois rapportés à l'ONSS. Trois plans ACTIVA sont examinés plus en détail ci-dessous, à savoir les codes 3200, 3201 et 3211.

Le Tableau 24 montre la répartition des nouvelles réductions de cotisations octroyées au deuxième trimestre. En commençant avec 100 plans ACTIVA, nous constatons qu'il en reste encore 77 actifs à la fin du troisième trimestre. 23 plans ACTIVA ont donc été cessé au troisième trimestre, après 0 à 6 mois. Environ la moitié continue de travailler au troisième trimestre (dans un emploi rapporté à l'ONSS) ; l'autre moitié n'est plus active dans une entreprise. Environ 20 % des travailleurs dont on observe une cessation de la subvention, sont toujours au sein de l'entreprise où ils ont commencé, mais sans mesure pour groupes cibles.

Au quatrième trimestre, 23 autres plans ACTIVA ont été cessé. Cela correspond à une durée située entre 6 et 9 mois. De nouveau, environ la moitié de ces travailleurs est toujours active au sein d'une entreprise, tandis que l'autre moitié ne travaille plus.

²⁷ Nous ne tenons alors pas compte d'une partie des travailleurs nouvellement engagés, à savoir ceux qui étaient occupés chez un autre employeur au dernier trimestre de 2013. Ce groupe aura donc une autre composition que celui des travailleurs ayant démarré avec un emploi subventionné au deuxième trimestre.

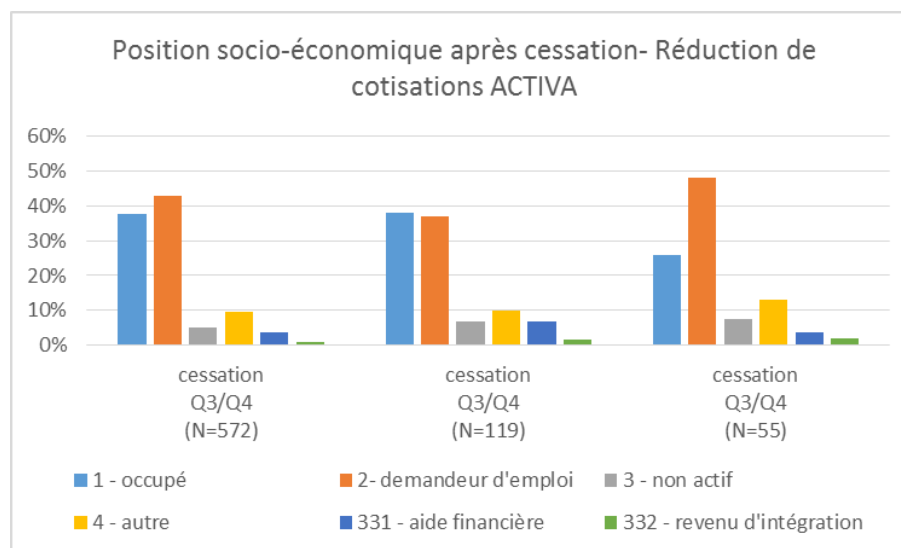
Tableau 24 Cessation précoce des plans ACTIVA octroyés au T2 pour les travailleurs bruxellois

	ACTIVA	3200	3201	3211
Début T2	100	100	100	100
T3				
Pas de cessation au T3	77	76	88	80
Cessations au T3	23	24	12	20
Actif à l'ONSS	11	12	5	7
<i>Avec subvention</i>	4	7	4	3
Actif à l'ONSSAPL	0	0	0	1
<i>Avec subvention</i>	0	0	0	0
Pas occupé	12	12	7	12
T4				
Pas de cessation au T4	54	57	65	58
Cessations au T4	23	19	23	22
Actif à l'ONSS	11	11	9	10
<i>Avec subvention</i>	4	5	4	2
Actif à l'ONSSAPL	0	0	0	0
<i>Avec subvention</i>	0	0	0	0
Pas occupé	12	8	14	12
Cessation en T3 mais actif dans la même entreprise	19%	27%	20%	11%
Cessation en T4 mais actif dans la même entreprise	25%	33%	24%	29%
N	1.186	178	112	147

Note : On observe pour quelques travailleurs une cessation de la subvention, mais ils restent néanmoins employés dans la même entreprise.

Le Graphique 48 donne plus de détails sur la situation sur le marché de l'emploi et ce, à chaque fois à la fin du trimestre où la cessation a eu lieu. Si l'on regarde les plans ACTIVA, on constate qu'environ 40 % des travailleurs sont toujours occupés (code 1) et que 40 % sont enregistrés en tant que demandeurs d'emploi (code 2). Une minorité se retrouve dans les catégories restantes (codes 3-4) ou fait appel à une aide financière ou un revenu d'intégration (codes 331 et 332).

Graphique 48 Situation socio-économique dans les cessations précoces de plans ACTIVA pour les travailleurs bruxellois



Le Tableau 25 reprend l'exercice du Tableau 24, mais pour les réductions de cotisations octroyées pendant le premier trimestre de 2014. En partant avec 100 plans ACTIVA au premier trimestre, nous terminons avec 41 mesures encore existantes au quatrième trimestre. Les réductions de cotisations qui ont été cessées ont une durée située entre 0 et 12 mois. De nouveau, nous constatons que la moitié des travailleurs est encore active au quatrième trimestre, après la cessation de la réduction de cotisations.

Tableau 25 Cessation précoce des plans ACTIVA octroyés au T1 pour les travailleurs bruxellois

	ACTIVA	3200	3201	3211
Début T1	100	100	100	100
T2				
Pas de cessation au T2	77	79	80	78
Cessations au T2	23	21	21	22
Actif à l'ONSS	10	9	7	7
Actif à l'ONSSAPL	0	0	0	0
Pas occupé	13	12	14	15
T3				
Pas de cessation au T3	55	60	67	58
Cessations au T3	22	19	13	20
Actif à l'ONSS	11	10	9	8
Actif à l'ONSSAPL	0	0	0	0
Pas occupé	11	9	4	12
T4				
Pas de cessation au T4	41	45	50	46
Cessations au T4	14	15	17	12
Actif à l'ONSS	7	8	12	5
Actif à l'ONSSAPL	0	0	0	1
Pas occupé	7	7	5	6
N	1.112	189	112	147

4.3 Caractéristiques des emplois et des travailleurs

Dans ce dernier chapitre, nous faisons la distinction entre les emplois et les travailleurs pour lesquels la mesure pour groupe cible a été cessée précocement (au troisième et au quatrième trimestres) et les emplois et travailleurs pour lesquels la subvention a été maintenue jusqu'au dernier trimestre de 2014.

Étant donné la taille de l'échantillon, nous nous concentrons sur la cessation des réductions de cotisations dans le cadre d'ACTIVA, pour les emplois rapportés à l'ONSS et ce, pour les travailleurs bruxellois. De nouveau, nous examinons trois plans ACTIVA plus en détail, à savoir les codes 3200, 3201 et 3211 (les plans 3200 et 3201 étant considérés ensemble).

4.3.1 Caractéristiques des emplois dans les cessations précoces d'une réduction de cotisations

Le principal élément distinctif entre les deux groupes réside dans l'activité dans laquelle l'emploi subventionné se situe. Le Tableau 26 et le Tableau 27 indiquent les 8 activités les plus concernées, tant

au niveau 1-digit qu'au niveau 2-digit. Les cessations précoces se rencontrent le plus souvent dans le secteur des services administratifs et de support, avec le travail intérimaire en tête, où nous constatons 40 % de cessations précoces, pour 14 % d'emplois où la réduction de cotisations est maintenue. Cela signifie que sont ici concernés des contrats avec une durée située entre 0 et 9 mois. Des cessations précoces sont également plus souvent observées dans le secteur des assurances.

Les emplois pour lesquels la subvention est maintenue se situent une nouvelle fois dans le secteur du commerce au détail (16 %) ou des services relatifs aux bâtiments (15 %), suivis par le travail intérimaire cité ci-dessus. Cette subvention présente une durée minimale de 6 à 9 mois (et peut naturellement se poursuivre en 2015).

Tableau 26 Répartition sectorielle dans les cessations précoces ou non d'une réduction de cotisations ACTIVA

ACTIVA (Groupe 1+2 - Répartition sectorielle)	
<i>Pas de cessation dans T4 (N=651)</i>	
Services administratifs et de soutien	32%
Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	21%
Activités médico-sociales et sociales	11%
Hébergement et restauration	9%
Transports et entreposage	7%
Construction	5%
Industrie	4%
Autres services	3%
<i>Cessations en T3 ou T4 (N=269)</i>	
Services administratifs et de soutien	49%
Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	14%
Hébergement et restauration	9%
Activités médico-sociales et sociales	7%
Construction	5%
Transports et entreposage	4%
Autres services	3%
Arts, spectacles et activités récréatives	2%

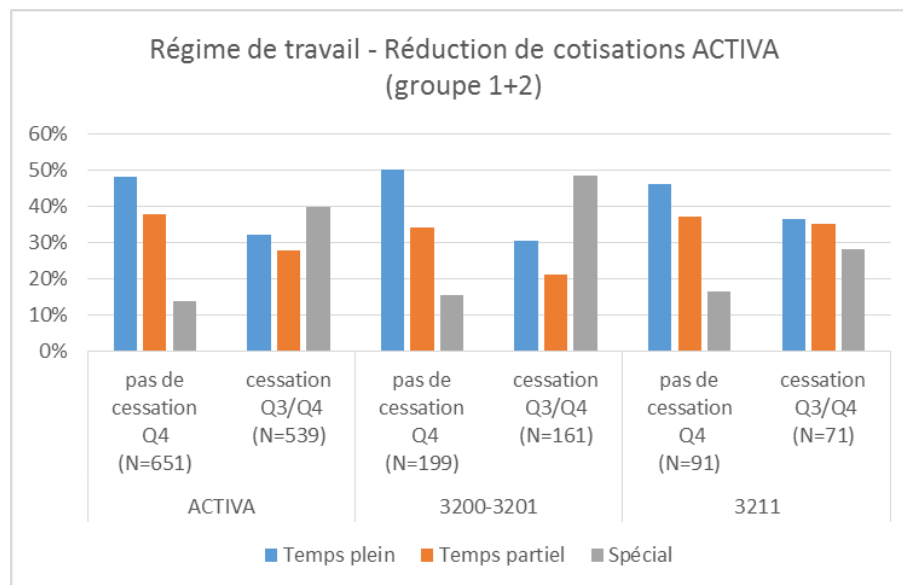
Tableau 27 Répartition sectorielle (NACE 2 digit) dans les cessations précoces ou non d'une réduction de cotisations ACTIVA

ACTIVA (Groupe 1+2 - 2 digit NACE)	
<i>Pas de cessation dans T4 (N=651)</i>	
Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	16%
Services relatifs aux bâtiments ; aménagement paysager	15%
Activités liées à l'emploi	14%
Restauration	8%
Action sociale sans hébergement	6%
Transports terrestres et transport par conduites	4%
Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	4%
Activités médico-sociales et sociales avec hébergement	3%
<i>Cessations en T3 ou T4 (N=269)</i>	
Activités liées à l'emploi	40%
Assurance, réassurance et caisses de retraite, à l'exclusion des assurances sociales obligatoires	13%
Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	11%
Restauration	8%
Services relatifs aux bâtiments ; aménagement paysager	8%
Travaux de construction spécialisés	4%
Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	3%
Activités médico-sociales et sociales avec hébergement	3%

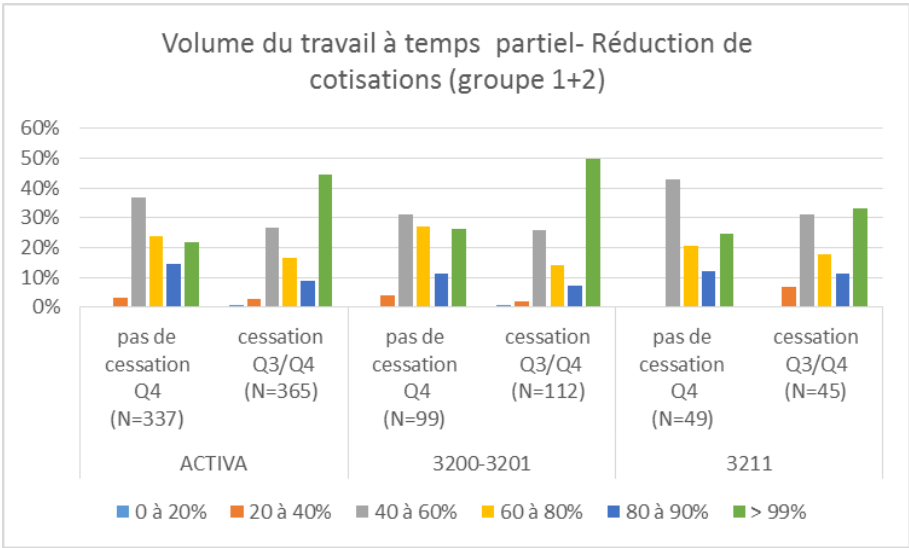
Nous n’observons, par ailleurs, pas de différences significatives dans le type d’emploi. Les salaires, la taille de l’entreprise ou la classe des travailleurs sont comparables dans les deux groupes (avec cessations précoces et sans). Les emplois pour lesquels une cessation est enregistrée sont généralement des emplois considérés comme spéciaux, et moins des emplois à temps plein ou à temps partiel. Il s’agit, d’une part, du travail intermittent (travail temporaire, travail intérimaire et mise à disposition de personnel) et, d’autre part, du travail à domicile, mais aussi du travail saisonnier.

Dans ce contexte, la part de ce type de prestations est surtout déterminée par le fait que des cessations sont très souvent enregistrées dans le secteur de l’intérim. Le Graphique 49 - représentant le pourcentage du travail à temps partiel - tient compte tant des prestations à temps partiel que des prestations spéciales. Ces dernières - dans le secteur de l’intérim - semblent plus souvent être exercées à temps plein.

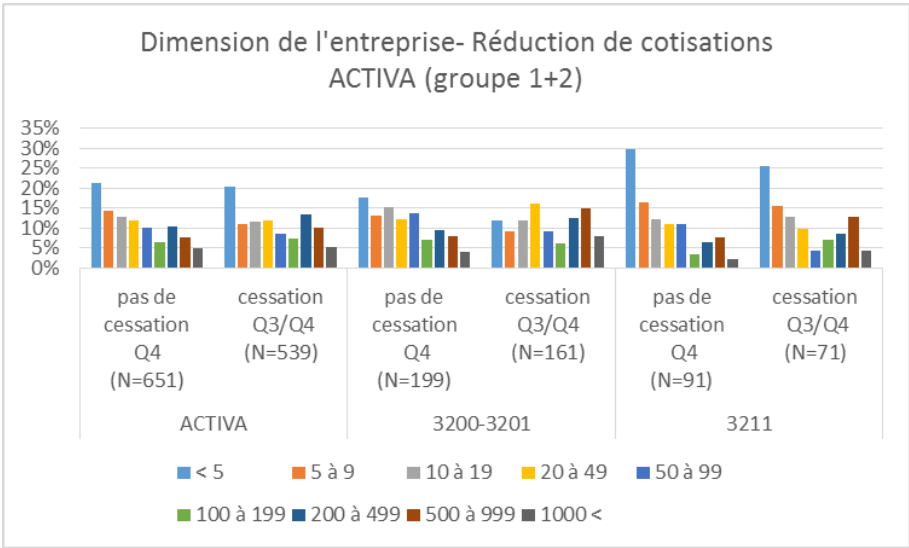
Graphique 49 Régime de travail dans les cessations précoces de plans ACTIVA pour les travailleurs de la Région de Bruxelles-Capitale



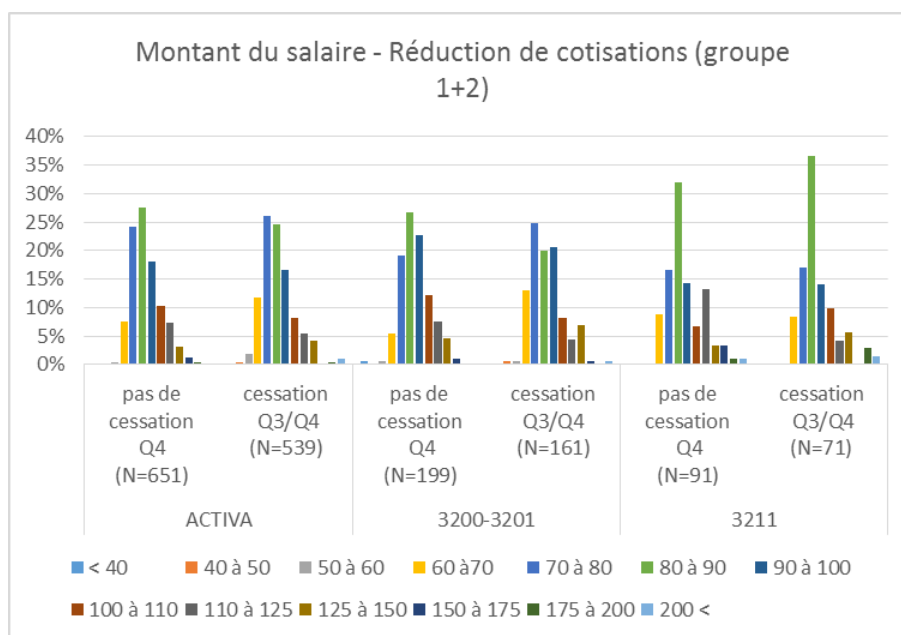
Graphique 50 Volume du travail à temps partiel dans les cessations précoces de plans ACTIVA pour les travailleurs de la Région de Bruxelles-Capitale



Graphique 51 Dimension de l'entreprise dans les cessations précoces de plans ACTIVA pour les travailleurs de la Région de Bruxelles-Capitale



Graphique 52 Montant du salaire brut dans les cessations précoces de plans ACTIVA pour les travailleurs de la Région de Bruxelles-Capitale

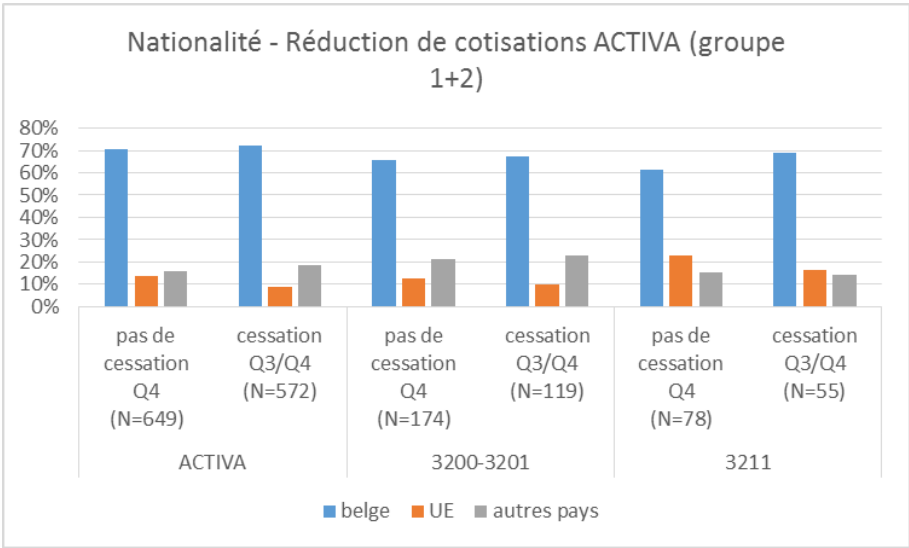


4.3.2 Caractéristiques personnelles dans les cessations précoces de réductions de cotisations

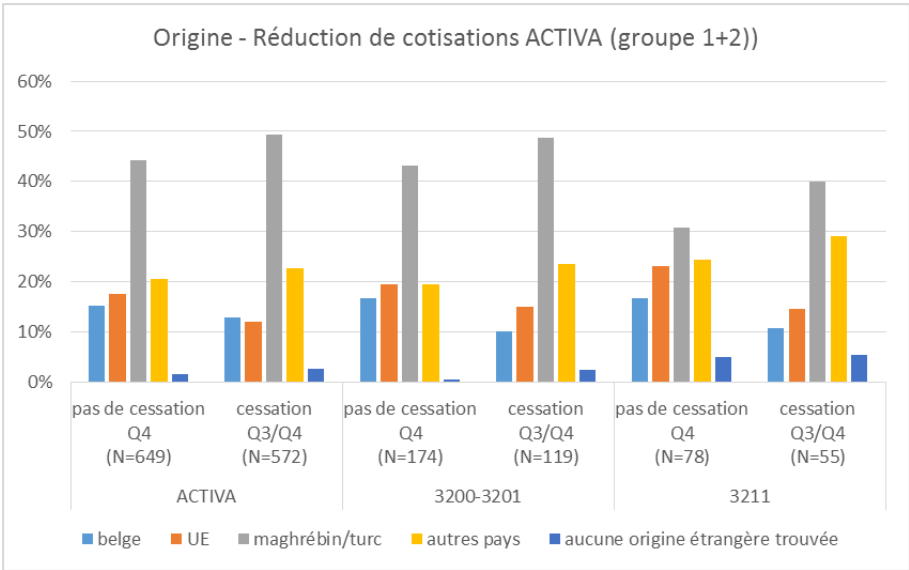
Nous n'observons pas de grandes différences au niveau de la nationalité entre les travailleurs avec et sans cessation. Ces derniers sont plus souvent d'origine maghrébine ou turque (44 % de tous les plans ACTIVA, contre un pourcentage de 49 %).

Les autres caractéristiques personnelles ne sont pas non plus un élément très distinctif : les répartitions au niveau du sexe, de l'âge et de la situation socio-économique dans les cas d'octroi de la réduction de cotisations sont comparables.

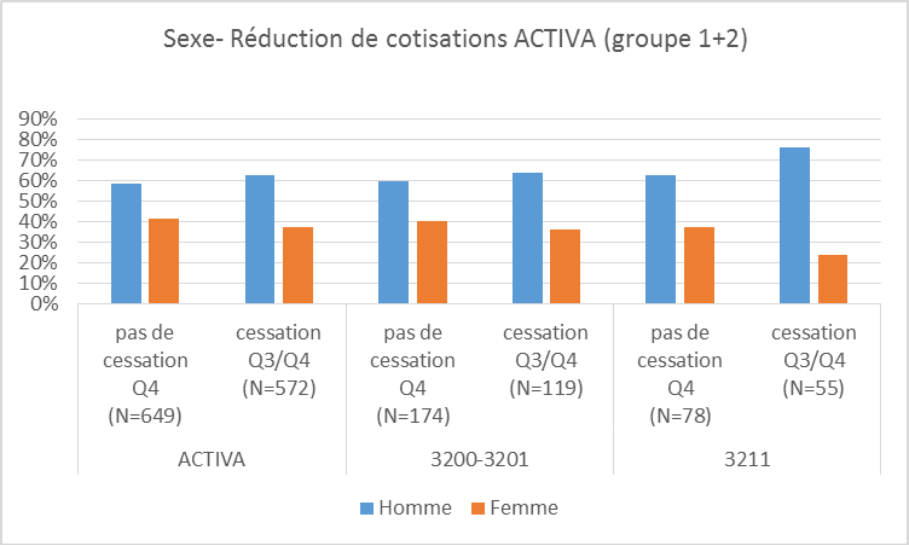
Graphique 53 **Nationalité dans les cessations précoces de plans ACTIVA pour les travailleurs de la Région de Bruxelles-Capitale**



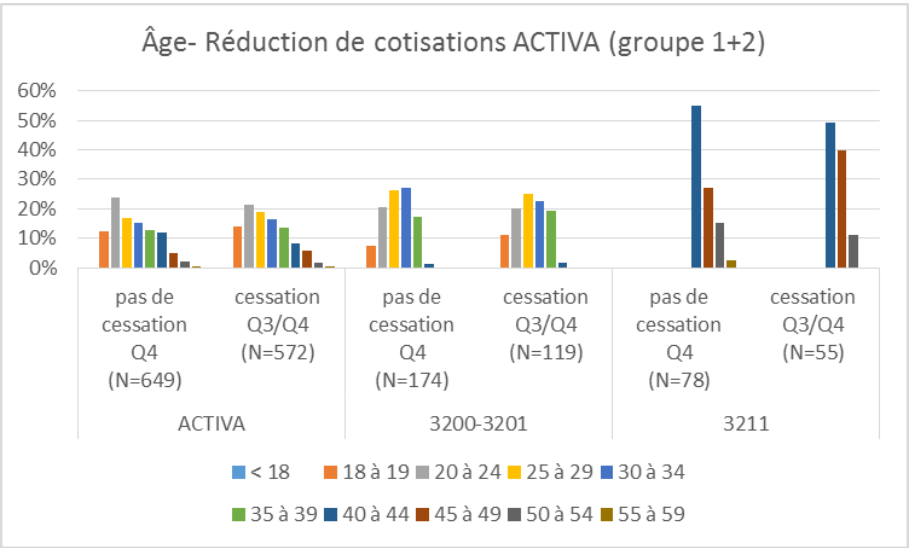
Graphique 54 **Origine dans les cessation précoces de plans ACTIVA pour les travailleurs de la Région de Bruxelles-Capitale**



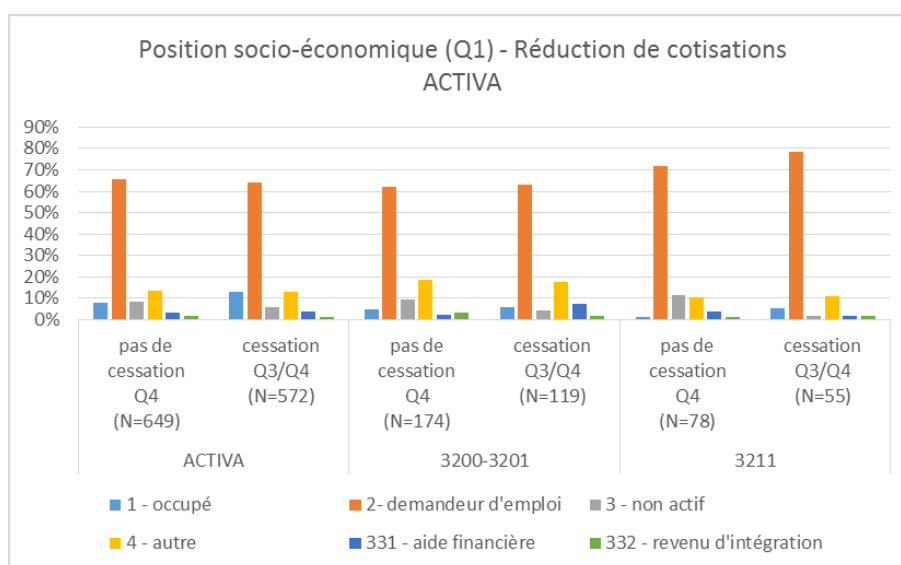
Graphique 55 **Sexe dans les cessations précoces de plans ACTIVA pour les travailleurs de la Région de Bruxelles-Capitale**



Graphique 56 **Âge dans les cessations précoces de plans ACTIVA pour les travailleurs de la Région de Bruxelles-Capitale**



Graphique 57 Situation socio-économique dans les cessations précoces de plans ACTIVA pour les travailleurs de la Région de Bruxelles-Capitale



4.3.3 Dynamique du drop out dans le secteur du travail intérimaire

La cessation précoce des subsides (ceci pour la fin de la durée potentielle) se passe de manière importante dans le secteur nace 78, Activités liées à l'emploi (comprenant entre autres le secteur du travail intérimaire). Les tableaux ci-dessous montrent plus en détails la dynamique dans ces secteurs.

Tableau 28 et Tableau 29 montrent la durée des subsides maintenant alloués (respectivement durant le deuxième et le premier semestre²⁸) pour les emplois du secteur nace 78. Après une durée de 0 à 6 mois, 40% des réductions de cotisation ont pris fin. Environ la moitié des employés dont les subsides ont pris fin restent actifs dans ce semestre, l'autre moitié pas. Après un semestre, environ un tiers des subsides restent actifs. La période d'observation dans le Tableau 29 est allongée d'un semestre : 15% des réductions de cotisation sous ACTIVA ont une durée de plus de 9 mois.

²⁸ L'identification des nouvelles mesures en Tableau 29 est comme définie en section 4.2 : à base des employeurs qui étaient au fin du dernier trimestre de 2014 demandeur d'emploi et qui sont nouvellement engagés dans le premier trimestre avec une subvention.

Tableau 28 Cessation précoce des plans ACTIVA octroyés au T2 pour les travailleurs bruxellois (NACE secteur 78)

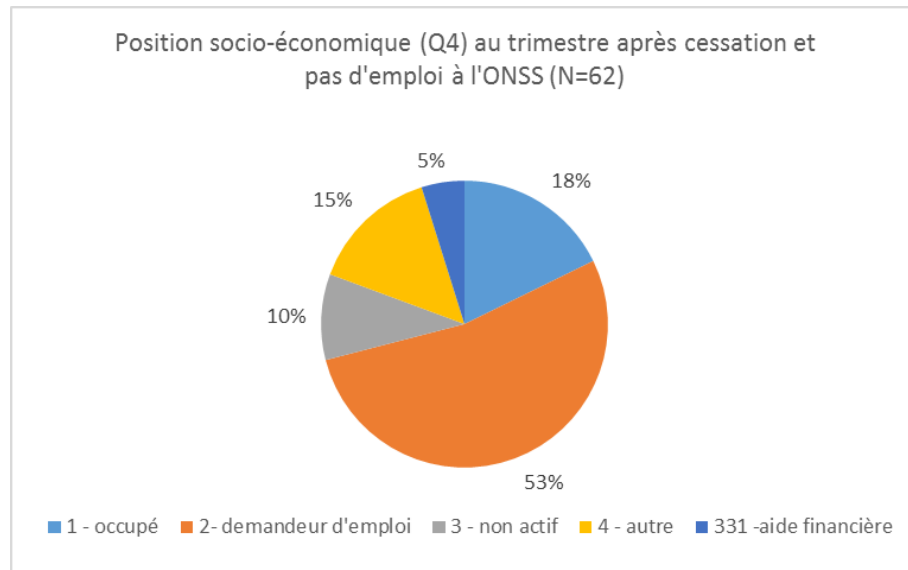
	ACTIVA
Début T2	100
T3	
Pas de cessation au T3	60
Cessations au T3	40
Actif à l'ONSS	18
Actif à l'ONSSAPL	1
Pas occupé	21
T4	
Pas de cessation au T4	30
Cessations au T4	30
Actif à l'ONSS	18
Actif à l'ONSSAPL	0
Pas occupé	12
<i>N</i>	<i>303</i>

Tableau 29 Cessation précoces des plans ACTIVA octroyés au T1 pour les travailleurs bruxellois (NACE secteur 78)

	ACTIVA
Début T1	100
T2	
Pas de cessation au T2	61
Cessations au T2	39
Actif à l'ONSS	17
Actif à l'ONSSAPL	1
Pas occupé	21
T3	
Pas de cessation au T3	34
Cessations au T3	27
Actif à l'ONSS	17
Actif à l'ONSSAPL	0
Pas occupé	10
T4	
Pas de cessation au T4	14
Cessations au T4	20
Actif à l'ONSS	14
Actif à l'ONSSAPL	0
Pas occupé	6
<i>N</i>	<i>204</i>

Le Graphique 58 montre la position sur le marché du travail au quatrième semestre des travailleurs qui n'étaient plus actifs dans un emploi après la cessation des subsides. 53% de ceux-ci sont aussi demandeurs d'emploi dans le semestre suivant. 15% d'entre eux ne sont pas actifs professionnellement et 15% tombent dans une catégorie restante. Environ 20% est actif dans le trimestre suivant. Le Graphique 59 répète l'exercice, mais pour la cessation précoce des mesures dans le Tableau 28. A nouveau, nous regardons la position dans le marché du travail un semestre après la cessation des subsides (durant les semestres deux et trois). Ici aussi, environ 20% ont un emploi dans le semestre suivant.

Graphique 58 Position socio-économique en T4 (trimestre après cessation et pas d'emploi à l'ONSS)



Graphique 59 Position socio-économique en T3 ou T4 (trimestre après cessation et pas d'emploi à l'ONSS)

